

Tableau de bord DES ÉCONOMIES DE LA FRANCOPHONIE

Publication annuelle

Juin 2024



Sommaire

Tableau de bord DES ÉCONOMIES DE LA FRANCOPHONIE

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET PERSPECTIVES .. 2

PRÉVISIONS DE CROISSANCE, D'INFLATION ET DE BALANCE COURANTE 6

TABLEAU DE BORD GRAPHIQUE DES ÉCONOMIES FRANCOPHONES 6

Afrique de l'Ouest 6

- BÉNIN
- BURKINA FASO
- CÔTE D'IVOIRE
- GUINÉE
- MALI
- MAURITANIE
- NIGER
- SÉNÉGAL
- TOGO

Afrique centrale 24

- CAMEROUN
- CENTRAFRIQUE
- CONGO
- GABON
- RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
- TCHAD

Océan Indien 37

- COMORES
- DJIBOUTI
- MADAGASCAR
- MAURICE

Maghreb et Proche-Orient 45

- ALGÉRIE
- LIBAN
- MAROC
- TUNISIE

Asie 54

- CAMBODGE
- LAOS
- VIETNAM

Europe 60

- ANDORRE
- BELGIQUE
- FRANCE
- ROUMANIE
- SUISSE

Amériques 71

- CANADA
- QUÉBEC

Environnement économique et perspectives

La récession que certains craignaient une fois épuisée la «surépargne» liée à la période de la Covid-19 ne s'est pas matérialisée dans les économies développées, sauf exceptions. La croissance a même dépassé son potentiel aux Etats-Unis, l'activisme budgétaire se doublant d'une dynamique forte de l'investissement productif dans un contexte de volonté de réindustrialisation. Ces deux leviers ont aussi été actionnés avec succès par la Chine, la compétitivité extérieure palliant la crise immobilière et le faible rebond de la demande des ménages post-Covid. L'Europe, subissant au premier chef les conséquences de la crise énergétique liée à la guerre en Ukraine, a fait figure de parent pauvre de la croissance mondiale. En particulier, l'Allemagne, dont le modèle industriel vacille, a connu une récession de faible intensité, contribuant au ralentissement européen. La France a un peu mieux résisté, à la faveur notamment d'une demande publique encore soutenue et d'un rebond des activités touristiques. La croissance a été nettement plus vigoureuse au sein des économies émergentes, que le niveau élevé des taux américains et du dollar a moins fragilisées qu'on n'aurait pu le craindre. Le contexte de cours des matières premières élevées, quoiqu'en normalisation par rapport à 2022, a soutenu les comptes extérieurs et publics des économies exportatrices de ces produits. Les marchés boursiers ont bien résisté aux hausses de taux, qui ont en revanche pesé lourdement sur la valeur des actifs immobiliers en Europe, aucunement aux Etats-Unis.

C'est désormais un retour à la normale de l'inflation qui se dessine progressivement, même si le dernier kilomètre de la désinflation s'avère plus long et incertain que prévu aux Etats-Unis. Une détente monétaire de la BCE puis de la Fed devrait donc pouvoir s'amorcer d'ici fin 2024, des développements bienvenus pour les banques centrales des économies émergentes. La reprise européenne ne pourra qu'être relativement timide tant que les gains de productivité du travail ne feront pas leur retour, car les tensions sur les recrutements restent élevées malgré une période de croissance faible. Le risque géopolitique reste très présent.

En ce qui concerne les pays de la francophonie, les situations restent naturellement disparates. En Afrique subsaharienne et dans l'Océan Indien, les rythmes de croissance avoisinent ou dépassent de nouveau 5 % à la faveur de cours des matières premières toujours élevés, l'inflation se modère sous l'effet des politiques monétaires, mais la dépendance aux financements étrangers notamment chinois et la stabilité géopolitique restent un motif de préoccupation pour plusieurs pays. Au Maghreb et au Proche-Orient, la croissance, certes plus ténue, a fait son retour et devrait s'installer, le rebond du tourisme et le besoin d'hydrocarbures de l'Europe bénéficiant à la zone, même si la situation financière de la Tunisie et du Liban restent précaires et si la guerre à Gaza pourrait avoir des répercussions régionales plus fortes. En Asie, la croissance est robuste, la région bénéficiant notamment d'investissements liés au contournement des sanctions américaines contre la Chine et du cycle électronique. Au Canada et en Europe, la croissance devrait retrouver un peu de vigueur après une année 2023 moins favorable.

PRÉVISIONS DE CROISSANCE

PIB EN VOLUME

Croissance en % l'an	2000-2023	2024	2025	2026-27
<i>Francophonie</i>	2.2	1.6	2.3	2.3
<i>Afrique de l'Ouest</i>	4.2	6.3	6.5	5.6
Bénin	4.7	6.0	6.0	6.0
Burkina Faso	5.3	5.5	5.8	4.9
Côte d'Ivoire	3.7	6.5	6.4	6.2
Guinée	4.6	4.1	5.6	5.7
Mali	4.5	4.0	4.5	4.9
Mauritanie	3.5	5.1	5.5	5.0
Niger	5.0	10.4	6.1	5.9
Sénégal	4.1	8.3	10.2	5.2
Togo	3.8	5.3	5.3	5.5
<i>Afrique Centrale</i>	4.0	4.1	4.5	4.4
Cameroun	3.8	4.3	4.5	4.5
Congo	2.1	4.4	3.2	3.8
Gabon	2.1	2.9	2.7	2.6
République centrafricaine	0.7	1.3	1.7	2.0
République démocratique du Congo	5.1	4.7	5.7	5.5
Tchad	5.4	2.9	3.7	2.7
<i>Océan Indien</i>	3.3	4.8	4.4	4.2
Comores	2.7	3.5	4.0	4.4
Djibouti	4.5	6.5	6.0	5.5
Madagascar	2.8	4.5	4.6	4.7
Maurice	3.6	4.9	3.7	3.4
<i>Maghreb et Proche-Orient</i>	3.1	3.4	3.1	2.7
Algérie	3.0	3.8	3.1	2.3
Liban	1.0	3.9	4.5	3.1
Maroc	3.6	3.1	3.3	3.4
Tunisie	2.6	1.9	1.8	2.1
<i>Asie</i>	6.4	5.8	6.4	6.4
Cambodge	7.3	6.0	6.1	6.0
Laos	6.2	4.0	4.0	4.2
Vietnam	6.4	5.8	6.5	6.5
<i>Europe</i>	1.6	1.0	1.5	1.8
Andorre	3.8	4.7	2.9	2.4
Belgique	1.7	0.7	1.4	2.4
France	1.3	0.9	1.3	1.5
Roumanie	3.8	2.8	3.6	3.8
Suisse	1.9	0.7	1.3	1.5
<i>Amériques</i>	2.0	1.2	2.3	1.8
Canada*	2.0	1.2	2.3	1.8

*Pour représenter le Québec, l'Ontario et la Colombie Britannique.

Sources : FMI, perspectives d'avril 2024 et Rexecode pour Belgique, France et Suisse

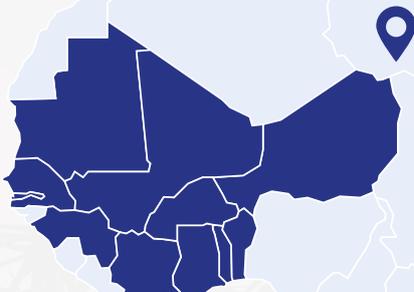
PRÉVISIONS D'INFLATION

TAUX D'INFLATION

En % l'an	2000-2023	2024	2025	2026-27
<i>Francophonie</i>	3.0	3.5	2.7	2.2
<i>Afrique de l'Ouest</i>	3.5	4.2	3.5	2.9
Bénin	2.3	3.0	2.0	2.0
Burkina Faso	2.4	2.1	2.0	2.0
Côte d'Ivoire	2.3	3.8	3.0	2.1
Guinée	13.1	11.0	10.2	9.4
Mali	2.2	1.0	2.0	2.0
Mauritanie	4.9	2.8	4.0	4.0
Niger	2.1	6.4	4.6	2.6
Sénégal	2.1	3.9	2.0	2.0
Togo	2.5	2.7	2.0	2.0
<i>Afrique Centrale</i>	22.2	9.5	5.8	4.8
Cameroun	2.6	5.9	5.5	4.2
Congo	2.6	3.6	3.0	3.0
Gabon	1.8	2.1	2.2	2.3
République centrafricaine	3.9	4.7	4.6	3.5
République démocratique du Congo	51.2	17.2	8.5	7.0
Tchad	2.8	3.1	3.1	3.1
<i>Océan Indien</i>	6.3	5.8	5.1	4.8
Comores	3.5	2.0	2.2	2.0
Djibouti	2.7	1.8	1.9	2.0
Madagascar	8.6	7.8	7.3	6.7
Maurice	4.7	4.9	3.6	3.6
<i>Maghreb et Proche-Orient</i>	5.2	14.0	9.2	5.8
Algérie	4.5	7.6	6.4	5.8
Liban	31.7	148.7	75.1	22.9
Maroc	1.8	2.2	2.5	2.3
Tunisie	4.6	7.4	6.9	7.5
<i>Asie</i>	5.7	4.2	3.8	3.4
Cambodge	3.9	2.3	3.0	3.0
Laos	7.5	21.5	14.8	5.0
Vietnam	5.8	3.7	3.4	3.4
<i>Europe</i>	2.1	2.7	2.2	1.8
Andorre	2.0	4.3	2.4	1.9
Belgique	2.3	3.5	2.5	1.9
France	1.7	2.4	2.2	1.8
Roumanie	9.3	6.0	4.0	3.1
Suisse	0.6	1.5	1.2	1.2
<i>Amériques</i>	2.2	2.6	1.9	1.9
Canada*	2.2	2.6	1.9	1.9

*Pour représenter le Québec, l'Ontario et la Colombie Britannique.

Sources : FMI, perspectives d'avril 2024 et Rexecode pour Belgique et Suisse



AFRIQUE DE L'OUEST

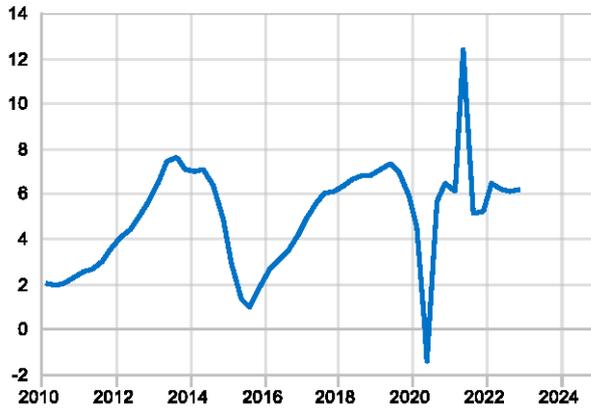
La croissance des économies d'Afrique de l'Ouest, principalement membres de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine), a encore progressé en 2023, atteignant 6,1 % contre 5,7 % en 2022. Le secteur tertiaire a maintenu son rôle moteur grâce à l'essor des services et des activités commerciales. De plus, le secteur secondaire, soutenu par les secteurs manufacturier et des bâtiments et travaux publics, a significativement contribué à l'activité économique. Cette tendance devrait se renforcer en 2024 avec l'augmentation prévue de la production de pétrole et de gaz dans la région. L'activité économique de 2023 a été soutenue par la consommation finale et l'investissement, stimulé par la réalisation de grands chantiers. Bien que la demande extérieure ait freiné en 2023, elle devrait s'améliorer en 2024, et la balance commerciale des pays de l'UEMOA afficher un excédent après deux années de déficit. Cette amélioration devrait résulter de l'évolution favorable de la balance des biens, avec une augmentation des exportations plus marquée que celle des importations. Cette dynamique est notamment liée à la baisse des prix des produits alimentaires et à la mise en production d'unités gazières et pétrolières destinées à l'exportation au Niger et au Sénégal.

Dans un contexte de détente des prix mondiaux des produits alimentaires et pétroliers, les tensions inflationnistes en répercussion de la guerre en Ukraine et les difficultés d'approvisionnement pesant sur les prix semblent se dissiper pour les pays d'Afrique de l'Ouest. Le taux d'inflation moyen devrait continuer sa décrue, passant en moyenne annuelle de 8,0% en 2022 à 4,9 % en 2023 puis à 3,4 % en 2024, soit légèrement au-dessus de l'objectif de 3,0 %. Cette baisse a été favorisée par les relèvements successifs des taux directeurs de la BCEAO (Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest) depuis juin 2022.

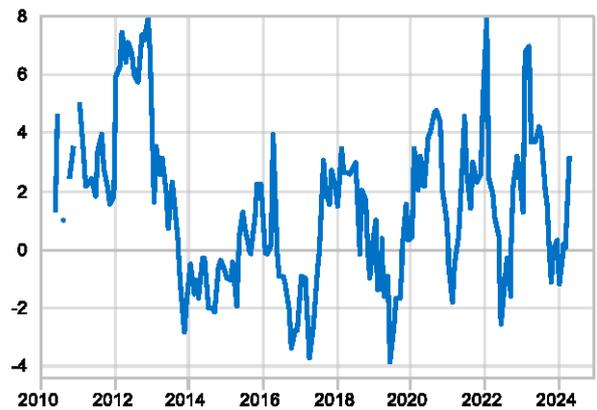
Budgétairement, les États d'Afrique de l'Ouest ont constaté une atténuation du déficit public en 2023 (5,3% du PIB) par rapport à 2022 (6,7% du PIB). Ce repli résulte d'une rationalisation des dépenses publiques et d'une augmentation des recettes publiques liées à des réformes de modernisation des administrations fiscales et douanières, soutenues par la vigueur de l'activité économique. Cette tendance devrait se prolonger en 2024, avec un déficit public anticipé à 4,2% du PIB. Les taux d'endettement des pays devraient progressivement retomber en 2024, après avoir atteint leur pic en 2023.

Même si les perspectives économiques restent favorables en Afrique de l'Ouest, celles-ci demeurent tributaires de l'évolution de la conjoncture internationale, de la situation sécuritaire et des effets climatiques. Une instabilité de la région pourrait affecter les circuits de distribution alimentaires et susciter des déplacements massifs de populations, provoquant une diminution de la production.

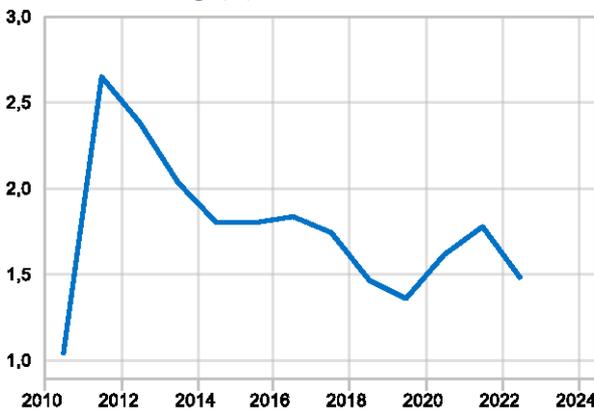
Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



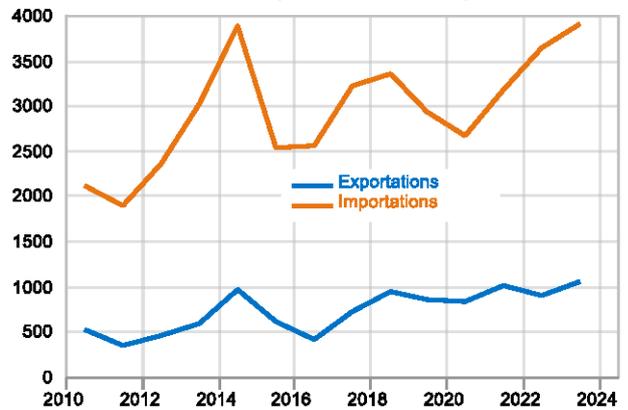
Inflation (glissement sur un an %)



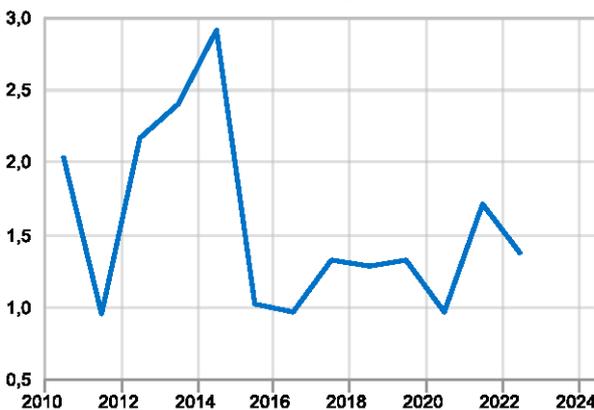
Taux de chômage (%)



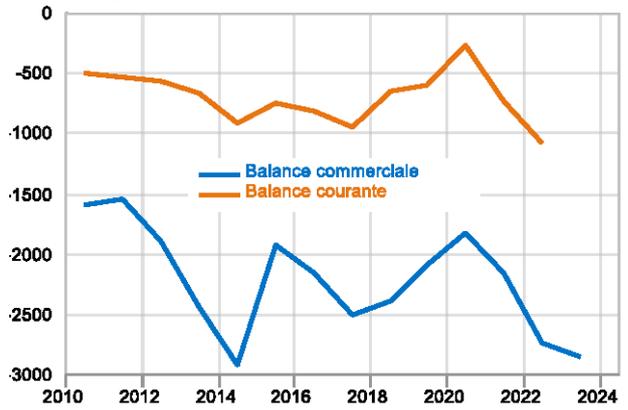
Commerce extérieur (millions de dollars)



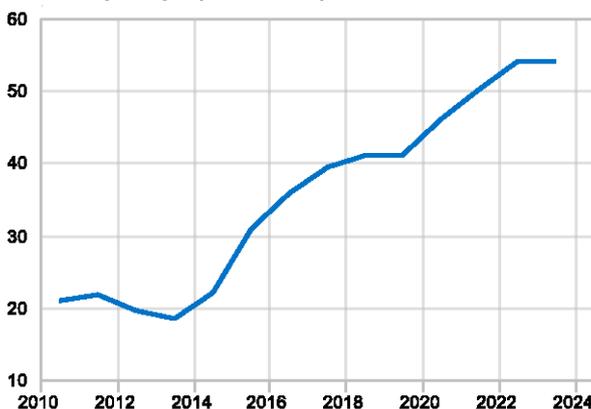
Investissements directs étrangers (en % du PIB)



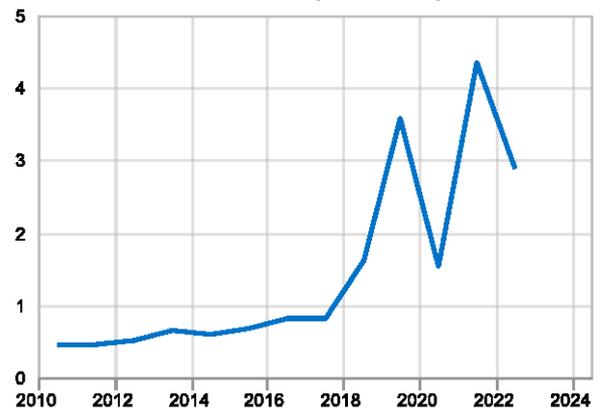
Comptes extérieurs (millions de dollars)



Dettes publiques (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)





Les secteurs d'activité prometteurs pour l'investissement au Bénin

Le Bénin a un potentiel économique important et plusieurs secteurs peuvent être prometteurs pour l'avenir :

- **Agriculture et agroalimentaire :** Le Bénin dispose d'une grande superficie de terres arables et d'un climat propice à la culture de différentes cultures telles que le coton, l'ananas, la noix de cajou et le maïs.
- **Tourisme :** Le Bénin a un patrimoine culturel riche avec plusieurs sites historiques et culturels tels que le Royaume d'Abomey, la porte du non-retour et le parc national de la Pendjari. Le tourisme peut contribuer au développement économique en créant des emplois et en stimulant la croissance économique.
- **Énergies renouvelables :** Le Bénin est riche en ressources solaires et éoliennes, ce qui offre un grand potentiel pour les énergies renouvelables. Le développement de ces industries peut améliorer l'accès à l'énergie, réduire la dépendance aux combustibles fossiles et contribuer à la lutte contre le changement climatique.
- **Technologies de l'information et de la communication :** Le secteur des TIC peut être prometteur pour le Bénin en raison de l'adoption croissante des technologies numériques et de la demande croissante pour les services en ligne.
- **UNIDO. (2020). Bénin:** Diagnostic des chaînes de valeur pour une croissance inclusive et durable. Banque Africaine du Développement (2021). Accélérer la transformation structurelle pour une croissance inclusive. U.S. Department of State. (2021). Benin 2021 Investment Climate Statements.

<https://www.state.gov/reports/2021-investment-climate-statements/benin/>

Source : <https://evaluation.gouv.bj/evaluations/15>.

UNIDO. (2020). Bénin: Diagnostic des chaînes de valeur pour une croissance inclusive et durable. Banque Africaine du Développement (2021). Accélérer la transformation structurelle pour une croissance inclusive. U.S. Department of State. (2021). Benin 2021 Investment Climate Statements.

<https://www.state.gov/reports/2021-investment-climate-statements/benin/>

Source : <https://evaluation.gouv.bj/evaluations/15>.



2022

PIB
(milliards de dollars)

18.82

POPULATION
(millions)

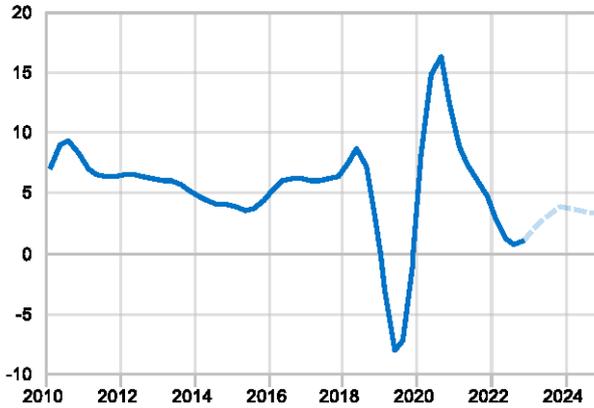
22.77

PIB par habitant
(en dollars PPA)

2539.60

BURKINA FASO

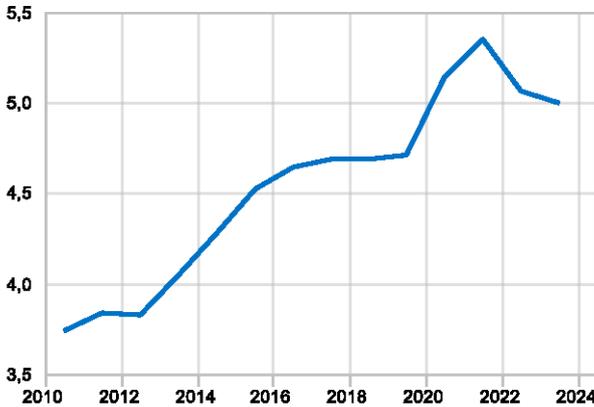
Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



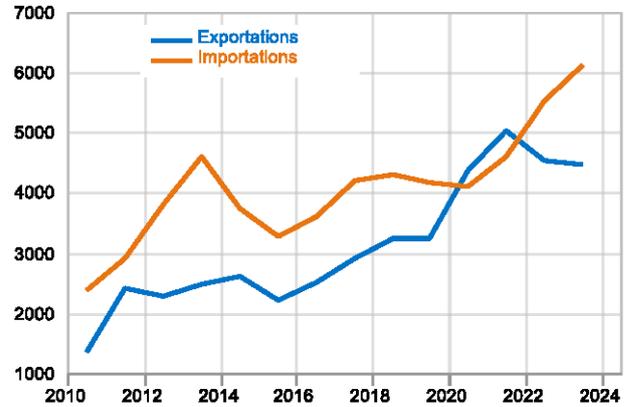
Inflation (glissement sur un an %)



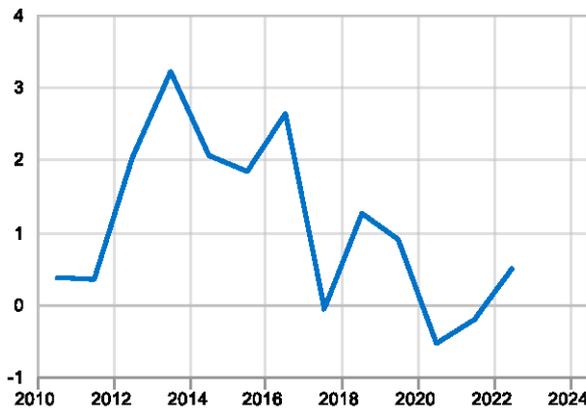
Taux de chômage (%)



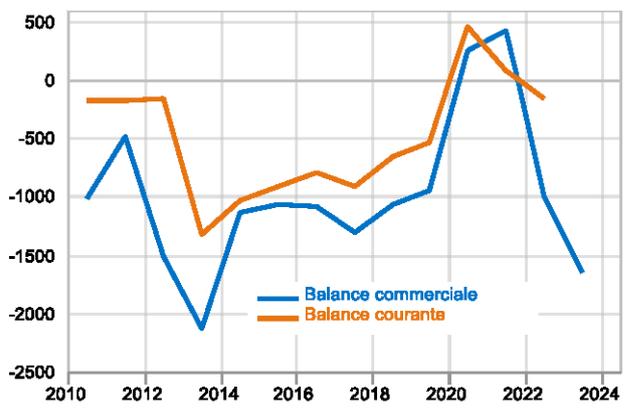
Commerce extérieur (millions de dollars)



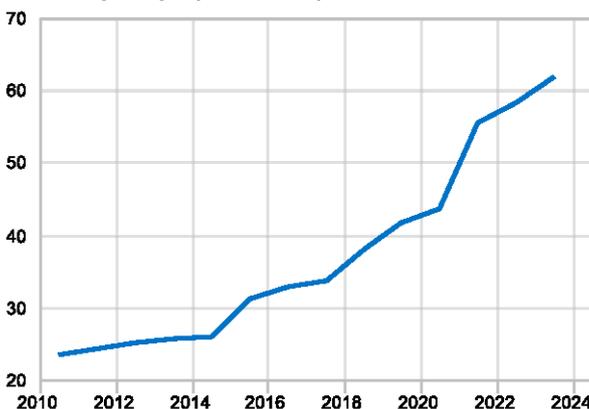
Investissements directs étrangers (en % du PIB)



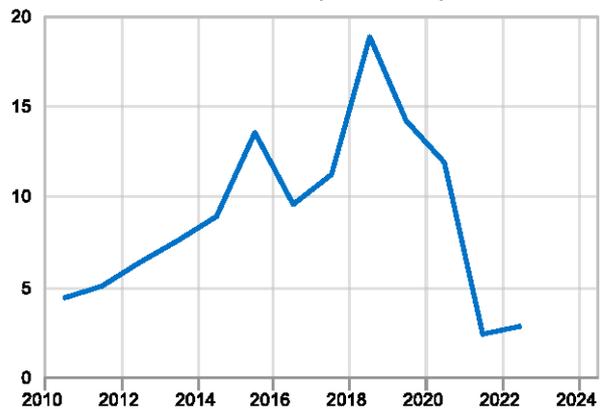
Comptes extérieurs (millions de dollars)



Dettes publiques (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)



Les secteurs d'activité prometteurs pour l'investissement au Burkina Faso

La diversification de l'économie du Burkina Faso est un objectif important pour le gouvernement du pays. Le pays est principalement agricole, mais il y a une reconnaissance que la diversification de l'économie est nécessaire pour réduire la dépendance à l'égard des secteurs traditionnels et favoriser une croissance économique plus soutenue et inclusive. Le gouvernement a mis en place plusieurs programmes pour promouvoir la diversification de l'économie (Programme National de Développement Économique et Social (PNDES), Programme National de Développement de l'Industrie (PNDI), Programme d'Appui au Développement des Économies Locales (PADEL)).

En 2021, le gouvernement du Burkina Faso a élaboré un Plan national de développement économique et social (PNDES) pour la période 2021-2025, qui identifie plusieurs secteurs clés pour l'avenir du pays :

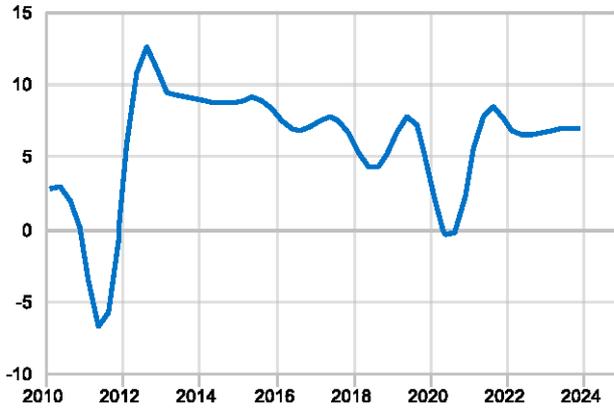
- **Industrie Minières** : Le Burkina Faso dispose d'un potentiel minier important, avec des ressources d'or, de zinc, de manganèse, de bauxite et de cuivre.
- **Agriculture et agroalimentaire** : Le Burkina Faso a une forte tradition agricole, avec des cultures telles que le coton, le riz, le maïs, le mil et le sorgho.
- **Énergies renouvelables** : Le Burkina Faso est riche en ressources solaires et éoliennes, ce qui offre un grand potentiel pour les énergies renouvelables. Le développement de ces industries peut améliorer l'accès à l'énergie, réduire la dépendance aux combustibles fossiles et contribuer à la lutte contre le changement climatique.
- **Les infrastructures et les services** : Le gouvernement prévoit d'investir dans les infrastructures de transport (routes, ponts, aéroports), les infrastructures énergétiques (électricité, énergie renouvelable), les infrastructures de télécommunications (Internet haut débit), ainsi que dans les services sociaux de base (santé, éducation, eau potable).

Source : <https://peb.bf/investir-au-burkina/les-secteurs-porteurs>.

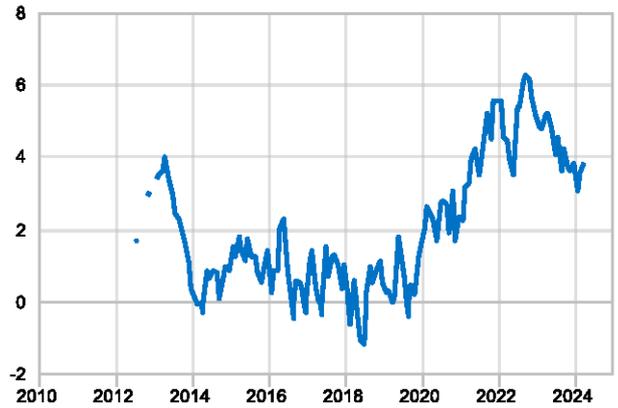
Source : <https://www.fao.org/in-action/tropical-agriculture-platform/news-and-events/detail/fr/c/1630797/>



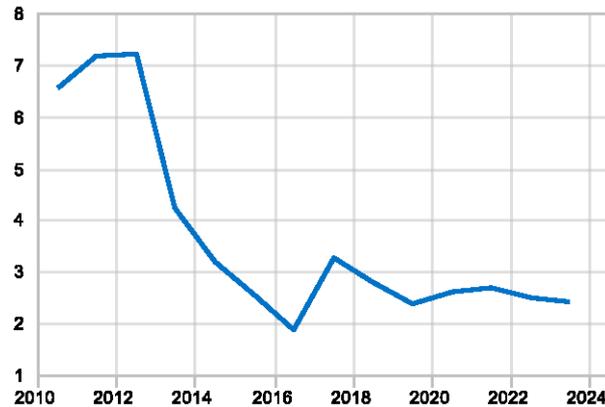
Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



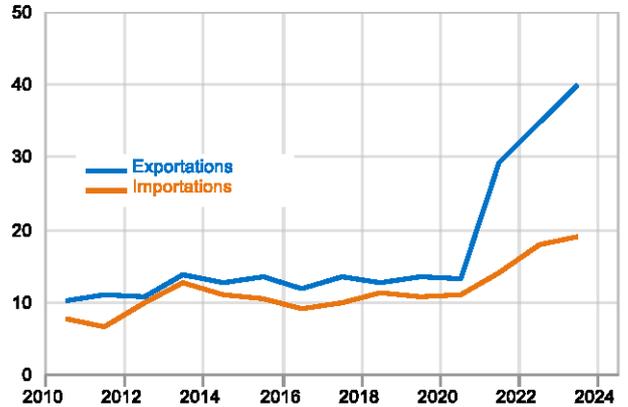
Inflation (glissement sur un an %)



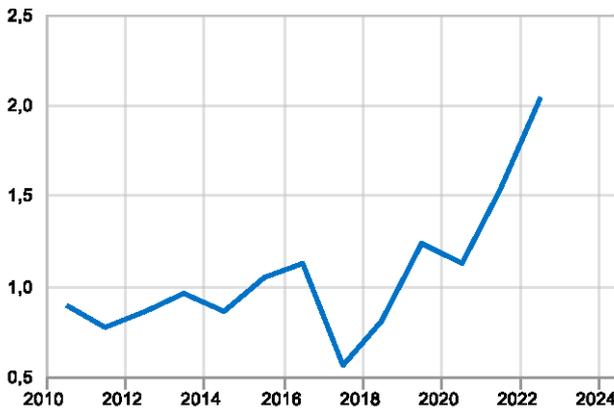
Taux de chômage (%)



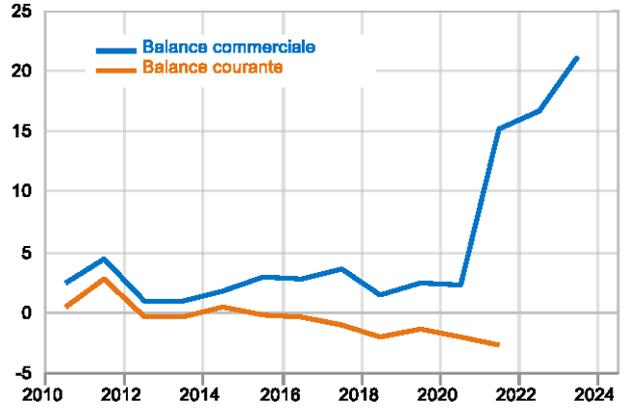
Commerce extérieur (millions de dollars)



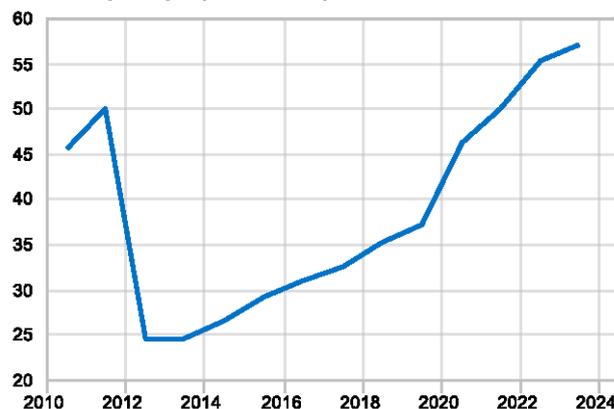
Investissements directs étrangers (en % du PIB)



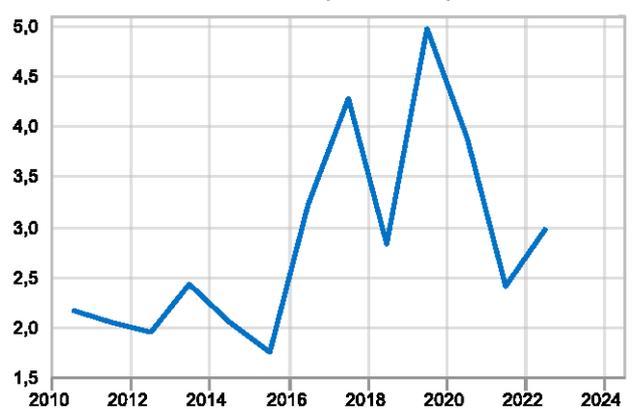
Comptes extérieurs (millions de dollars)

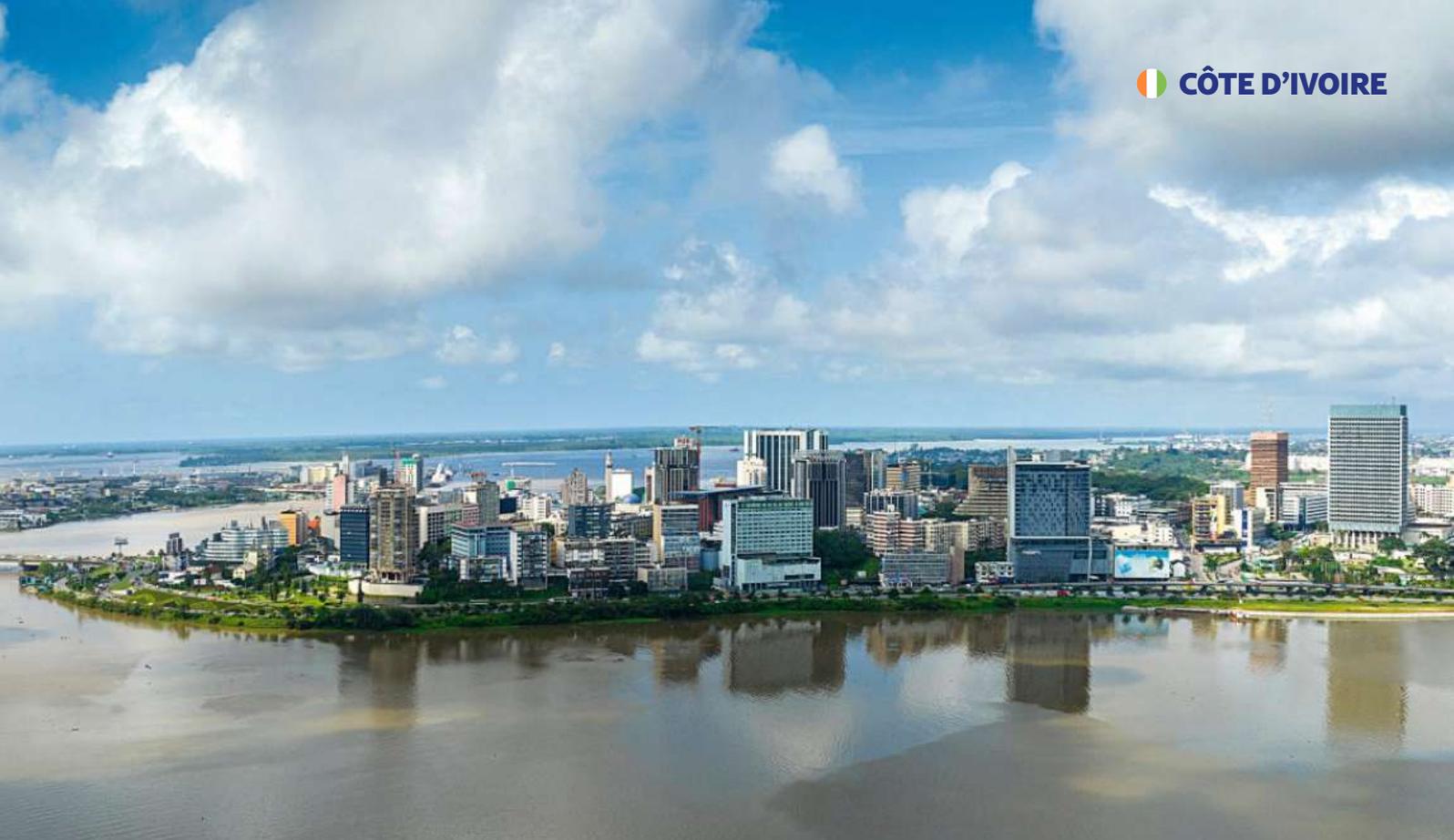


Dette publique (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)





Les secteurs d'activité prometteurs pour l'investissement en Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire continue sa diversification économique et dispose d'un certain nombre de secteurs qui pourraient créer de fortes opportunités dans l'avenir.

La Côte d'Ivoire dispose d'un certain nombre de secteurs prometteurs pour le développement économique, notamment :

- **Infrastructures** : La Côte d'Ivoire a besoin de grandes infrastructures pour soutenir sa croissance économique, notamment dans les domaines des transports, de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement.
- **Santé** : Le secteur de la santé en Côte d'Ivoire est en croissance, avec des besoins importants en matière de soins de santé primaires et de prévention.
- **Éducation** : L'éducation est un secteur important en Côte d'Ivoire, avec un taux d'alphabétisation en augmentation. Le gouvernement ivoirien a lancé plusieurs initiatives pour améliorer l'accès à l'éducation, notamment la construction de nouvelles écoles primaires et secondaires. Le secteur de l'éducation représente environ 4% du PIB de la Côte d'Ivoire selon la Banque mondiale.
- **Industrie manufacturière** : La Côte d'Ivoire cherche à développer son industrie manufacturière pour diversifier son économie et créer des emplois. Le pays a des avantages comparatifs dans la transformation des matières premières agricoles, notamment dans la production de chocolat et de produits cosmétiques. Selon la Banque africaine de développement, le secteur manufacturier représente environ 9% du PIB de la Côte d'Ivoire.
- **Extraction minière** : La Côte d'Ivoire possède des ressources minières importantes, notamment de l'or, du diamant et du fer. Selon le ministère des Mines, de la Géologie et des Carrières, le secteur minier représente environ 5% du PIB du pays.
- **Services financiers** : Le secteur des services financiers en Côte d'Ivoire est en croissance, avec une augmentation du nombre de banques et d'institutions de microfinance. Selon la Banque mondiale, l'accès aux services financiers en Côte d'Ivoire est encore limité, mais des progrès ont été réalisés ces dernières années.



GUINÉE

2022

PIB
(milliards de dollars)

21.00

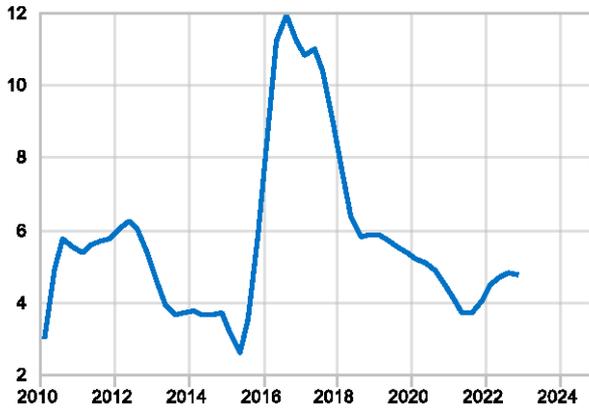
POPULATION
(millions)

14.67

PIB par habitant
(en dollars PPA)

3011.08

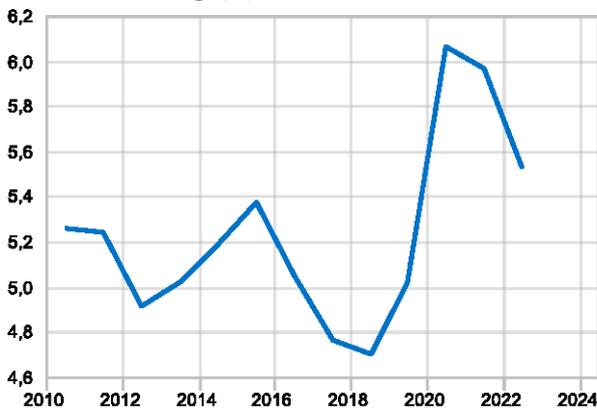
Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



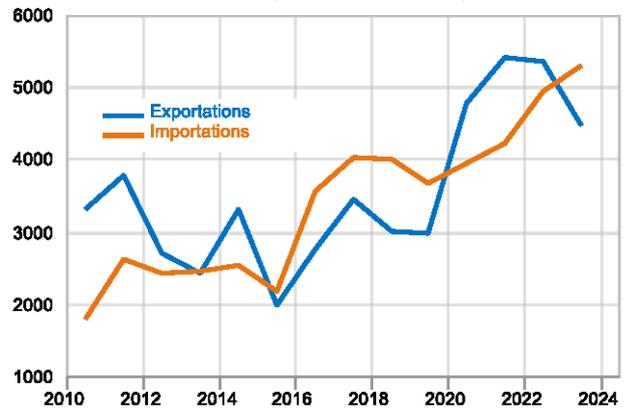
Inflation (glissement sur un an %)



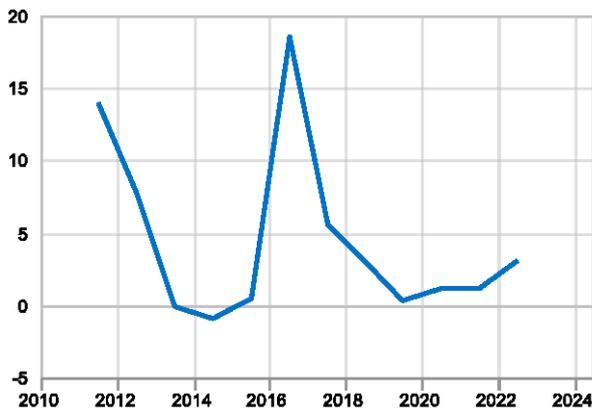
Taux de chômage (%)



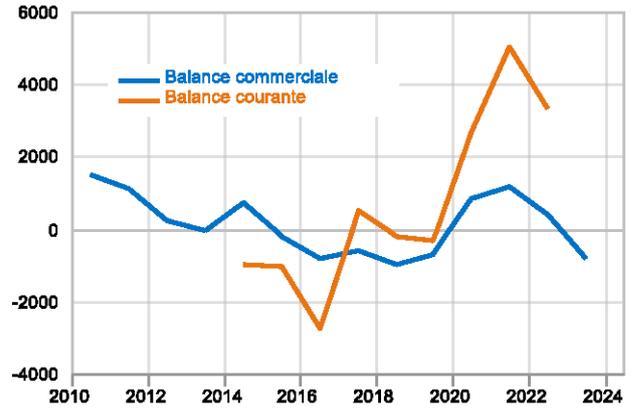
Commerce extérieur (millions de dollars)



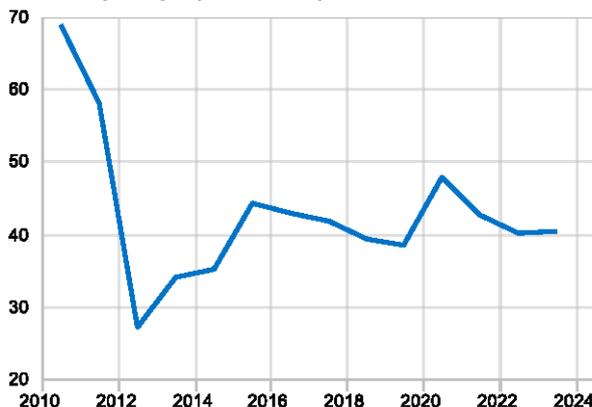
Investissements directs étrangers (en % du PIB)



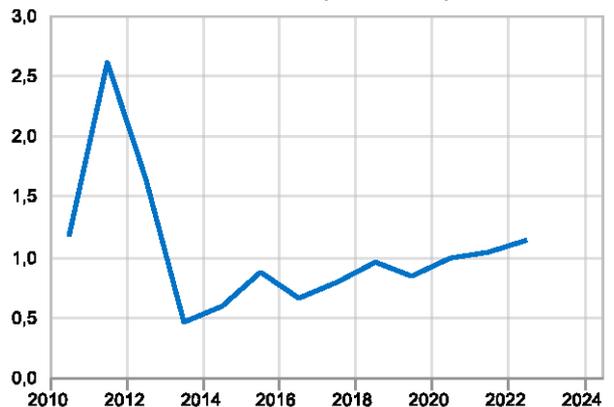
Comptes extérieurs (millions de dollars)



Dettes publiques (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)





Les secteurs d'activité prometteurs pour l'investissement en Guinée

La Guinée est un pays riche en ressources naturelles, mais qui dépend fortement de l'industrie minière pour sa croissance économique. Le gouvernement guinéen a donc élaboré plusieurs plans de diversification pour promouvoir le développement de secteurs non-miniers.

La Guinée dispose de ressources importantes et d'un potentiel économique important qui pourrait contribuer à la croissance de plusieurs industries du futur. Le gouvernement guinéen a élaboré un certain nombre de plans stratégiques à long terme qui visent à diversifier l'économie guinéenne et à stimuler la croissance économique. Voici quelques exemples d'industries du futur en Guinée :

- L'exploitation minière durable :** la Guinée possède d'importantes réserves de bauxite, de minerai de fer, d'or et de diamants. Pour garantir la durabilité de ce secteur, les entreprises minières peuvent utiliser des technologies innovantes pour réduire leur empreinte environnementale et améliorer les conditions de travail pour les travailleurs.
- L'agriculture de précision :** l'utilisation de technologies de pointe telles que les drones, les capteurs de sol et les systèmes de cartographie permettent aux agriculteurs de Guinée de mieux gérer leurs terres et d'optimiser leur production.
- L'énergie renouvelable :** la Guinée dispose d'un potentiel important en énergies renouvelables, notamment en hydroélectricité, en énergie solaire et éolienne. L'adoption de ces technologies permettrait de réduire la dépendance du pays aux combustibles fossiles et de fournir une énergie propre et abordable.
- Les technologies de l'information et de la communication :** Le secteur des TIC est en croissance en Guinée, avec une augmentation de l'accès à Internet et de l'utilisation des smartphones. Les entreprises peuvent se concentrer sur le développement d'applications et de solutions innovantes pour répondre aux besoins spécifiques des consommateurs locaux.



MALI

2022

PIB
(milliards de dollars)

18.83

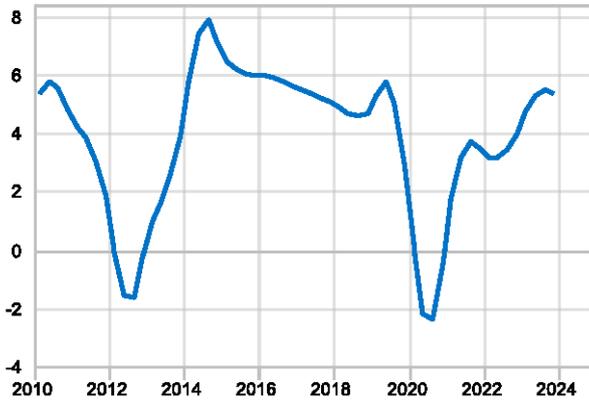
POPULATION
(millions)

22.62

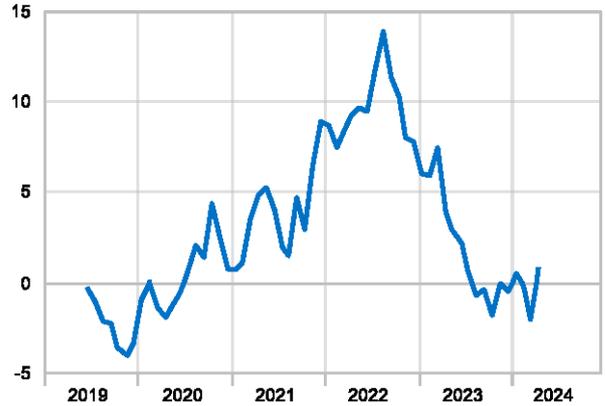
PIB par habitant
(en dollars PPA)

2515.90

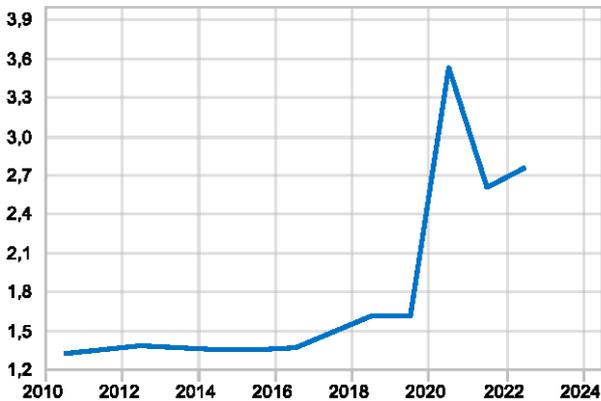
Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



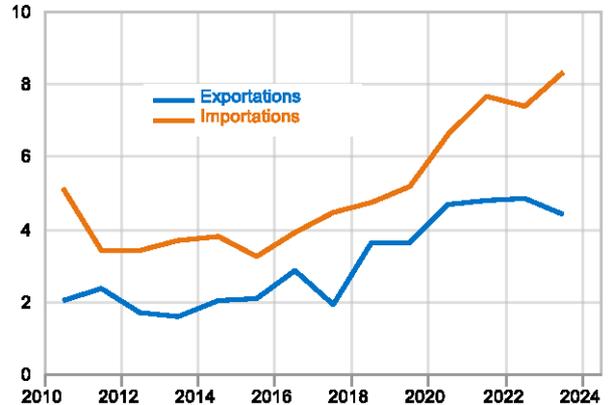
Inflation (glissement sur un an %)



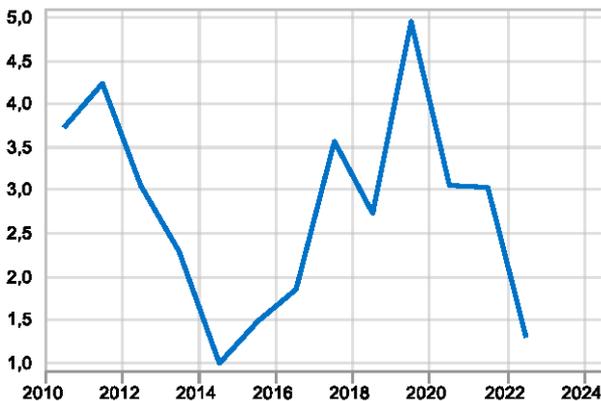
Taux de chômage (%)



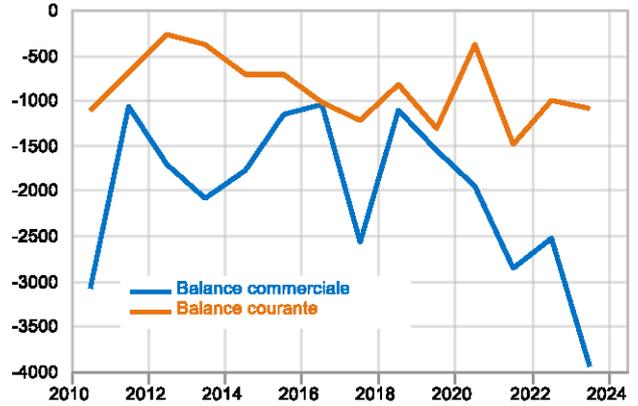
Commerce extérieur (millions de dollars)



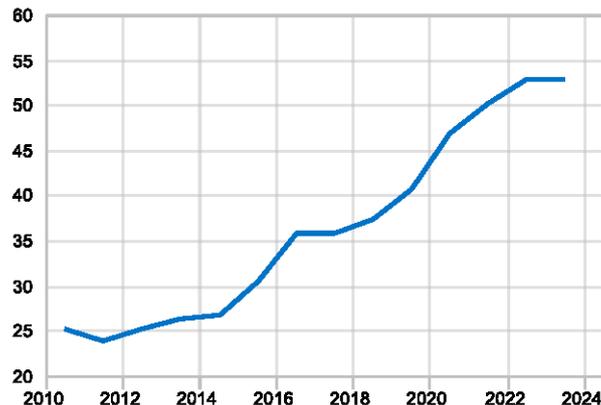
Investissements directs étrangers (en % du PIB)



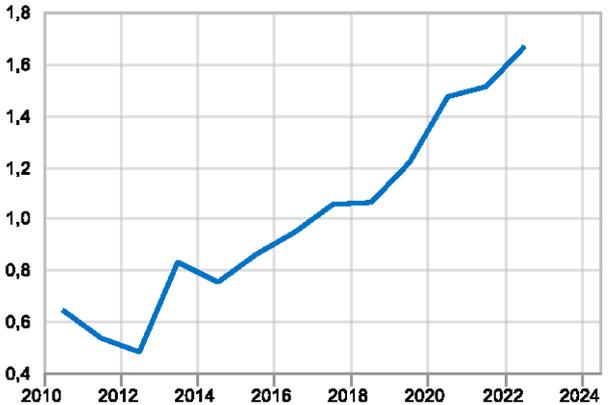
Comptes extérieurs (millions de dollars)



Dettes publiques (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)





Les secteurs d'activité prometteurs pour l'investissement au Mali

En dépit des défis, le Mali a démontré une résilience économique remarquable. Ses secteurs clés d'emploi, notamment l'agriculture, les mines, le commerce, et les services demeurent vitaux pour sa croissance économique future.

- **Les secteurs primaires et tertiaires dominent l'économie malienne.** Le secteur primaire, bien que connaissant un léger ralentissement de sa croissance, reste un pilier fondamental de l'économie. Par ailleurs, le secteur tertiaire a connu une croissance accélérée, passant de 3,9% en 2018 à 4,8% en 2019, et devrait se consolider en 2020.
- **Le Mali dispose d'un fort potentiel agricole grâce à ses ressources irrigables substantielles.** L'agriculture est la première source de création de richesses dans le secteur primaire, générant plus de la moitié des richesses (1 953,3 milliards de FCFA en 2019). L'élevage et la chasse occupent également une place importante, avec une création de richesses de 1 490,3 milliards de FCFA en 2019.
- **Le Mali, riche en ressources minérales comme l'or, le fer et la bauxite, a un potentiel significatif dans le secteur minier.** Le pays ambitionne d'atteindre une croissance supérieure à 7% par an, soutenue par le secteur minier. En effet, le secteur minier est en expansion, avec le nombre de sociétés passant de 8 en 2015 à 10 en 2018.
- **Le secteur secondaire,** bien que représentant 18,2% du PIB en 2019, devrait voir sa contribution à la croissance augmenter grâce aux investissements prévus dans le sous-secteur énergétique. La valeur ajoutée de ce secteur était de 1 953 milliards de FCFA en 2019 contre 1 363 milliards de FCFA en 2015.
- **Le secteur tertiaire,** dominé par le commerce, l'administration et les services, a contribué à hauteur de 37,5% à la formation du PIB en 2018. Sa contribution s'est maintenue à 37,2% en 2019, faisant de ce secteur le plus dynamique de l'économie malienne.
- **Le Mali présente de bonnes perspectives de développement dans divers domaines.** Le coton, l'arachide, le fer, la bauxite et l'industrie des matériaux de construction sont autant de secteurs qui recèlent un potentiel significatif. De plus, la politique commerciale du pays se concentre sur le développement de la chaîne de valeur, le développement du tissu industriel et l'amélioration du climat des affaires.



2022

PIB
(milliards de dollars)

9.78

POPULATION
(millions)

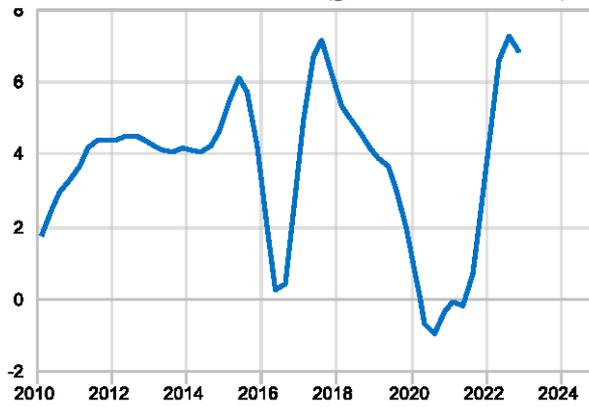
4.33

PIB par habitant
(en dollars PPA)

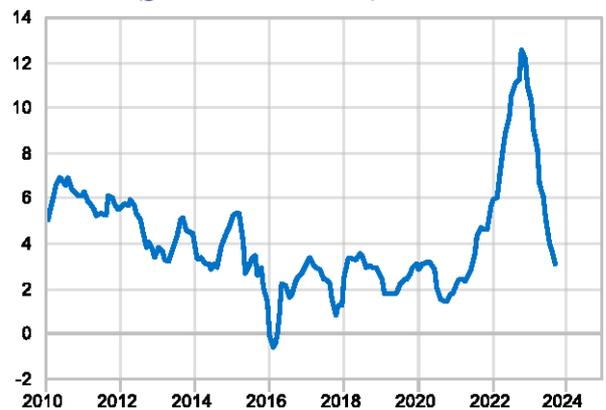
6879.95

MAURITANIE

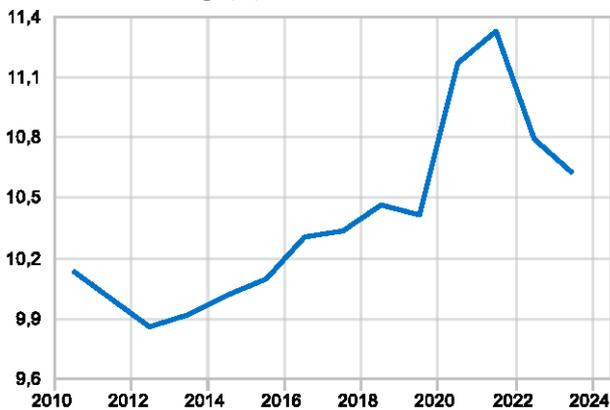
Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



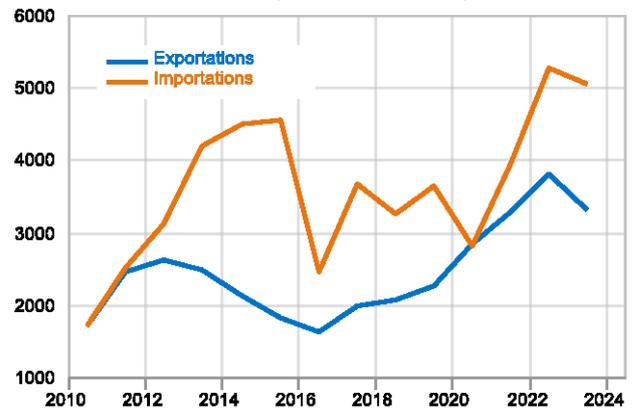
Inflation (glissement sur un an %)



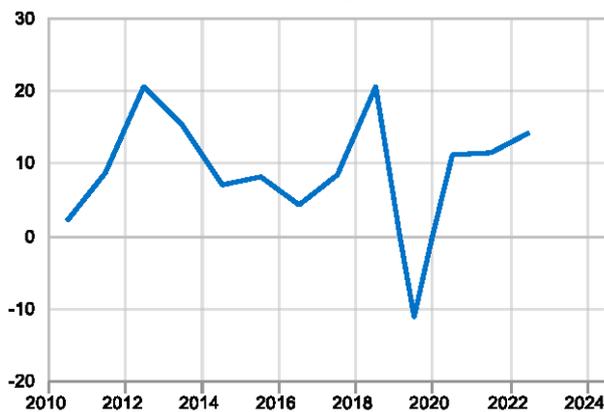
Taux de chômage (%)



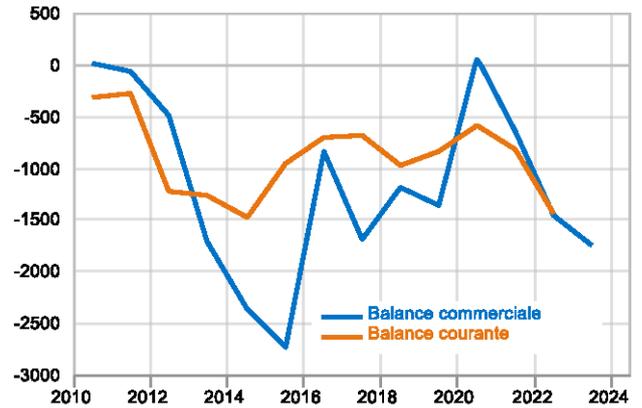
Commerce extérieur (millions de dollars)



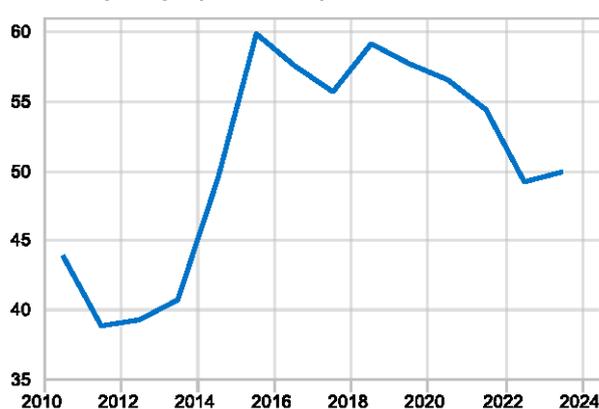
Investissements directs étrangers (en % du PIB)



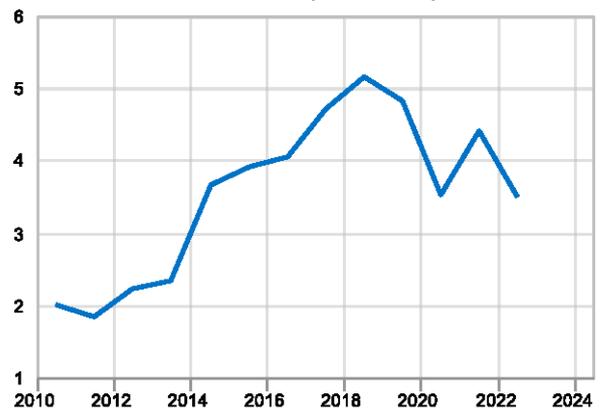
Comptes extérieurs (millions de dollars)



Dettes publiques (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)



Les secteurs d'activité prometteurs pour l'investissement en Mauritanie

La diversification économique est une priorité pour le gouvernement mauritanien, qui cherche à réduire la dépendance de l'économie du pays au secteur minier et à développer de nouveaux secteurs d'activité.

Le gouvernement mauritanien a adopté une stratégie de développement pour 2016-2030 qui vise à diversifier l'économie. Les secteurs d'avenir pour la Mauritanie en 2030-2050 sont en grande partie liés aux objectifs de développement durable des Nations unies, notamment :

- **Les technologies de l'information et de la communication (TIC) :** La Mauritanie dispose d'une main-d'œuvre qualifiée dans le domaine des TIC et a mis en place une infrastructure de télécommunications moderne. Les entreprises locales telles que Mauritel et Chinguitel ont développé des services de téléphonie mobile, d'internet haut débit et de transfert d'argent électronique.
- **L'industrie pharmaceutique :** La Mauritanie importe actuellement la plupart de ses médicaments, mais le gouvernement a lancé un programme pour développer une industrie pharmaceutique locale. L'entreprise mauritanienne Trumec Pharma a commencé à produire des médicaments génériques localement.
- **L'industrie agroalimentaire :** La Mauritanie possède un potentiel important pour l'agriculture et l'élevage, ce qui pourrait stimuler la production locale d'aliments et encourager le développement de l'industrie agroalimentaire. Des entreprises locales comme la Société des industries laitières de Mauritanie produisent déjà du lait et des produits laitiers localement.
- **L'industrie de la pêche :** La Mauritanie possède une importante zone économique exclusive (ZEE) qui offre un potentiel important pour l'industrie de la pêche. Le gouvernement mauritanien a lancé un programme pour encourager les entreprises locales à développer l'industrie de la pêche.
- **Les énergies renouvelables :** La Mauritanie possède un fort potentiel pour l'énergie éolienne et solaire. Le pays est en train de développer plusieurs projets d'énergie renouvelable, notamment le parc éolien de Nouakchott et la centrale solaire de Nouakchott. Ces projets pourraient aider à diversifier la production d'énergie et à réduire la dépendance aux combustibles fossiles.
- **Le tourisme :** La Mauritanie possède un riche patrimoine culturel et historique, ainsi que des paysages naturels variés, notamment le désert du Sahara et les plages de l'Atlantique. Bien que le tourisme ne soit pas encore développé dans le pays, il offre un grand potentiel pour l'avenir.

Stratégie de développement de la Mauritanie pour 2016-2030 sur le site web du ministère de l'Économie et des Finances de la Mauritanie.





2022

PIB
(milliards de dollars)

15.34

POPULATION
(millions)

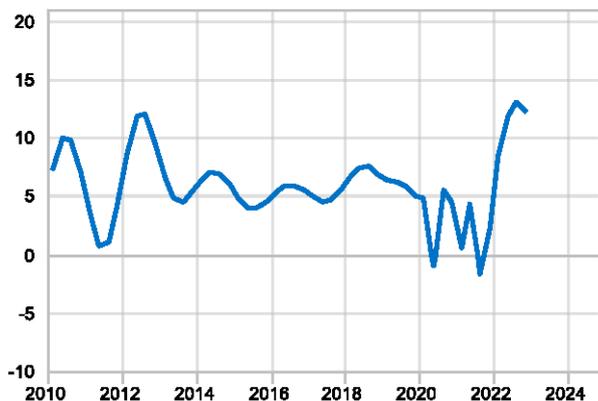
26.08

PIB par habitant
(en dollars PPA)

1512.70

NIGER

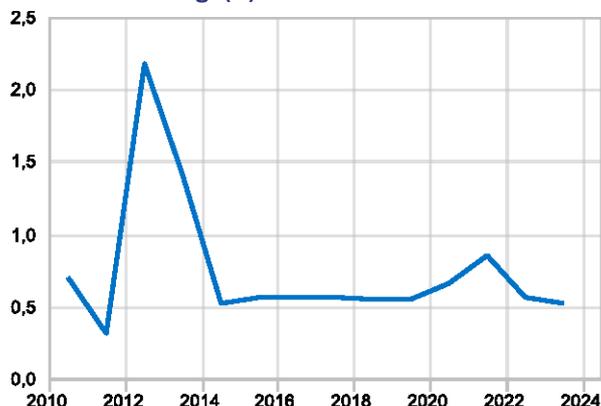
Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



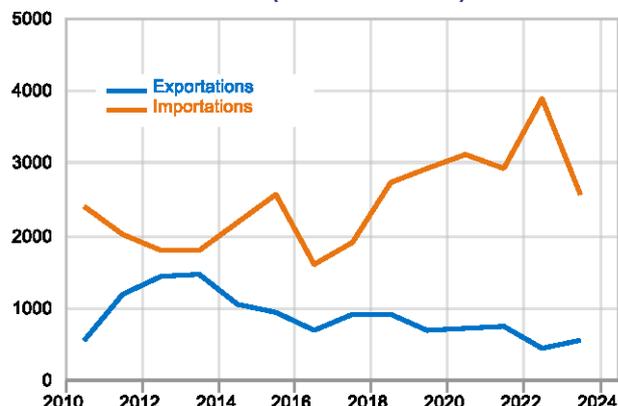
Inflation (glissement sur un an %)



Taux de chômage (%)



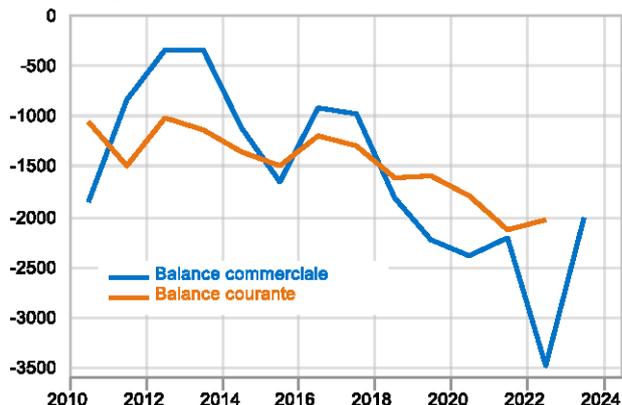
Commerce extérieur (millions de dollars)



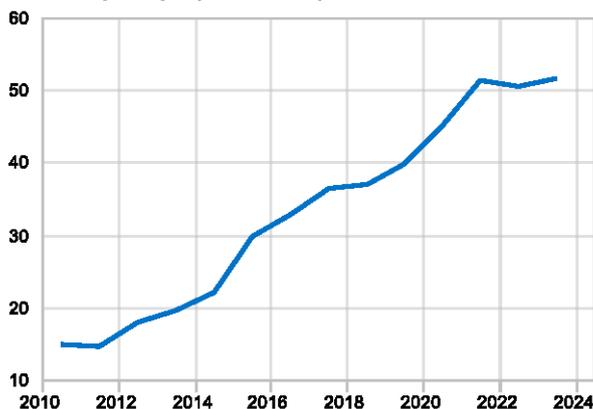
Investissements directs étrangers (en % du PIB)



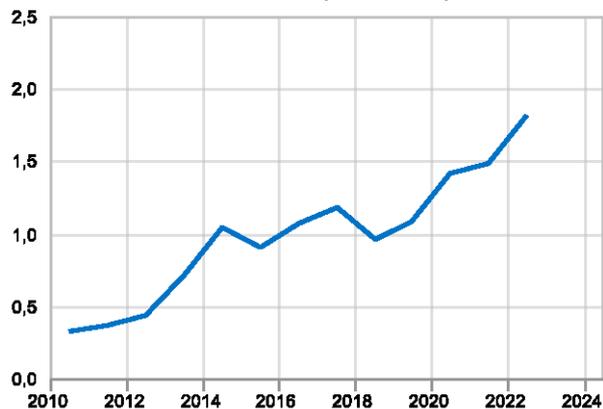
Comptes extérieurs (millions de dollars)



Dettes publiques (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)





Les secteurs d'activité prometteurs pour l'investissement au Niger

La diversification de l'économie nigérienne est un enjeu majeur pour le pays, qui dépend largement du secteur agricole et des exportations d'uranium. Pour parvenir à une économie plus diversifiée, le gouvernement du Niger a mis en place plusieurs stratégies et plans de développement qui visent à promouvoir des secteurs porteurs d'avenir.

Le gouvernement du Niger a élaboré plusieurs plans et stratégies pour diversifier son économie et développer des secteurs d'avenir d'ici 2030 et 2050 :

- Le Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2017-2021 ;
- Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD) 2017-2035 ;
- Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) 2021-2025 ;
- Stratégie de Transformation de l'Agriculture (STA) 2018-2025).

Ces plans et stratégies ont été élaborés par le gouvernement du Niger en collaboration avec des partenaires internationaux tels que la Banque Mondiale, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'Union Européenne et ont pour objectif de développer des secteurs nouveaux.

- **Les énergies renouvelables :** Le Niger dispose d'un fort potentiel pour les énergies renouvelables, en particulier l'énergie solaire. Le pays a lancé plusieurs projets pour développer son secteur de l'énergie solaire, notamment la construction de la plus grande centrale solaire d'Afrique de l'Ouest à Zinder. Le pays cherche à poursuivre sa transition énergétique vers les énergies renouvelables.

- **La technologie de l'information et de la communication :** Le Niger a lancé plusieurs initiatives pour développer son secteur des TIC, notamment en établissant une stratégie nationale pour le développement des TIC et en créant un centre d'incubation de start-ups. Le pays cherche à attirer les investisseurs étrangers pour développer son secteur des TIC.

- **L'agriculture intelligente :** Le Niger cherche à développer son secteur agricole en utilisant des technologies de pointe telles que l'irrigation, la télédétection, les drones et l'agriculture de précision. Le pays cherche à améliorer la productivité agricole et à augmenter les revenus des agriculteurs grâce à l'utilisation de ces technologies.

- **L'industrie minière intelligente :** Le Niger cherche à développer son secteur minier en utilisant des technologies de pointe telles que l'exploration géologique en 3D, la modélisation de données et l'analyse des données. Le pays cherche à améliorer l'efficacité de l'exploration et de l'exploitation minières grâce à l'utilisation de ces technologies.



SÉNÉGAL

2022

PIB
(milliards de dollars)

27.68

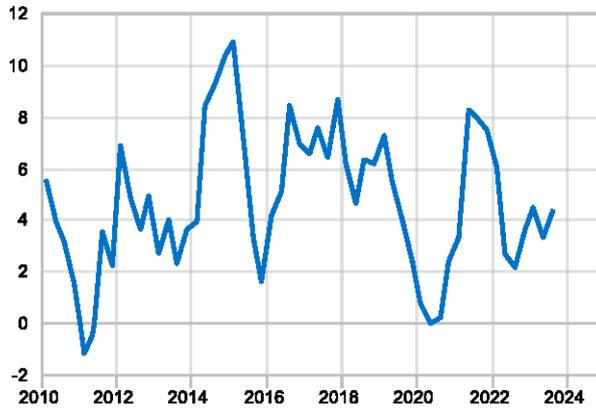
POPULATION
(millions)

17.32

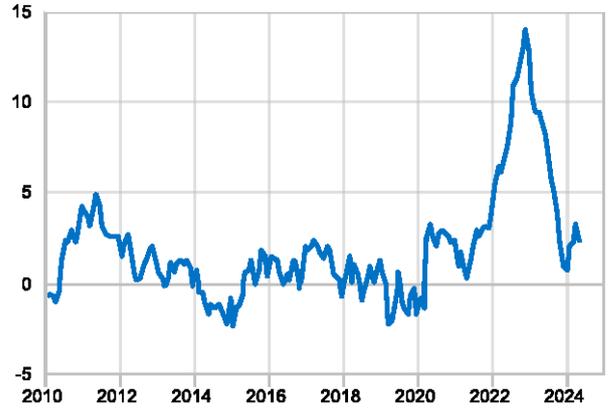
PIB par habitant
(en dollars PPA)

4210.36

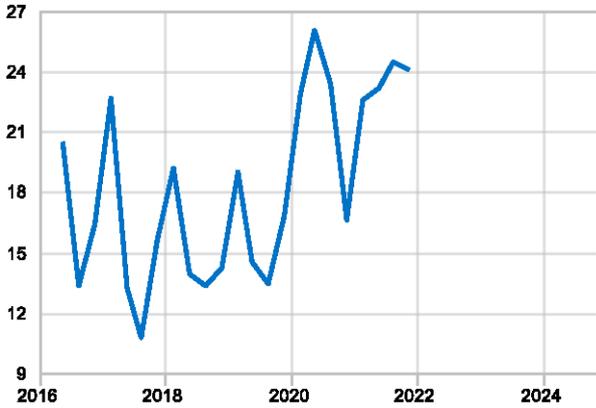
Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



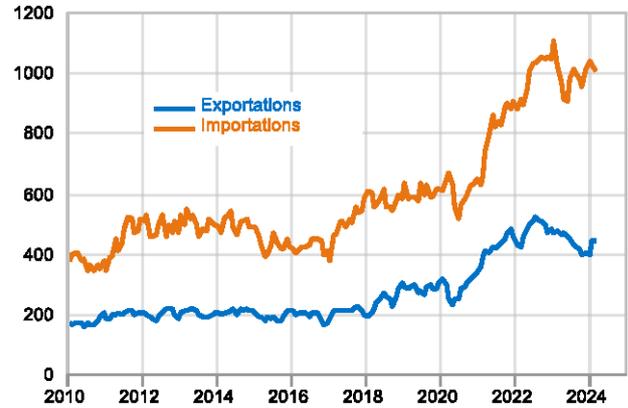
Inflation (glissement sur un an %)



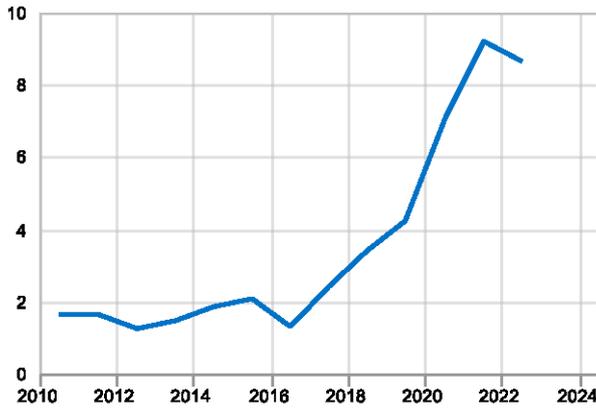
Taux de chômage (%)



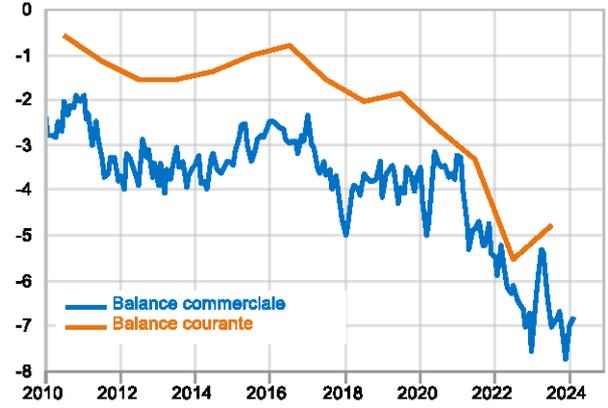
Commerce extérieur (millions de dollars)



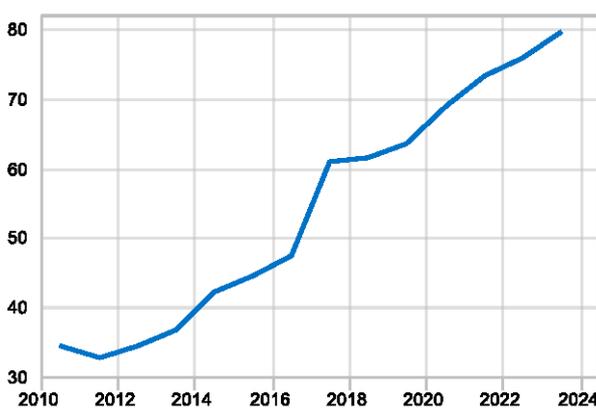
Investissements directs étrangers (en % du PIB)



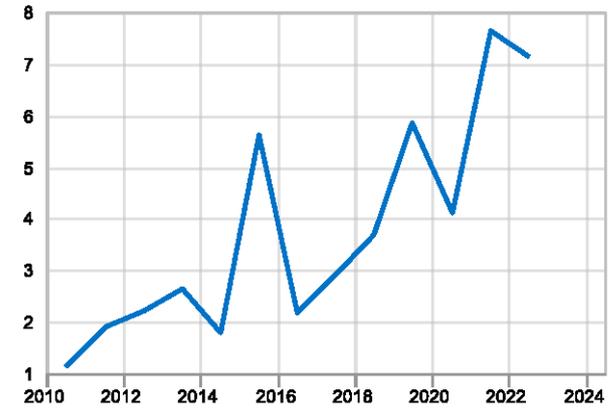
Comptes extérieurs (millions de dollars)



Dettes publiques (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)





Les secteurs d'activité prometteurs pour l'investissement au Sénégal

La diversification de l'économie sénégalaise est un enjeu majeur pour assurer une croissance durable et réduire la dépendance aux secteurs traditionnels tels que l'agriculture et la pêche.

Le gouvernement sénégalais a défini plusieurs secteurs d'avenir pour l'horizon 2030 et 2050 dans son Plan Sénégal Émergent (PSE), qui est un plan stratégique de développement économique et social :

- **L'industrie pharmaceutique :** Le Sénégal a lancé un programme d'investissement pour développer son industrie pharmaceutique locale et devenir un hub pour la production de médicaments en Afrique de l'Ouest. Le gouvernement s'est engagé à accélérer l'approbation des produits pharmaceutiques locaux et à soutenir les entreprises locales pour améliorer leur capacité de production. Selon le ministère de la Santé et de l'Action sociale, l'industrie pharmaceutique représente environ 1,2 % du PIB sénégalais.
- **Les énergies renouvelables :** Le Sénégal dispose d'un potentiel important pour le développement des énergies renouvelables, en particulier l'énergie solaire et l'éolien. Le gouvernement a lancé plusieurs projets pour développer des parcs solaires et éoliens, notamment le parc éolien de Taïba Ndiaye et le parc solaire de Bokhol. Selon l'Agence internationale de l'énergie renouvelable, le Sénégal pourrait atteindre une capacité de production d'électricité à partir des énergies renouvelables de 2,2 GW d'ici 2030.
- **L'industrie textile :** Le Sénégal dispose d'un potentiel important pour le développement de l'industrie textile et de la mode avec la présence d'une main-d'œuvre qualifiée et créative. Le gouvernement a lancé un programme pour soutenir les entreprises locales dans le secteur textile, en particulier les entreprises spécialisées dans les produits à base de coton biologique. Selon le ministère de l'Industrie et des Mines, le secteur textile représente environ 5 % du PIB sénégalais.
- **L'agriculture de précision :** Le Sénégal dispose d'un potentiel important pour l'utilisation de la technologie de l'agriculture de précision pour améliorer la productivité et la durabilité de l'agriculture. Le gouvernement a lancé un programme pour soutenir les agriculteurs dans l'utilisation de technologies telles que les drones, les capteurs et l'analyse de données pour optimiser l'irrigation, la fertilisation et la gestion des cultures. Selon la Banque mondiale, l'utilisation de l'agriculture de précision pourrait aider le Sénégal à augmenter la production agricole de 30 % d'ici 2030.
- **Le tourisme :** Le Sénégal est une destination touristique populaire en Afrique de l'Ouest, avec des sites culturels et naturels attractifs tels que l'île de Gorée, le parc national des oiseaux du Djoudj et les plages de la Petite Côte. Le gouvernement a lancé un programme d'investissement pour développer le secteur touristique avec l'objectif d'attirer 3 millions de visiteurs par an d'ici 2023. Selon le ministère du Tourisme et des Transports aériens, le tourisme représentait environ 7 % du PIB sénégalais en 2019.



TOGO

2022

PIB
(milliards de dollars)

8.34

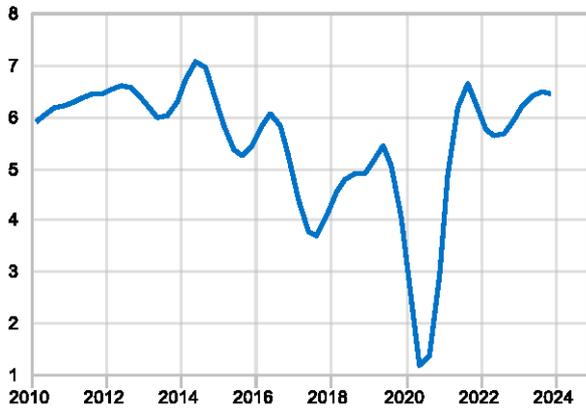
POPULATION
(millions)

8.86

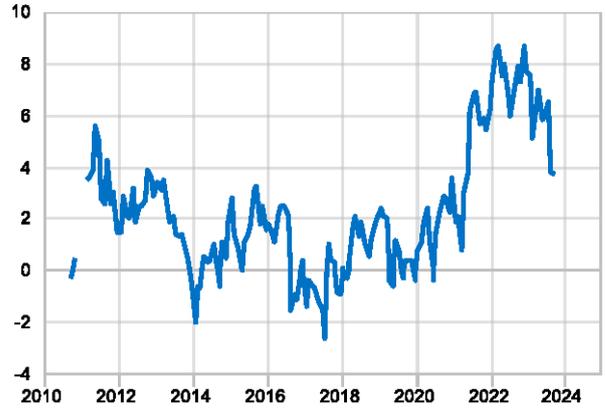
PIB par habitant
(en dollars PPA)

2599.61

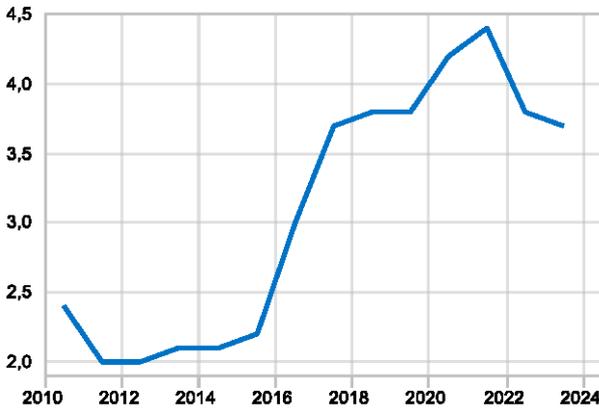
Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



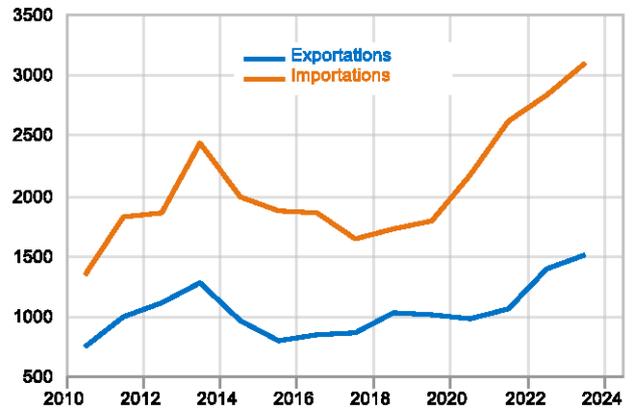
Inflation (glissement sur un an %)



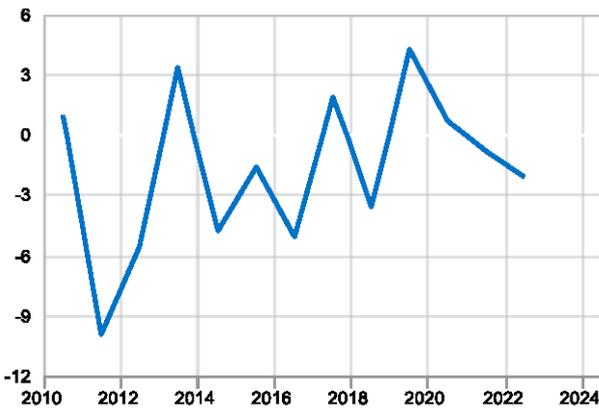
Taux de chômage (%)



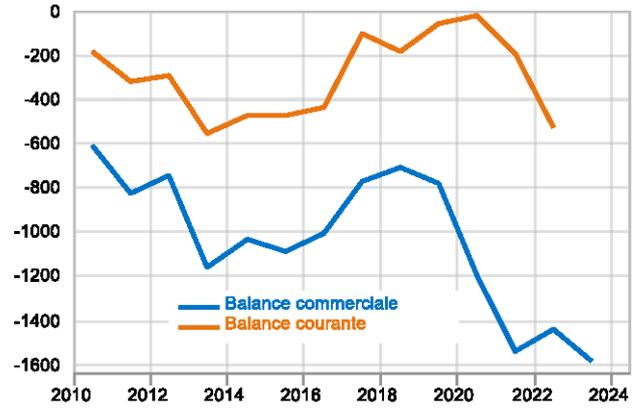
Commerce extérieur (millions de dollars)



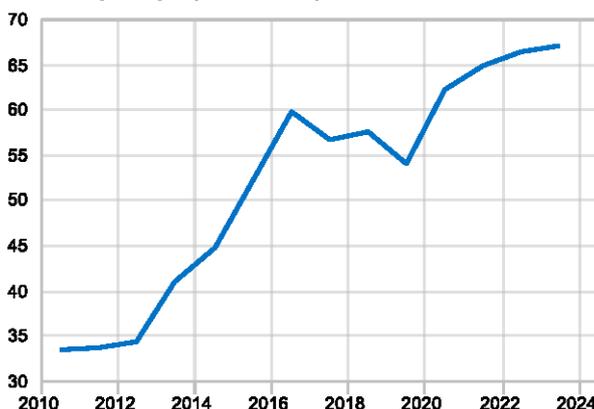
Investissements directs étrangers (en % du PIB)



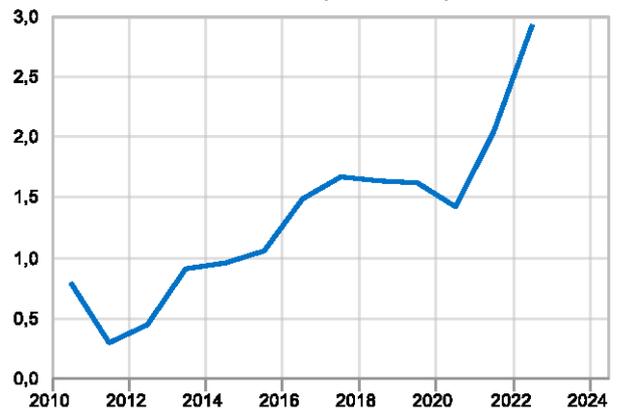
Comptes extérieurs (millions de dollars)



Dettes publiques (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)





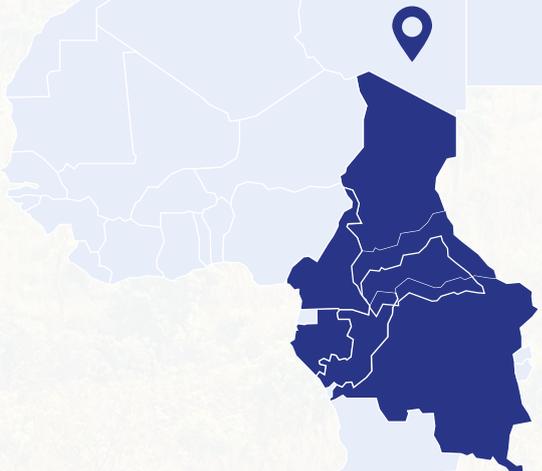
Les secteurs d'activité prometteurs pour l'investissement au Togo

Le Togo a mis en place des mesures pour diversifier son économie et réduire sa dépendance à quelques produits d'exportation clés.

Le gouvernement togolais a mis en place un plan ambitieux de développement économique et social baptisé «Togo Vision 2030». Ce plan a pour objectif de transformer l'économie togolaise en renforçant les secteurs existants, mais également en créant de nouveaux secteurs.

- L'agriculture et l'agroalimentaire :** Le Togo possède de vastes terres arables et une main-d'œuvre abondante pour le développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Le gouvernement togolais a lancé des initiatives pour promouvoir l'investissement dans l'agriculture et pour moderniser les systèmes de production. Selon le ministère de l'agriculture, le secteur agricole représente environ 40% du PIB et emploie environ 65% de la population active. Des entreprises comme FasoPro, une entreprise qui soutient les petits agriculteurs en leur fournissant des semences et des engrais, pourraient trouver des opportunités pour contribuer à la croissance de ce secteur.
- Le tourisme :** Le Togo possède une grande variété de sites touristiques, notamment des plages, des parcs nationaux, des musées et des marchés locaux. Le gouvernement togolais a lancé des initiatives pour développer le tourisme dans le pays et encourager les investissements étrangers. Selon le ministère du tourisme, le nombre de touristes internationaux a augmenté ces dernières années. Des entreprises comme Togocel Tours, une entreprise togolaise de voyages et de tourisme, pourraient trouver des opportunités pour développer ce secteur.
- Les énergies renouvelables :** Le Togo a un fort potentiel pour développer les énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire. Selon l'Agence internationale de l'énergie, le Togo dispose d'un potentiel solaire important pour alimenter une grande partie de l'Afrique de l'Ouest. Le gouvernement togolais a lancé des initiatives pour encourager les investissements dans les énergies renouvelables, notamment avec l'objectif de produire 50% d'électricité à partir de sources renouvelables d'ici 2030. Des entreprises comme Sunna Design, une entreprise française qui fournit des solutions solaires pour les zones hors-réseau, pourraient trouver des opportunités dans le pays.
- Les technologies de l'information et de la communication (TIC) :** Le secteur des TIC est en croissance au Togo, avec une expansion de l'accès à Internet et de l'utilisation des smartphones. Selon l'Union internationale des télécommunications, le taux de pénétration de l'Internet mobile au Togo a augmenté ces dernières années. Des entreprises comme Airtel Togo, une entreprise de télécommunications présente dans le pays, pourraient trouver des opportunités pour développer des services et des produits innovants dans ce secteur.
- L'industrie manufacturière :** Le Togo cherche à développer une industrie manufacturière locale pour diversifier son économie et réduire sa dépendance aux importations. Le gouvernement togolais a lancé des initiatives pour promouvoir l'investissement dans les industries manufacturières, notamment en facilitant les formalités administratives pour les entreprises. Des entreprises comme CEBEVIRHA, une entreprise togolaise de production de boissons, pourraient trouver des opportunités pour produire des biens manufacturés localement et créer des emplois dans le pays.

AFRIQUE CENTRALE



En 2023, la reprise économique n'a pas décollé. Le taux de croissance moyen du PIB en Afrique centrale ralentit, s'établissant juste en dessous de 5% (4,6%). Cette croissance est soutenue par la production de matières premières à un prix relativement élevé, notamment pour le pétrole. Les pays de la zone peinent toutefois à diversifier leur production, certains dépendent encore majoritairement de leur industrie extractive. Côté demande, c'est principalement l'investissement public qui dynamise la croissance dans cette zone. Ainsi, les banques locales ont davantage prêté au secteur public, augmentant l'interdépendance entre banques et État, ce qui pourrait poser des risques pour la stabilité financière d'après le FMI.

Les prix élevés des matières premières ont stimulé la croissance mais aussi accru les tensions inflationnistes. L'Afrique centrale se divise en deux blocs sur ce point : les membres de la CEMAC, où la hausse des prix a été contrôlée, et la RDC. Le taux d'inflation pour la CEMAC a ralenti de 5,5% à 3,1%, grâce à une politique monétaire restrictive de la BEAC et à une offre plus détendue dans certaines économies. En revanche, la RDC a vu son inflation passer de 9% à 11%, effet de la dépréciation de sa monnaie, contrebalançant les efforts de lutte contre la pauvreté.

La balance courante reflète ces dynamiques : elle est restée déficitaire pour la RDC, tandis que l'excédent courant a fondu pour la République du Congo. Ce retour à l'équilibre de la balance courante en 2023 est dû à la hausse imprévue du service de la dette extérieure et à une réduction de la production de pétrole. Les capacités de financement sont pourtant cruciales pour amorcer les mesures d'atténuation des effets du changement climatique de plus en plus menaçants que chiffre la BAD.

La stabilité politique reste un sujet de préoccupation malgré les réformes mises en œuvre notamment au Gabon, ce qui pourrait affecter les projections de croissance ainsi que les notations d'agences. La zone est dans une phase-clé de sa transition démocratique puisque trois pays sont en période d'élection présidentielle. Enfin, il est utile de rappeler que la santé macro-économique de la zone dépend mécaniquement des politiques commerciales et de financement chinoises.



CAMEROUN

2022

PIB
(milliards de dollars)

43.64

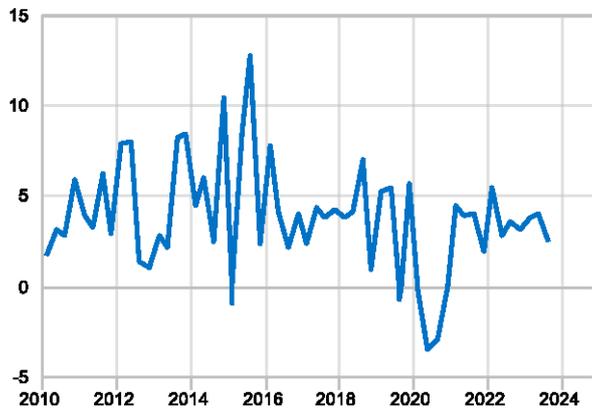
POPULATION
(millions)

27.91

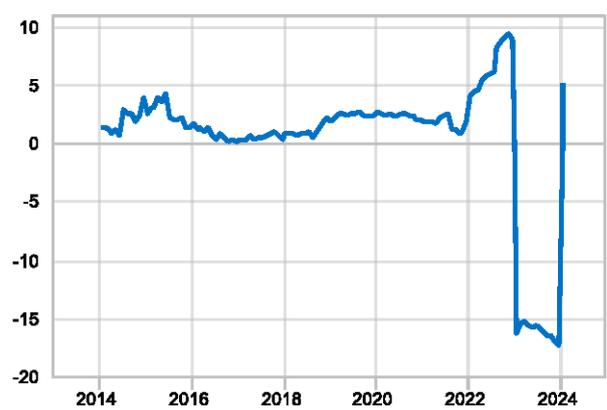
PIB par habitant
(en dollars PPA)

4398.45

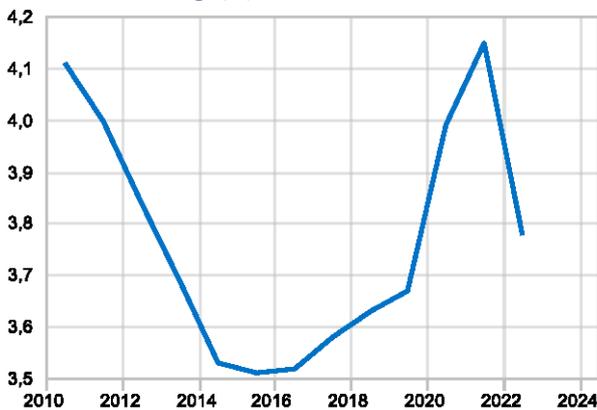
Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



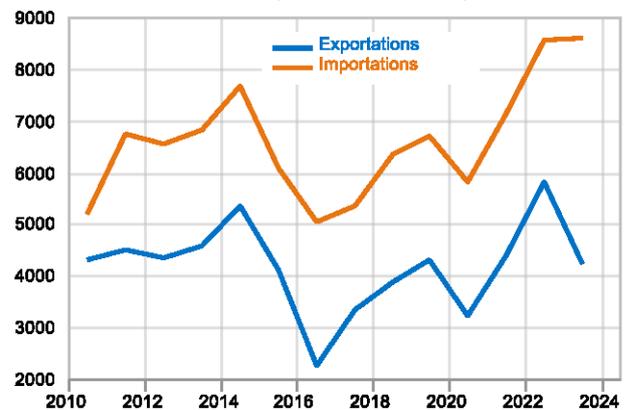
Inflation (glissement sur un an %)



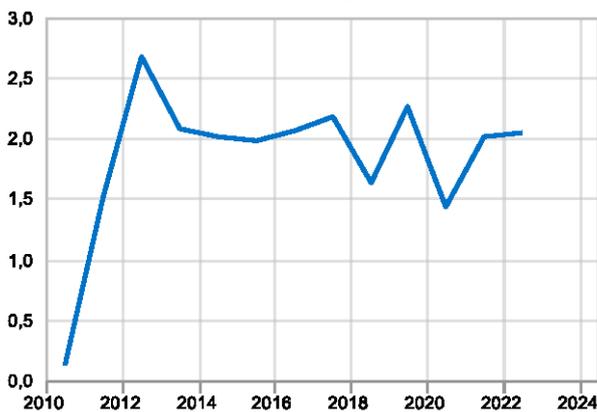
Taux de chômage (%)



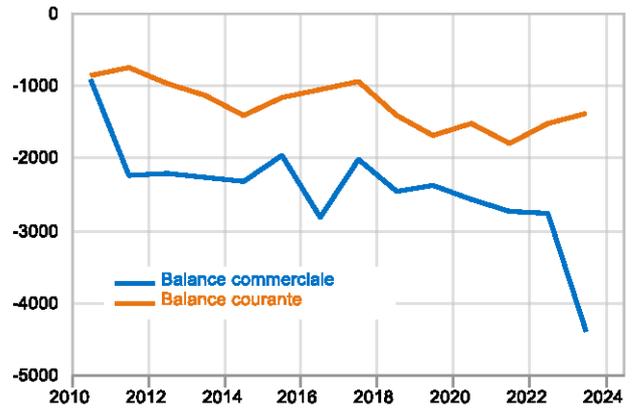
Commerce extérieur (millions de dollars)



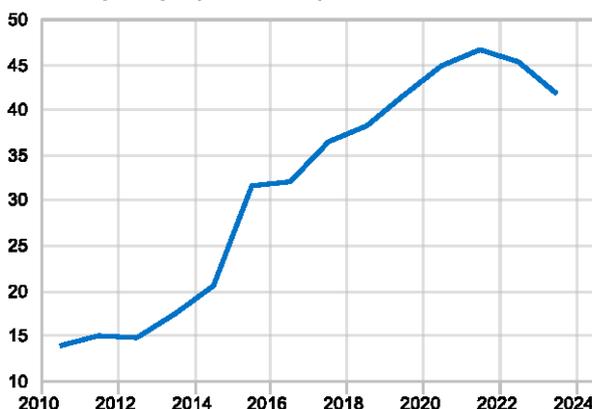
Investissements directs étrangers (en % du PIB)



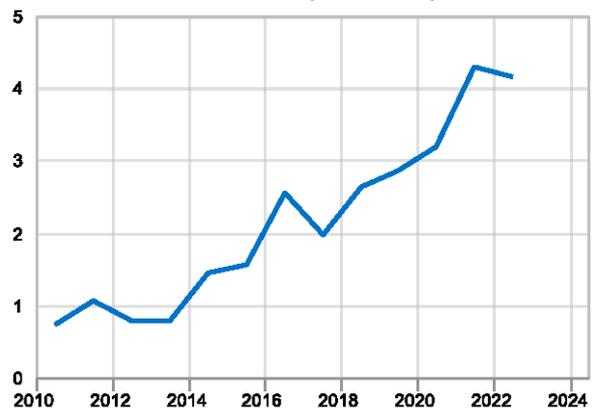
Comptes extérieurs (millions de dollars)



Dettes publiques (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)



Les secteurs d'activité prometteurs pour l'investissement au Cameroun

La diversification économique est un sujet important pour le développement durable du Cameroun. Le pays dépend actuellement fortement de l'industrie pétrolière, qui représente environ la moitié des exportations et un tiers des recettes fiscales. Cependant, cette dépendance expose l'économie camerounaise à des risques de fluctuations des prix du pétrole sur le marché mondial.

Le Cameroun a un potentiel économique important et plusieurs secteurs peuvent être prometteurs pour l'avenir. Le gouvernement du Cameroun a identifié plusieurs secteurs clés pour l'avenir du pays dans son Plan national de développement (PND) 2020-2030, notamment :

- **Agriculture et agroalimentaire** : Le Cameroun dispose d'une grande superficie de terres arables et d'un climat propice à la culture de différentes cultures telles que le cacao, le café, le palmier à huile et le thé. Le développement de l'agro-industrie peut créer des emplois et favoriser la croissance économique.
- **Énergie** : Le Cameroun dispose d'un potentiel hydroélectrique important et est en train de développer de nouveaux projets d'énergie renouvelable. Le développement de ce secteur peut améliorer l'accès à l'énergie, réduire la dépendance aux combustibles fossiles et contribuer à la lutte contre le changement climatique.
- **Infrastructures et construction** : Le Cameroun a besoin de développement d'infrastructures pour soutenir sa croissance économique, notamment des routes, des ponts, des ports et des aéroports. Le développement de ce secteur peut créer des emplois et stimuler la croissance économique.
- **Technologies de l'information et de la communication** : Le secteur des TIC peut être prometteur pour le Cameroun en raison de l'adoption croissante des technologies numériques et de la demande croissante pour les services en ligne.





2022

PIB
(milliards de dollars)

2.38

POPULATION
(millions)

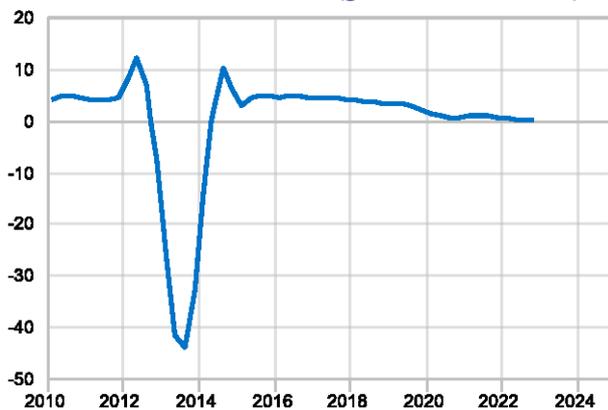
5.02

PIB par habitant
(en dollars PPA)

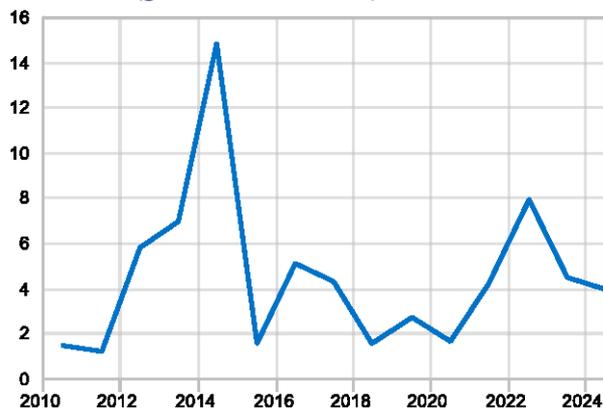
1082.30

CENTRAFRIQUE

Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



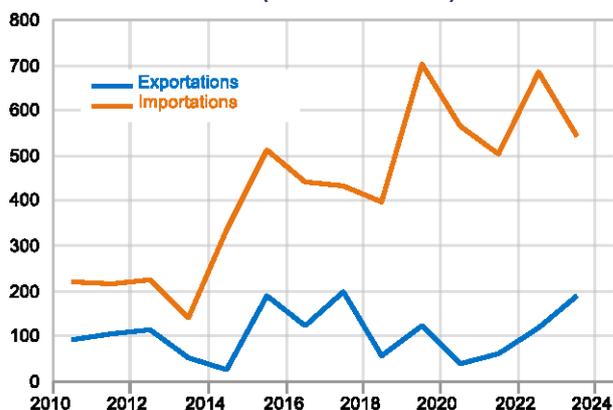
Inflation (glissement sur un an %)



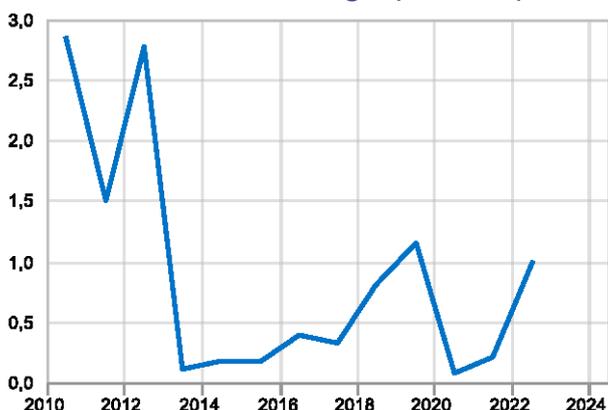
Taux de chômage (%)



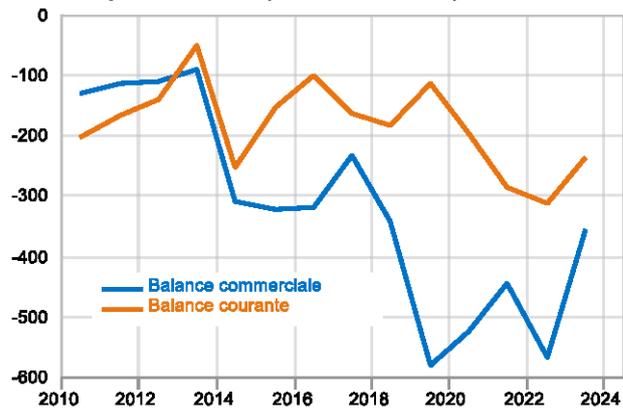
Commerce extérieur (millions de dollars)



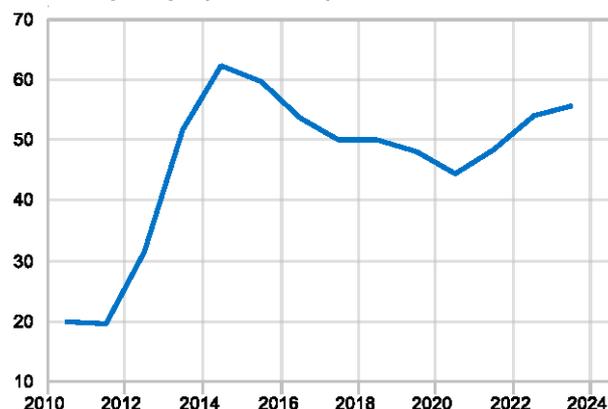
Investissements directs étrangers (en % du PIB)



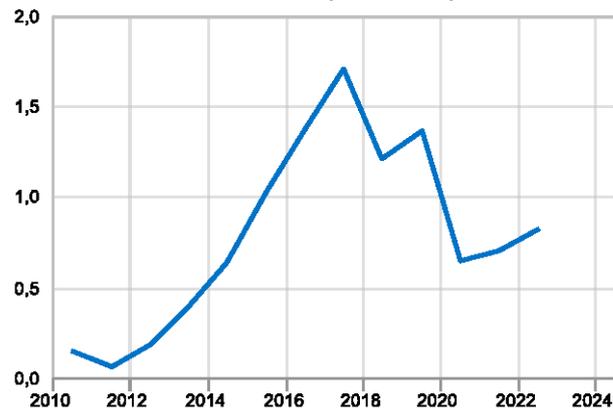
Comptes extérieurs (millions de dollars)



Dettes publiques (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)





Les secteurs d'activité prometteurs pour l'investissement en Centrafrique

La République centrafricaine (RCA) dispose d'un certain nombre de secteurs qui pourraient être développés pour diversifier son économie.

Le secteur industriel en République centrafricaine est peu développé et la plupart des secteurs économiques sont basés sur l'agriculture, l'exploitation forestière et l'extraction minière. En 2020, le gouvernement de la République Centrafricaine a élaboré un cadre stratégique pour la relance économique et la consolidation de la paix (CRECP) pour la période 2021-2025, en privilégiant certains secteurs, notamment :

- **Exploitation minière** : La République centrafricaine possède des réserves importantes de minéraux, notamment l'uranium, l'or, le diamant et le cuivre.
- **Énergie** : La République centrafricaine dispose d'un potentiel hydroélectrique important et est en train de développer de nouveaux projets d'énergie renouvelable. Le développement de ce secteur peut améliorer l'accès à l'énergie, réduire la dépendance aux combustibles fossiles et contribuer à la lutte contre le changement climatique.
- **Agriculture et agroalimentaire** : L'agriculture est la principale source de revenus pour la population en République centrafricaine.
- **Tourisme** : La République centrafricaine dispose d'une riche biodiversité et de paysages naturels, ce qui offre un grand potentiel pour le tourisme.



CONGO

2022

PIB
(milliards de dollars)

15.82

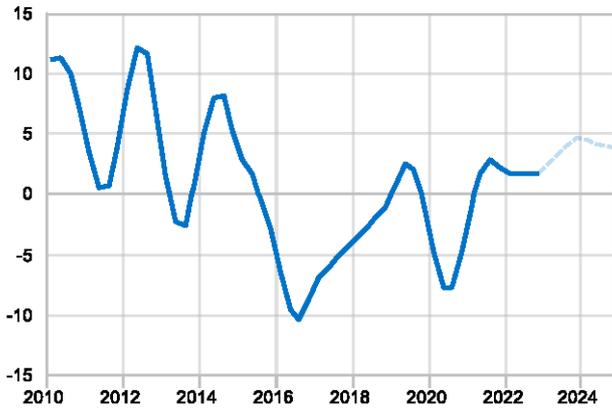
POPULATION
(millions)

5.97

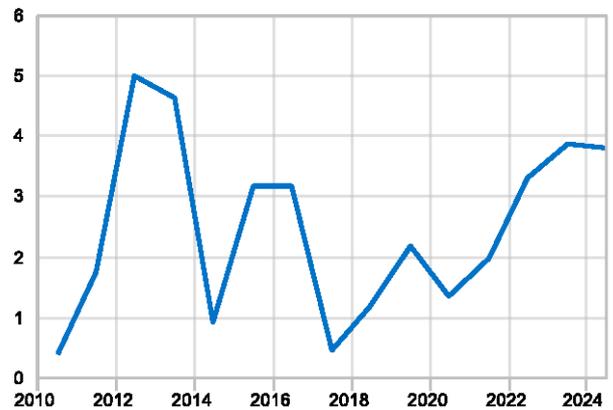
PIB par habitant
(en dollars PPA)

4335.36

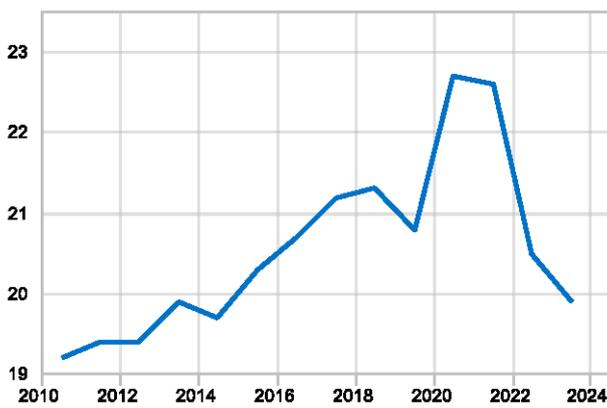
Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



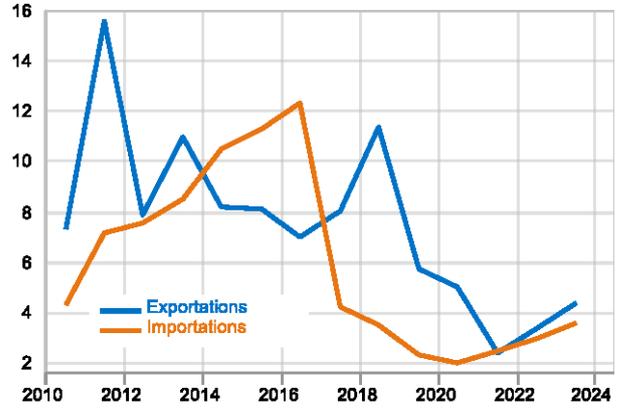
Inflation (glissement sur un an %)



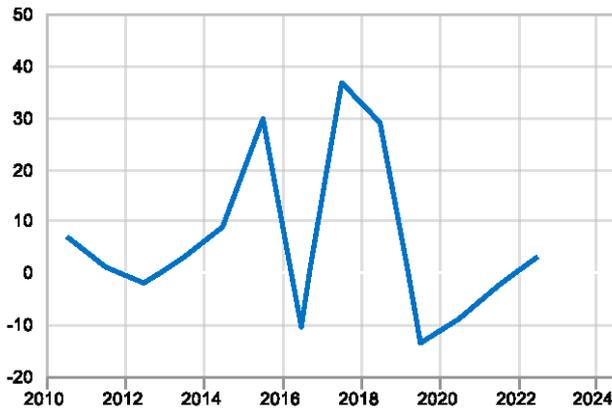
Taux de chômage (%)



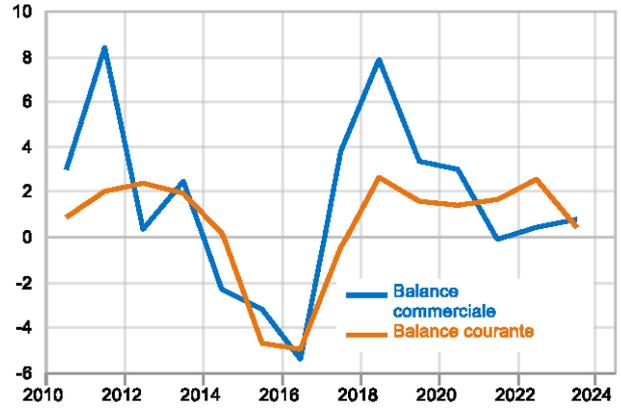
Commerce extérieur (millions de dollars)



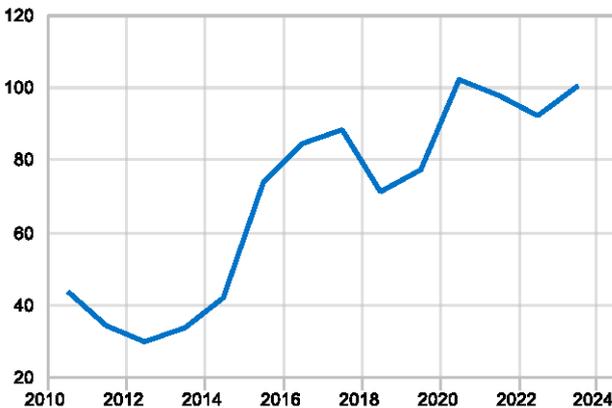
Investissements directs étrangers (en % du PIB)



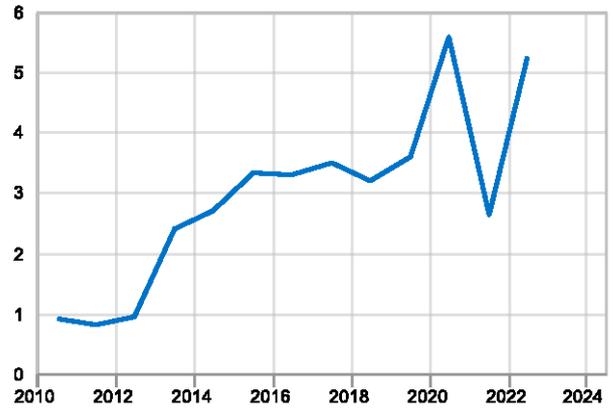
Comptes extérieurs (millions de dollars)



Dettes publiques (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)



Les secteurs d'activité prometteurs pour l'investissement au Congo

Le Congo dispose de plusieurs secteurs prometteurs qui pourraient contribuer à diversifier son économie et créer des opportunités d'emploi.

La République du Congo, dispose d'un potentiel économique important et plusieurs secteurs peuvent ont été identifié par le gouvernement comme pouvant être prometteurs pour l'avenir, notamment :

- **Pétrole et gaz :** Le Congo est un producteur important de pétrole et de gaz naturel. Le développement de ce secteur peut contribuer à la croissance économique et à la création d'emplois.
- **Énergie :** Le Congo dispose d'un potentiel hydroélectrique important et est en train de développer de nouveaux projets d'énergie renouvelable. Le développement de ce secteur peut améliorer l'accès à l'énergie, réduire la dépendance aux combustibles fossiles et contribuer à la lutte contre le changement climatique.
- **Agriculture et agroalimentaire :** Le Congo dispose d'une grande superficie de terres arables et d'un climat propice à la culture de différentes cultures telles que le manioc, le maïs, le riz et le palmier à huile. Le développement de l'agro-industrie peut créer des emplois et favoriser la croissance économique.
- **Tourisme :** Le Congo dispose d'une riche biodiversité et de paysages naturels, ce qui offre un grand potentiel pour le tourisme. Le développement de ce secteur peut contribuer à la croissance économique et à la création d'emplois.

Banque mondiale. (2020). Congo, République du - Diagnostic systématique de pays.





GABON

2022

PIB
(milliards de dollars)

21.07

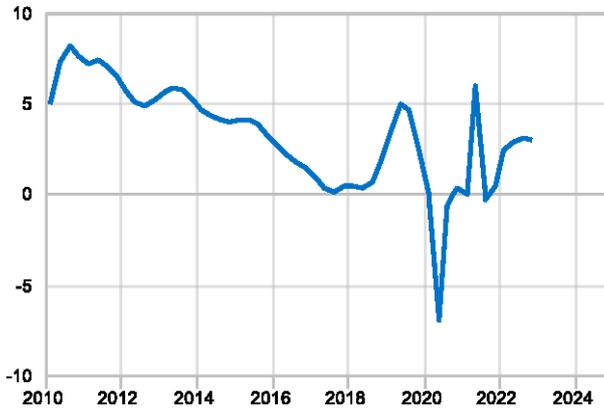
POPULATION
(millions)

2.16

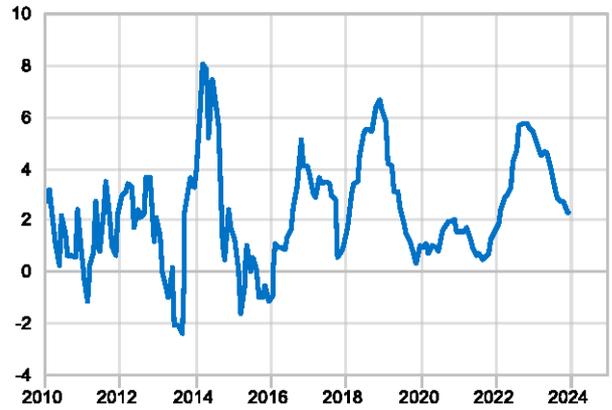
PIB par habitant
(en dollars PPA)

18202.08

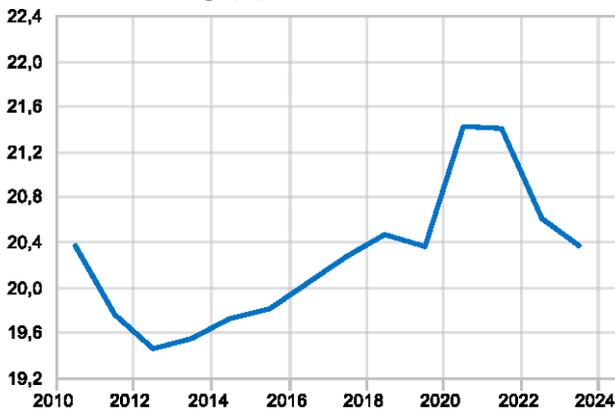
Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



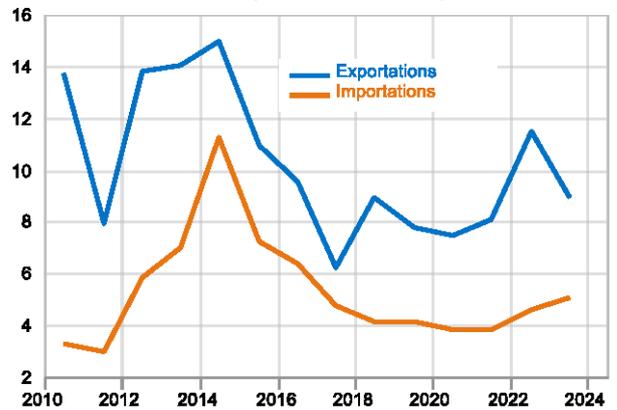
Inflation (glissement sur un an %)



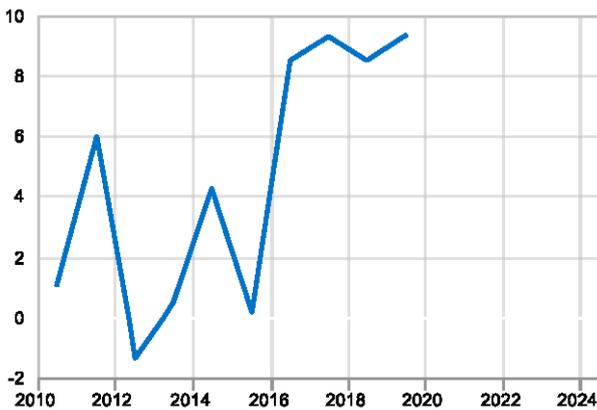
Taux de chômage (%)



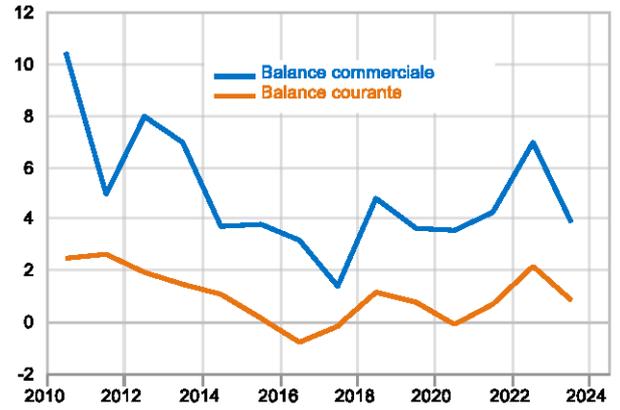
Commerce extérieur (millions de dollars)



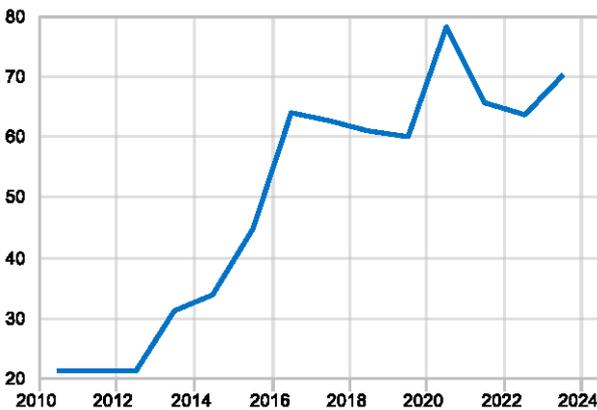
Investissements directs étrangers (en % du PIB)



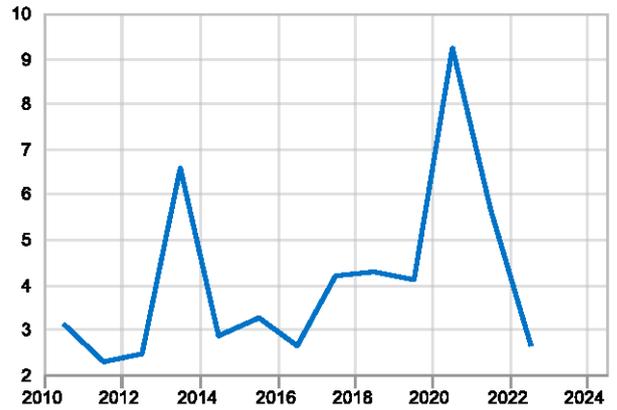
Comptes extérieurs (millions de dollars)



Dettes publiques (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)





Les secteurs d'activité prometteurs pour l'investissement au Gabon

Le Gabon est un pays qui est encore très dépendant des cours de pétrole mais qui cherche à se diversifier dans d'autres secteurs.

Le Gabon est un pays d'Afrique centrale qui possède de nombreuses ressources naturelles. Le Gabon a lancé quelques plans d'investissement afin de renforcer certains secteurs et d'en créer de nouveaux, notamment :

- L'exploitation forestière :** le Gabon possède l'une des plus grandes forêts tropicales d'Afrique, avec des espèces rares et précieuses. Le pays cherche à valoriser durablement ses ressources forestières tout en les protégeant.
- Technologies de l'information et de la communication :** Le gouvernement a lancé le Plan Gabon Numérique en 2015, qui vise à renforcer les infrastructures TIC et à encourager l'innovation dans le domaine des TIC. Le plan prévoit un investissement de 300 millions de dollars sur 10 ans pour développer l'écosystème numérique du pays.
- Les énergies renouvelables :** le Gabon a un fort potentiel pour développer les énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire et éolienne. Le gouvernement a lancé le Plan National d'Electrification par les Energies Renouvelables (PNEER) en 2017, qui vise à fournir de l'électricité à plus de 60 % de la population d'ici 2025 en utilisant principalement les énergies renouvelables. Le PNEER prévoit un investissement de 150 millions de dollars dans les énergies renouvelables.
- Santé :** Le gouvernement a lancé le Plan Stratégique National de Santé (PSNS) en 2019, qui vise à améliorer l'accès aux soins de santé de qualité pour tous les Gabonais. Le plan prévoit un investissement de 1,5 milliard de dollars sur 10 ans pour améliorer les infrastructures de santé, renforcer les capacités du personnel de santé et améliorer la couverture santé universelle.
- Industrie pharmaceutique :** Le gouvernement a lancé le Plan Gabon Emergent en 2012, qui vise à transformer le Gabon en une économie émergente à l'horizon 2025. Le plan prévoit un investissement de 400 millions de dollars dans l'industrie pharmaceutique pour développer la production locale de médicaments.
- Les mines :** le Gabon possède des gisements de manganèse, de fer et de cuivre. Le pays cherche à développer son secteur minier, notamment en attirant des investissements étrangers.
- Le tourisme :** le Gabon dispose de nombreux parcs nationaux et réserves naturelles, qui attirent les touristes intéressés par la faune et la flore du pays. Le Gabon cherche à développer son secteur touristique, en mettant en avant son patrimoine naturel et culturel.
- L'agriculture intelligente :** le Gabon possède des terres fertiles et un climat tropical favorable à l'agriculture. Le pays cherche à développer son secteur agricole pour réduire sa dépendance aux importations alimentaires.



2022

PIB
(milliards de dollars)

64.72

POPULATION
(millions)

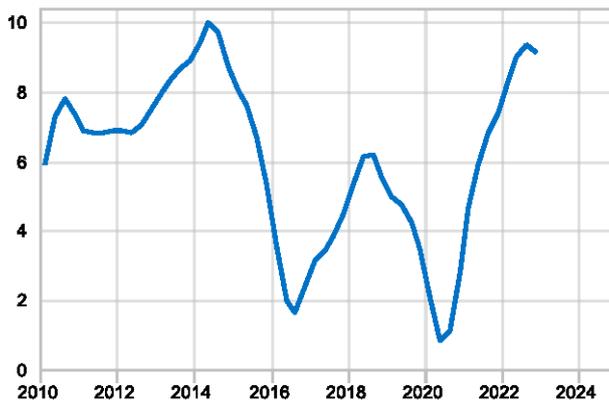
96.80

PIB par habitant
(en dollars PPA)

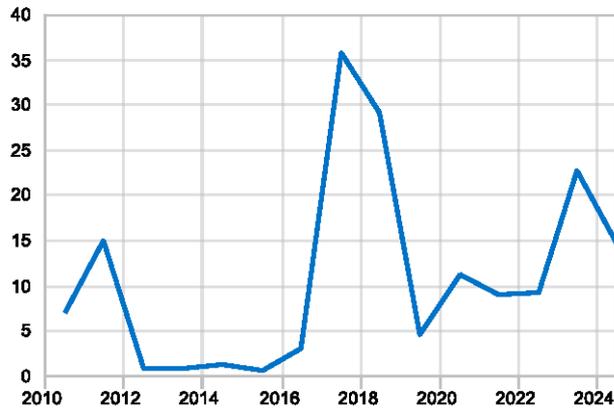
1368.37

CONGO (RD)

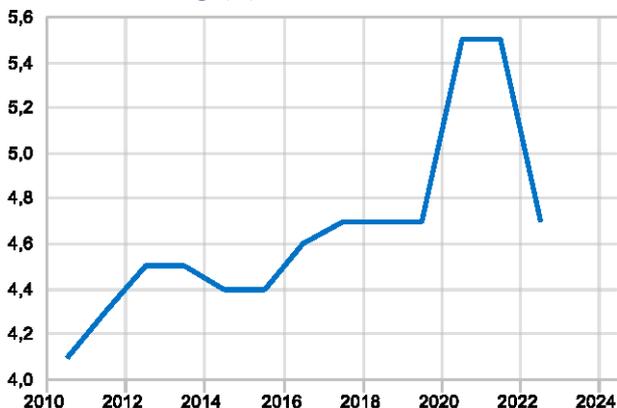
Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



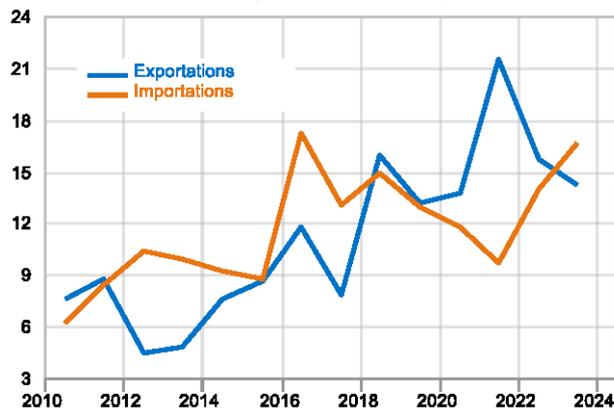
Inflation (glissement sur un an %)



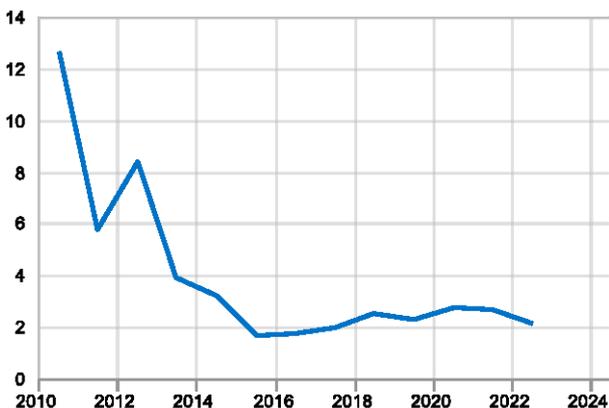
Taux de chômage (%)



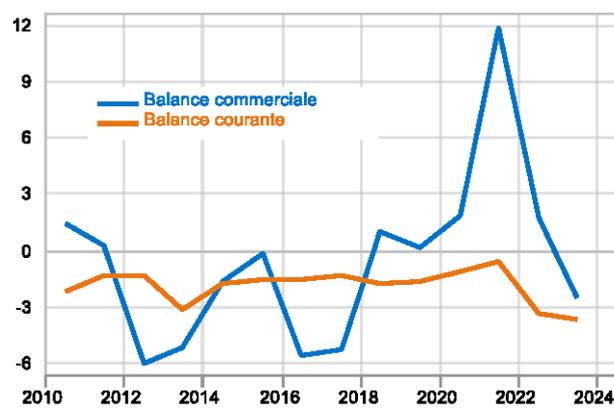
Commerce extérieur (millions de dollars)



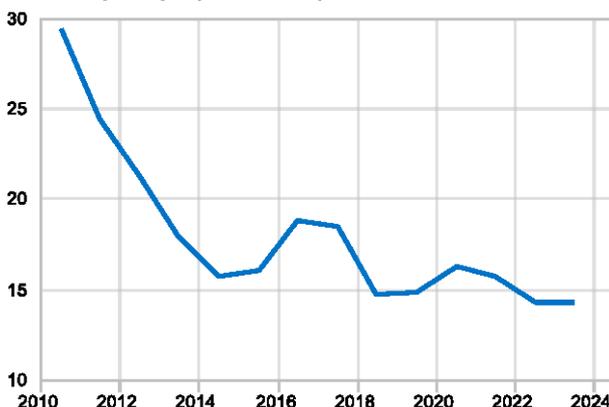
Investissements directs étrangers (en % du PIB)



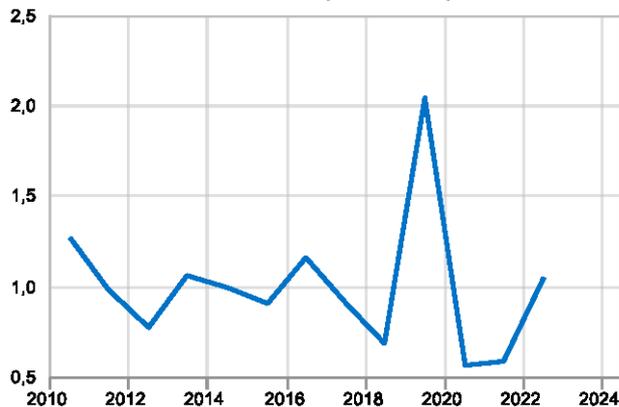
Comptes extérieurs (millions de dollars)



Dettes publiques (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)



Les secteurs d'activité prometteurs pour l'investissement en République démocratique du Congo

La République démocratique du Congo (RDC) est un pays qui dispose d'énormes ressources naturelles, notamment dans le secteur minier. Cependant, l'économie congolaise reste très dépendante de l'exploitation minière, avec une forte volatilité des prix des matières premières. Pour diversifier son économie, la RDC a mis en place plusieurs stratégies et plans de développement qui visent à promouvoir des secteurs porteurs d'avenir.

Le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) a élaboré plusieurs plans et stratégies de développement pour diversifier son économie et promouvoir des secteurs porteurs d'avenir :

- **Industrie minière** : la RDC est riche en ressources naturelles, y compris les métaux rares, les minerais de cuivre, de cobalt et de coltan. Le secteur minier représente une grande part de l'économie congolaise et peut offrir de nombreuses opportunités d'emploi et de croissance économique.
- **Énergie** : La RDC dispose d'un potentiel hydroélectrique important et est en train de développer de nouveaux projets d'énergie renouvelable. Le développement de ce secteur peut améliorer l'accès à l'énergie, réduire la dépendance aux combustibles fossiles et contribuer à la lutte contre le changement climatique.
- **Agriculture et agroalimentaire** : La RDC dispose d'une grande superficie de terres arables et d'un climat propice à la culture de différentes cultures telles que le café, le cacao, les fruits et légumes, et l'huile de palme. Le développement de l'agro-industrie peut créer des emplois et favoriser la croissance économique.
- **Tourisme** : La RDC dispose d'une riche biodiversité, de paysages naturels, de parcs nationaux et de réserves fauniques, ce qui offre un grand potentiel pour le tourisme. Le développement de ce secteur peut contribuer à la croissance économique et à la création d'emplois.

Banque mondiale. (2018). Diagnostic systématique de la République Démocratique du Congo. Récupéré sur <https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/0839eacc-6105-50a1-b61a-8f6d1aa4e103>.





TCHAD

2022

PIB
(milliards de dollars)

12.70

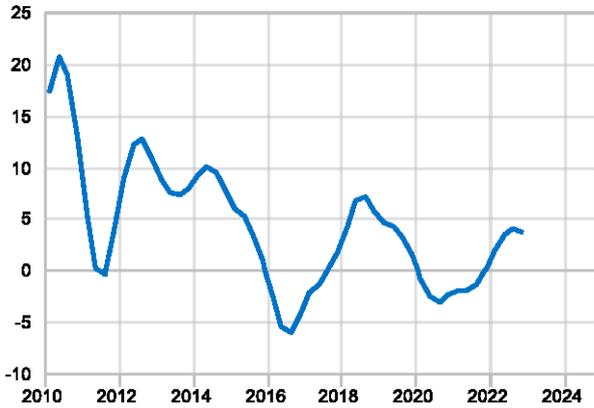
POPULATION
(millions)

17.41

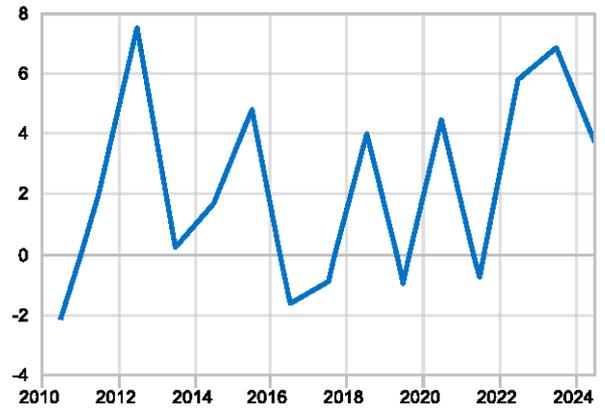
PIB par habitant
(en dollars PPA)

1698.21

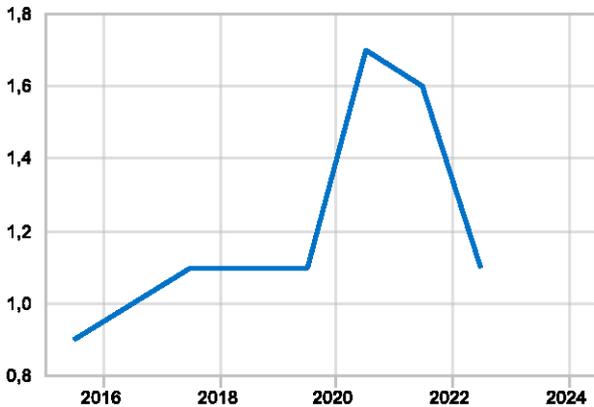
Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



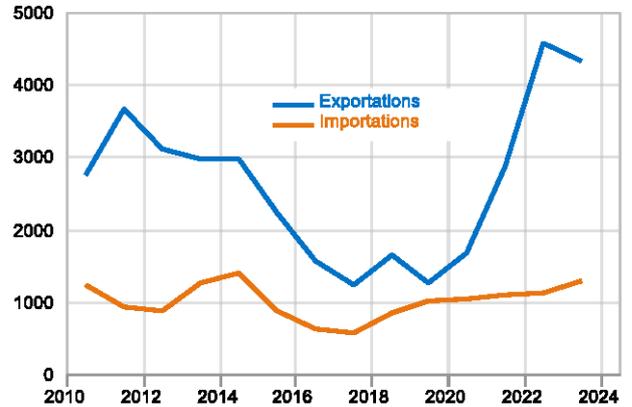
Inflation (glissement sur un an %)



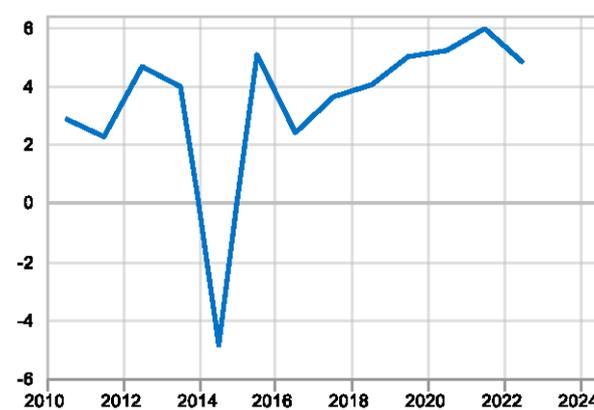
Taux de chômage (%)



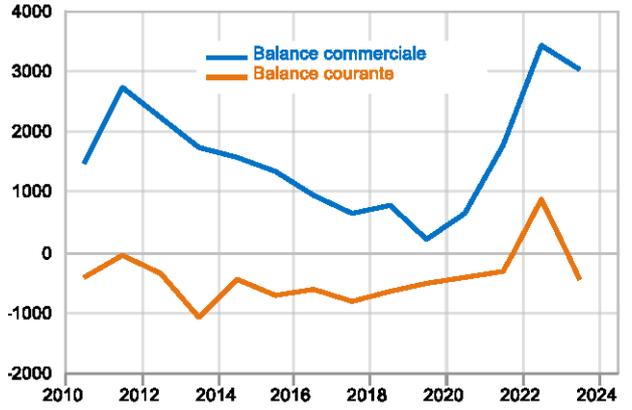
Commerce extérieur (millions de dollars)



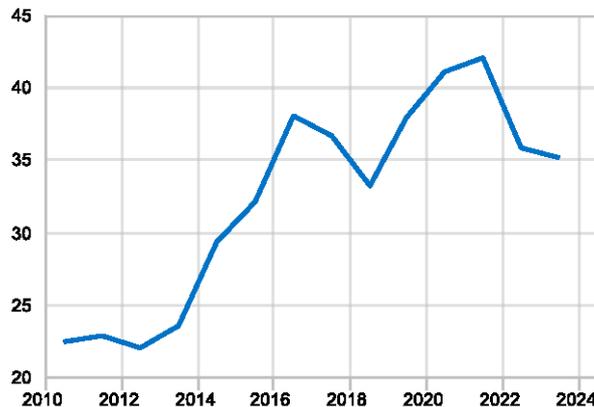
Investissements directs étrangers (en % du PIB)



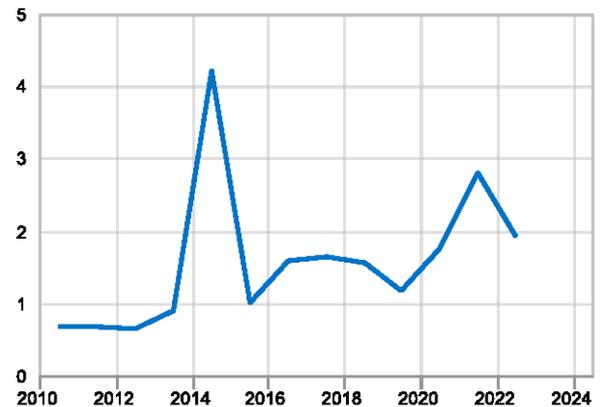
Comptes extérieurs (millions de dollars)



Dettes publiques (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)





Les secteurs d'activité prometteurs pour l'investissement au Tchad

La diversification économique est une priorité clé pour le Tchad, qui a historiquement été dépendant des exportations de pétrole pour générer des revenus.

Le Tchad a mis en place par le passé plusieurs plans qui ont mis l'accent sur la diversification économique et la promotion de l'investissement privé pour stimuler la croissance économique (Stratégie de Développement du Secteur Privé (SDSP) ; Programme de Développement des Zones Économiques Spéciales (PDZES) ; Plan d'Investissement Prioritaire (PIP)). Les secteurs ciblés par ces plans sont :

- L'industrie des énergies renouvelables** : Le Tchad a un fort potentiel pour développer les énergies renouvelables, en particulier l'énergie solaire. Selon l'Agence internationale de l'énergie, le Tchad a un potentiel solaire important pour alimenter une grande partie de l'Afrique. Le gouvernement tchadien a lancé des projets pour développer les énergies renouvelables, avec l'objectif d'atteindre 50% d'énergie renouvelable d'ici 2030. Des entreprises comme Solaris Offgrid, qui fournit des solutions solaires hors-réseau, pourraient trouver des opportunités dans le pays.
- L'industrie des TIC** : Le secteur des TIC est en croissance au Tchad, avec l'expansion de l'accès à Internet et de l'utilisation des smartphones. Selon l'Union internationale des télécommunications, le taux de pénétration de l'Internet mobile au Tchad a augmenté de manière significative ces dernières années. Des entreprises comme Environnement Digital, une entreprise tchadienne qui développe des solutions numériques pour l'agriculture, pourraient trouver des opportunités dans le pays.
- L'industrie agroalimentaire** : Le Tchad a un potentiel important pour le développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire, avec de vastes terres arables et une main-d'œuvre abondante. Des entreprises comme TchadAgro, une entreprise tchadienne qui produit des aliments transformés localement, pourraient trouver des opportunités pour aider à stimuler le secteur agroalimentaire dans le pays.
- L'industrie minière** : Le Tchad possède des ressources minières importantes, notamment de l'uranium, de l'or et du pétrole. Bien que le secteur minier soit encore en développement, il présente un grand potentiel pour l'économie tchadienne. Des entreprises comme CNPC, une entreprise chinoise de pétrole et de gaz, et Orano, une entreprise française d'énergie nucléaire, ont des projets miniers en cours au Tchad.



OCÉAN INDIEN

Après avoir fait preuve d'une certaine résilience durant la crise Covid, les économies de l'océan Indien traversent désormais des phases de reprise plus ou moins rapides : les Comores et Maurice profitent de la normalisation progressive du tourisme et des envois de fonds privés de la diaspora, Djibouti connaît une croissance remarquable grâce notamment à la reprise des échanges avec l'Éthiopie (fin de la guerre du Tigré) et du développement de ses activités portuaires, Madagascar profite du développement de son tourisme et jouit de ses exportations minières nécessaires à la transition écologique (graphite, nickel et cobalt). Ces tendances de reprise devraient ainsi se confirmer dans les années à suivre, soutenues en particulier par des investissements aussi bien publics qu'étrangers.

Les politiques monétaires restrictives semblent porter leurs fruits. Malgré une inflation supérieure à son niveau d'avant-Covid (expliquée notamment par l'augmentation des prix des produits alimentaires importés et des énergies), la tendance est à la baisse dans tous les pays. Dès lors, des assouplissements de la politique monétaire pour stimuler la croissance pourraient avoir lieu, dans le sillage de la BCE et de la Fed.

Malmenés pendant la crise Covid, les déficits budgétaires devraient rester élevés en raison de l'augmentation des dépenses publiques concédées pour soutenir la reprise économique. Ces situations sont à surveiller avec attention étant donné qu'une part importante de la dette publique de ces pays est détenue par des agents extérieurs (notamment par la Chine), en particulier pour les Comores et Djibouti. Toutefois, des réformes structurelles dans chacun des pays sont annoncées, avec pour objectif la modération et l'amélioration de l'efficacité des dépenses d'investissement (concentrées sur les secteurs clés) ainsi qu'une hausse des recettes tirées de la croissance et des réformes fiscales.

La stabilité géopolitique reste un enjeu majeur dans la région. Les Comores et Madagascar ont connu des élections récentes, avec la réélection controversée de leur président. Madagascar pourrait faire face à des risques politiques non négligeables dans les années à venir. Djibouti, malgré sa stabilité relative, reste extrêmement vulnérable aux tensions régionales notamment en Éthiopie ou encore dans la mer Rouge, ce qui pourrait mettre un coup d'arrêt à son rôle grandissant de plateforme logistique et commerciale régionale. En revanche, Maurice, malgré des tensions sociales croissantes, bénéficie d'institutions démocratiques stables depuis des décennies.



2022

PIB
(milliards de dollars)

1.24

POPULATION
(millions)

0.96

PIB par habitant
(en dollars PPA)

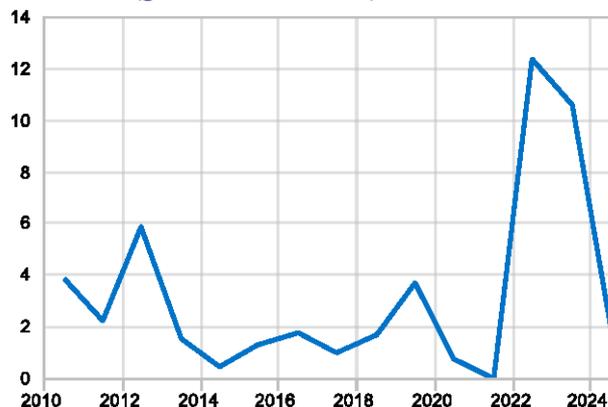
3359.13

COMORES

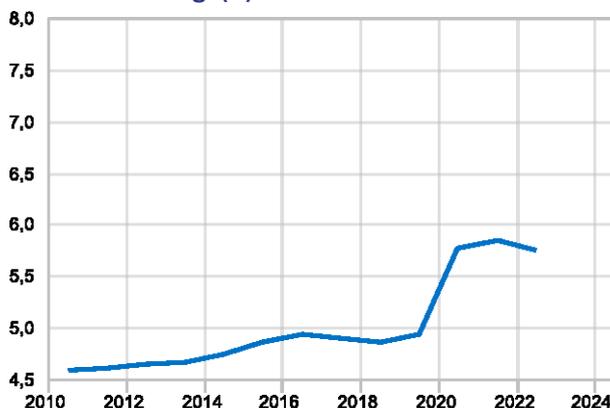
Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



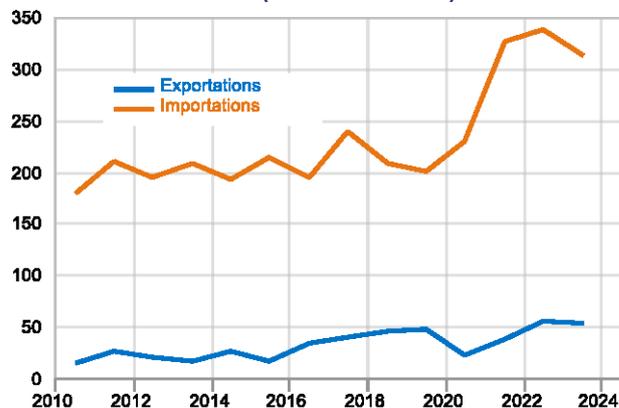
Inflation (glissement sur un an %)



Taux de chômage (%)



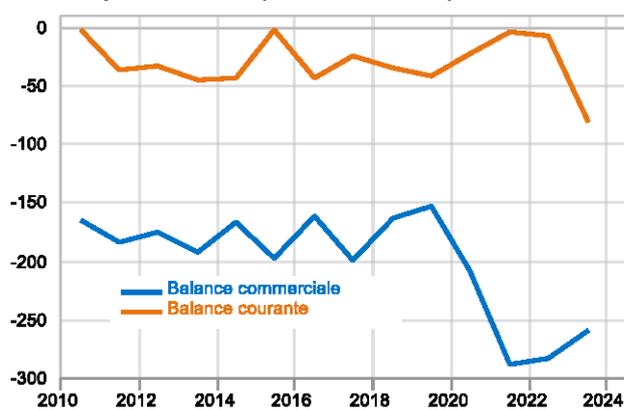
Commerce extérieur (millions de dollars)



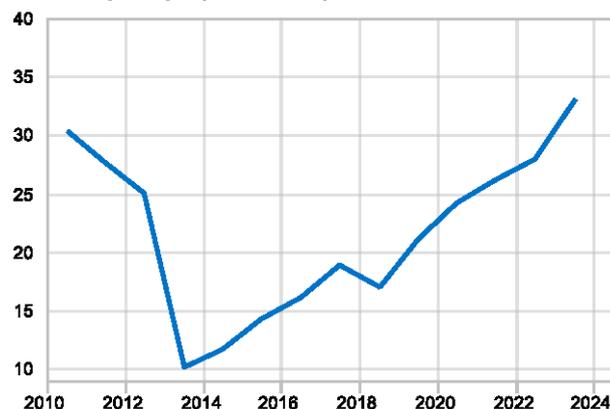
Investissements directs étrangers (en % du PIB)



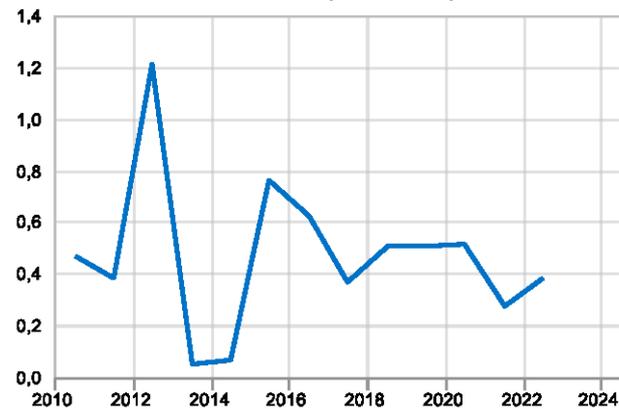
Comptes extérieurs (millions de dollars)



Dettes publiques (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)





2022

PIB
(milliards de dollars)

3.52

POPULATION
(millions)

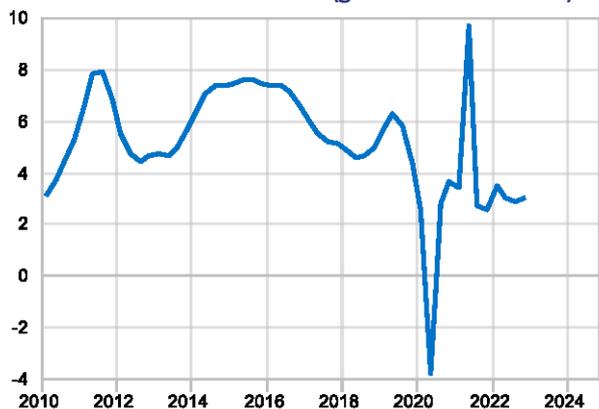
1.02

PIB par habitant
(en dollars PPA)

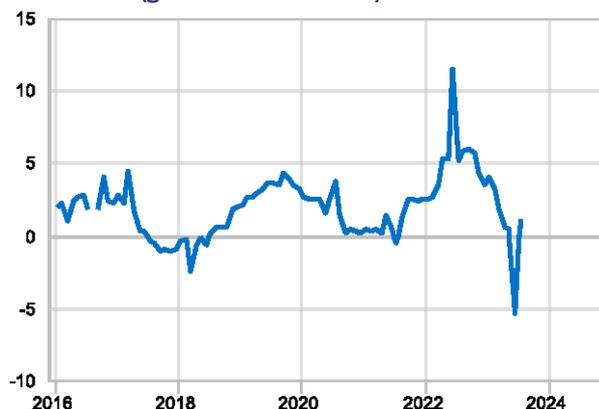
6501.41

DJIBOUTI

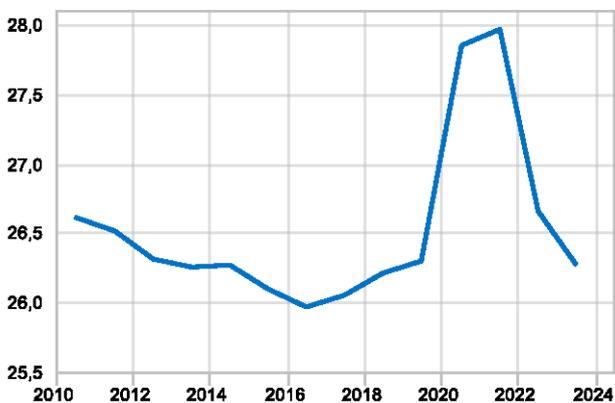
Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



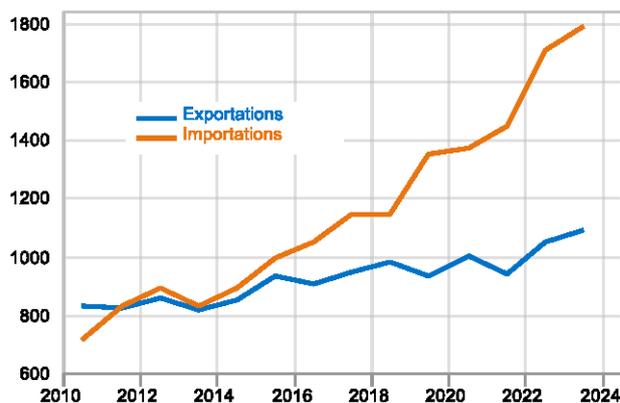
Inflation (glissement sur un an %)



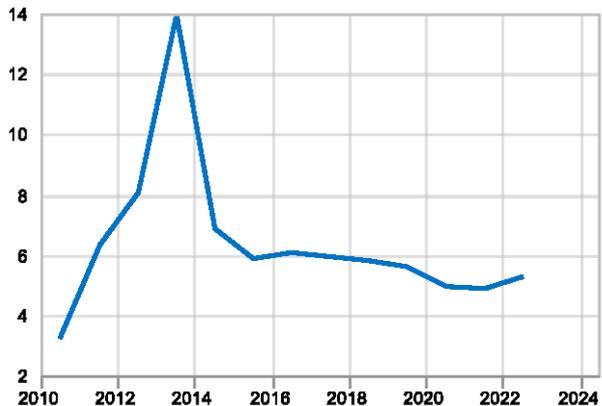
Taux de chômage (%)



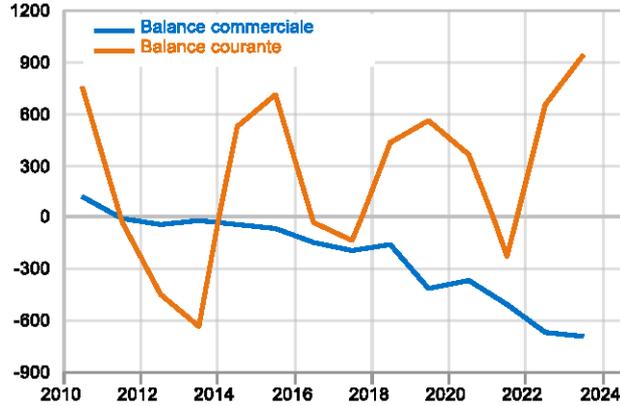
Commerce extérieur (millions de dollars)



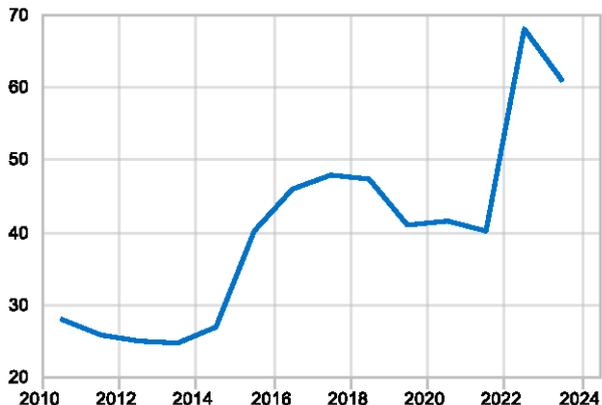
Investissements directs étrangers (en % du PIB)



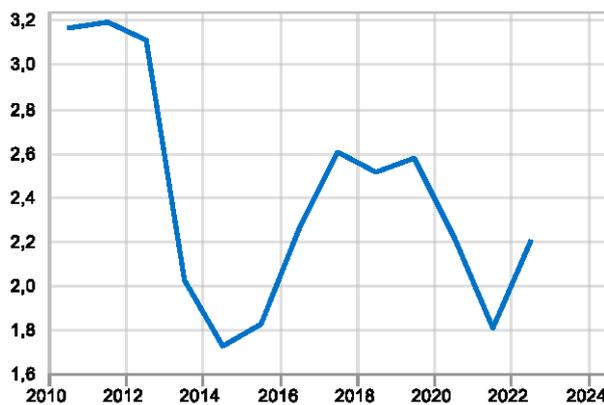
Comptes extérieurs (millions de dollars)



Dette publique (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)





Les secteurs d'activité prometteurs pour l'investissement à Djibouti

Djibouti dépend encore principalement de son port pour générer des revenus. Toutefois, le gouvernement de Djibouti cherche à diversifier son économie et à développer de nouveaux secteurs pour stimuler la croissance économique.

Djibouti a connu une croissance économique rapide ces dernières années grâce à son emplacement stratégique en tant que plaque tournante pour les échanges commerciaux entre l'Afrique, l'Asie et l'Europe.

Le gouvernement et les agences de développement stratégiques ont identifiés un certains nombres d'autres secteurs prometteurs à Djibouti :

- Les infrastructures :** Djibouti dispose d'un port en eau profonde moderne, ainsi que d'un réseau de chemins de fer en expansion et d'une zone franche. Le pays cherche à attirer les investissements étrangers pour développer davantage ses infrastructures, notamment dans le secteur de l'énergie. La logistique et le transport : Djibouti est devenu un hub de transport pour les échanges commerciaux entre l'Afrique, l'Asie et l'Europe. Le pays cherche à développer davantage ses infrastructures de transport, notamment son port en eau profonde et sa zone franche.
- Les énergies renouvelables :** Djibouti dispose d'un fort potentiel en matière d'énergie éolienne et solaire. Le pays a lancé plusieurs projets d'énergie renouvelable pour répondre à sa demande croissante en énergie et pour devenir un exportateur d'énergie verte vers les pays voisins.
- Les technologies de l'information et de la communication (TIC) :** Djibouti est doté d'un marché des TIC en croissance, avec une adoption croissante des smartphones et de l'accès à Internet. Le pays cherche à développer son écosystème de start-up pour encourager l'innovation dans le secteur des TIC.
- Le tourisme :** Djibouti dispose d'un riche patrimoine naturel, avec des paysages variés tels que les montagnes, les déserts et les plages. Le pays cherche à attirer les touristes étrangers en développant davantage son infrastructure touristique et en promouvant le tourisme écologique.
- L'agriculture :** Bien que Djibouti soit un pays aride, il dispose de terres fertiles et d'un accès à l'eau de mer pour l'irrigation. Le pays cherche à développer son agriculture pour répondre à la demande intérieure croissante en produits alimentaires.



2022

PIB
(milliards de dollars)

15.30

POPULATION
(millions)

28.96

PIB par habitant
(en dollars PPA)

1814.53

MADAGASCAR

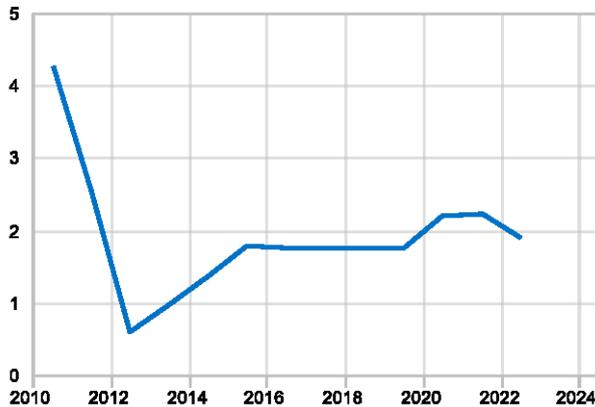
Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



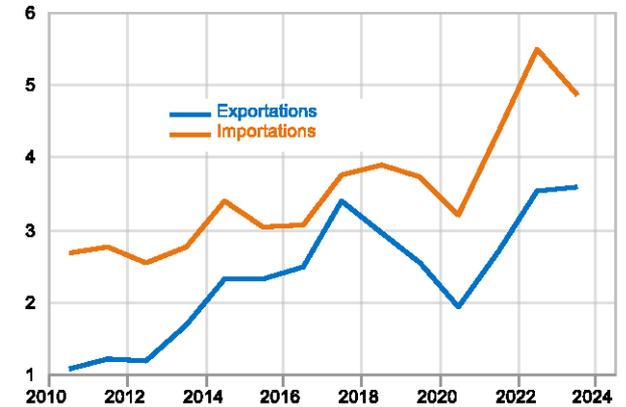
Inflation (glissement sur un an %)



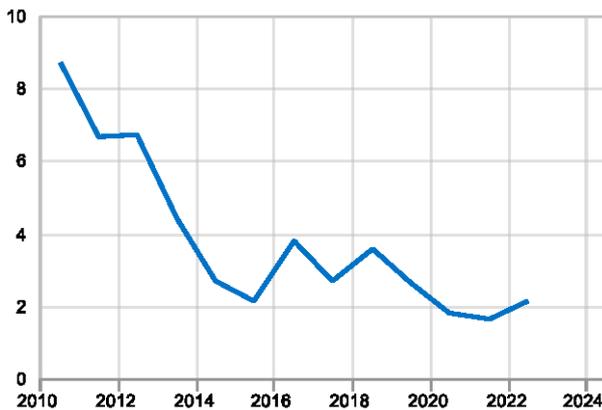
Taux de chômage (%)



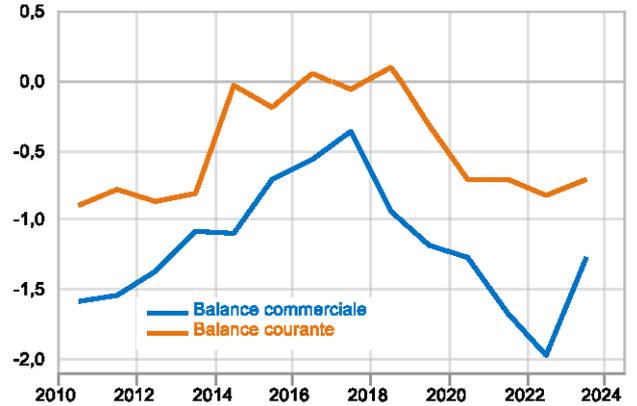
Commerce extérieur (millions de dollars)



Investissements directs étrangers (en % du PIB)



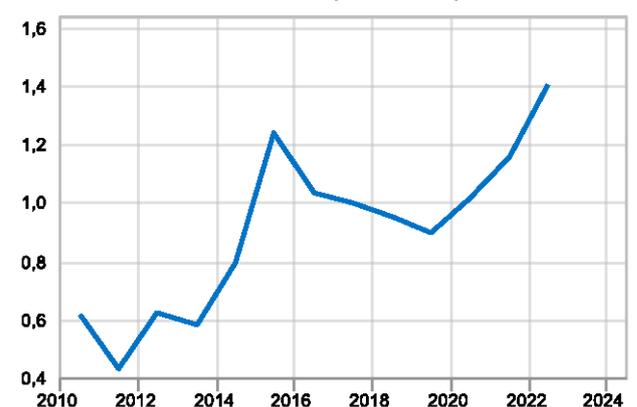
Comptes extérieurs (millions de dollars)



Dettes publiques (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)



Les secteurs d'activité prometteurs pour l'investissement à Madagascar

La diversification de l'économie à Madagascar est un enjeu crucial pour le développement économique et social du pays. Actuellement, l'économie malgache repose principalement sur l'agriculture, qui représente environ 30% du PIB et emploie environ 80% de la population active. Les secteurs de l'industrie et des services sont moins développés et représentent respectivement 15% et 55% du PIB.

Le gouvernement de Madagascar a lancé plusieurs plans d'investissement visant à diversifier l'économie du pays et à stimuler des industries nouvelles à forte valeur ajoutée. Le gouvernement malgache a adopté le Plan Émergence Madagascar 2030 visant à la transformation et l'émergence de certains secteurs.

- **Les énergies renouvelables** : Madagascar dispose d'un important potentiel en énergies renouvelables, en particulier l'énergie solaire et l'énergie éolienne. Les investissements peuvent être dirigés vers la construction de centrales solaires, éoliennes et hydroélectriques. Les investissements dans ces domaines pourraient aider à réduire la dépendance du pays aux combustibles fossiles et à améliorer l'accès à l'énergie.
- **L'agriculture connectée** : Madagascar étant un pays essentiellement agricole, l'agriculture connectée est un domaine qui pourrait connaître une croissance importante. Les investissements peuvent être dirigés vers la modernisation de l'agriculture, notamment dans les domaines de la mécanisation, de la gestion des cultures, de l'irrigation, de la transformation des aliments, etc. Des opportunités existent également pour la production d'aliments biologiques et durables, qui répondent à la demande croissante des consommateurs pour des produits de qualité.
- **La transformation des produits locaux** : Madagascar dispose d'une grande variété de produits agricoles et de la pêche. Cependant, la plupart de ces produits sont exportés sous forme brute. La transformation locale de ces produits peut créer des emplois et ajouter de la valeur à l'économie.
- **La logistique** : Madagascar étant une île, la logistique est un enjeu majeur pour le commerce et l'exportation. Le développement de solutions logistiques modernes, telles que les technologies de suivi en temps réel, les entrepôts automatisés et les solutions de livraison à la demande, peut aider à améliorer l'efficacité et la compétitivité des entreprises malgaches.
- **Le tourisme** : Madagascar dispose de nombreuses ressources touristiques, telles que les parcs nationaux, les plages et les réserves naturelles. Le développement du tourisme peut aider à créer des emplois et à stimuler l'économie.
- **Industrie minière** : Madagascar possède des ressources minières importantes, notamment des gisements de nickel, de cobalt, de bauxite, de titane, de chrome et d'ilménite encore sous-exploitées. Le pays peut donc développer son secteur minier pour en faire une source de revenus importante.
- **Banque Mondiale (2021). Créer des marchés à Madagascar** : pour une croissance inclusive.

<https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/4d681c7b-538c-4c59-bf59-f5030b76a561/CPSD-Madagascar-FR.pdf?MOD=AJPERES&CVID=nVJGDz>





2022

PIB
(milliards de dollars)

12.95

POPULATION
(millions)

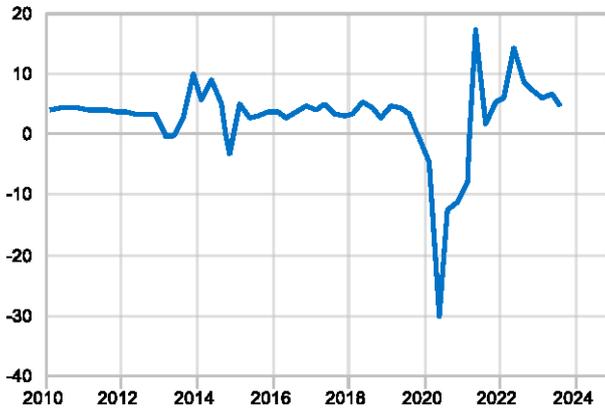
1.26

PIB par habitant
(en dollars PPA)

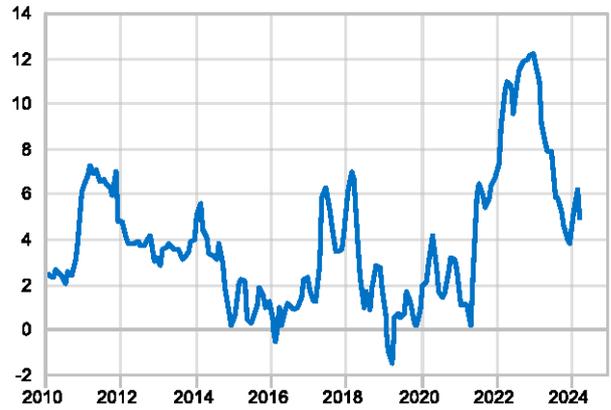
27011.64

MAURICE

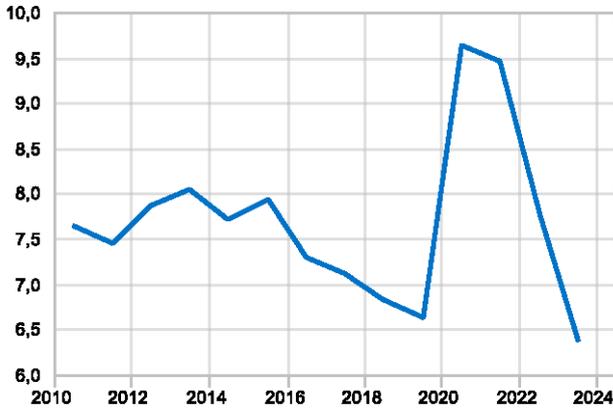
Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



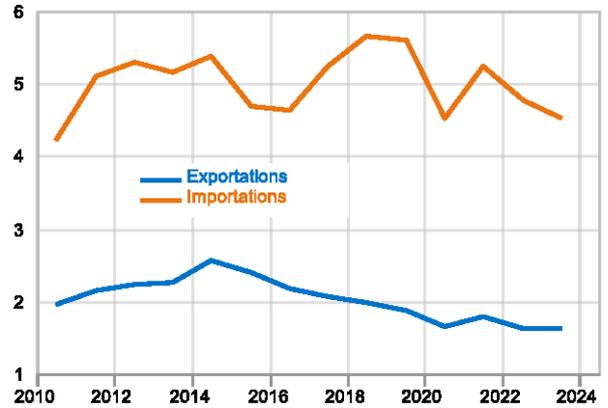
Inflation (glissement sur un an %)



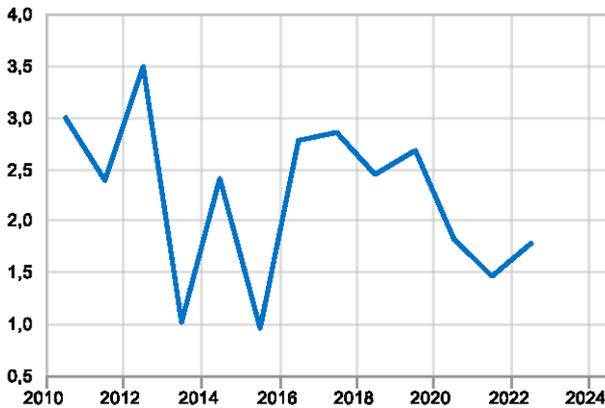
Taux de chômage (%)



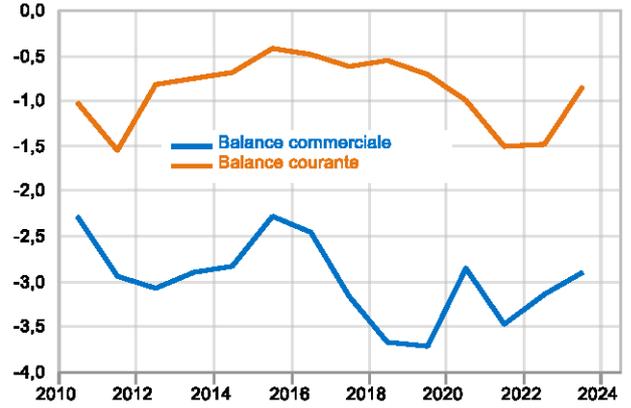
Commerce extérieur (millions de dollars)



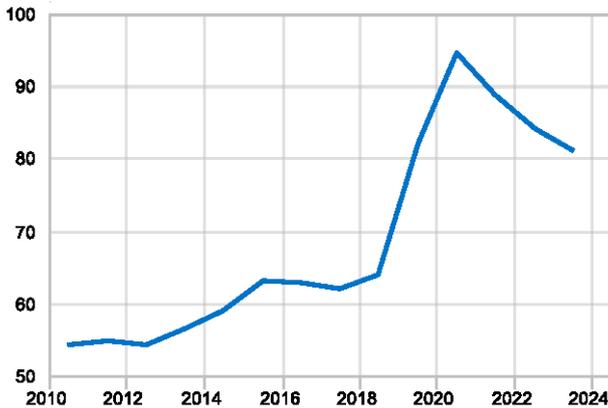
Investissements directs étrangers (en % du PIB)



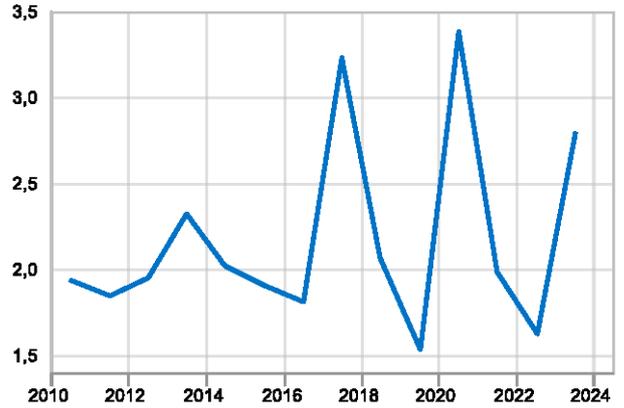
Comptes extérieurs (millions de dollars)



Dettes publiques (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)





Les secteurs d'activité prometteurs pour l'investissement à Maurice

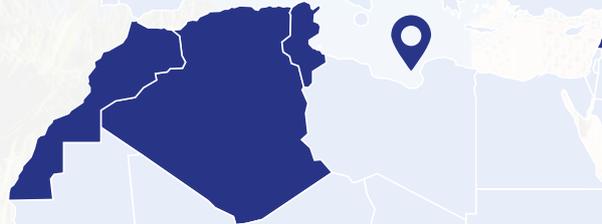
La diversification économique est une priorité pour le gouvernement mauricien, qui vise à développer de nouveaux secteurs d'activité pour réduire la dépendance de l'île Maurice aux secteurs traditionnels tels que le textile, le sucre et le tourisme

Le gouvernement mauricien a publié une Vision 2030 pour l'île Maurice, qui énonce les objectifs à atteindre d'ici 2030. Cette vision se concentre sur plusieurs secteurs clés pour l'avenir de l'île Maurice :

- Le tourisme :** Le tourisme est un secteur clé de l'économie mauricienne, représentant environ 8 % du PIB. Le gouvernement mauricien a mis en place des politiques pour encourager les investissements dans le secteur du tourisme et améliorer l'offre touristique à l'île Maurice.
- Les TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) :** Les TIC sont un secteur en croissance à Maurice, avec une forte demande pour les services informatiques, les logiciels et la communication. Le gouvernement a mis en place une stratégie pour encourager les investissements dans ce secteur, avec des politiques fiscales avantageuses et des mesures pour développer la formation et les compétences en TIC.
- L'agroalimentaire :** L'agroalimentaire est un secteur clé de l'économie mauricienne, représentant environ 5 % du PIB. Maurice dispose de terres fertiles pour la production agricole, ainsi que d'une forte demande locale et internationale pour les produits alimentaires mauriciens.
- Les services financiers :** Les services financiers sont un secteur important de l'économie mauricienne, représentant environ 10 % du PIB. Maurice est devenue une plaque tournante financière pour l'Afrique, offrant des avantages fiscaux attractifs et une réglementation stable pour les entreprises financières.
- Les énergies renouvelables :** L'île Maurice s'est engagée à atteindre un objectif de 35 % d'énergie renouvelable d'ici 2025, ce qui offre des opportunités pour les investissements dans des technologies innovantes, telles que l'énergie solaire, éolienne, hydraulique et de biomasse.

MAGHREB

PROCHE-ORIENT



Alors que les répercussions de la pandémie se faisaient encore sentir et que l'impact du changement climatique s'aggravait, les tensions géopolitiques ont accru les niveaux d'incertitude dans la région. Malgré cela et les défis économiques de la région, les perspectives pour les années 2024 et 2025 indiquent des signes d'amélioration. Le Liban continue de faire face à une crise monétaire sévère avec une hyperinflation persistante, une dépréciation de la livre libanaise, et une détérioration généralisée des conditions de vie.

Après avoir atteint un pic en 2023, l'inflation a progressivement diminué dans les pays du Maghreb. Cette tendance à la baisse, soutenue par la diminution des pressions inflationnistes externes, devrait se poursuivre, l'inflation atteignant 2.4% au Maroc, 6.5% en Algérie et 7.8% en Tunisie à l'horizon de 2025.

En 2023, les pays du Maghreb ont connu un ralentissement de la croissance économique. Cependant, une amélioration est attendue en 2024, vers une croissance de 3,1 % au Maroc, grâce à des exportations solides et à un rebond de la demande intérieure, 2,6% en Algérie, un niveau de croissance en progression mais qui reste néanmoins vulnérable aux fluctuations des prix des hydrocarbures, et enfin une croissance modérée d'environ 2% en Tunisie. Toutefois, ces économies restent exposées au risque accru de sécheresses et de déficit hydrique.

Sur le plan financier, la Tunisie semble être la plus vulnérable par rapport à ses voisins du Maghreb. Le pays a du mal à obtenir les financements extérieurs dont l'économie a besoin pour créer des emplois. Le niveau d'endettement est passé à près de 80% du PIB en 2023, indiquant un risque élevé. Cependant, le tourisme renoue avec la croissance dans la région et affiche de solides performances en Tunisie et au Maroc. La situation financière en Algérie a été caractérisé par un excédent de la balance courante en baisse. L'Algérie a fixé son budget pour 2024 à environ 110 milliards de dollars. Ces dotations sont considérées comme les plus importantes jamais enregistrées et s'inscrivent dans le cadre d'un effort visant à relancer la dynamique économique, améliorer le pouvoir d'achat, renforcer les infrastructures et promouvoir le développement social. Mais le pays est également confronté à un déficit budgétaire estimé à 45 milliards de dollars, également le plus important de l'histoire. Au Maroc, le déficit du compte courant s'est allégé à 1,6% du PIB en 2023, mais s'aggraverait à 2,5% en 2024 et 3,8% en 2025. Les investissements directs étrangers (IDE) au Maroc devraient retrouver un niveau stable dans les années suivantes après la baisse connue en 2023.

Le chômage reste un problème structurel et atteint 16,2% de la population en âge de travailler en Tunisie au premier trimestre de l'année 2024, 14% au Maroc et 17% en Algérie.

Au Liban, l'instabilité politique est attisée par la guerre en Israël et entrave les efforts de redressement économique. Le déficit budgétaire continue de se creuser, à cela s'ajoute une dette publique insoutenable et une incapacité à honorer les obligations financières internationales, ce qui limite l'accès aux financements extérieurs. Les perspectives pour 2025 demeurent incertaines, avec des défis persistants qui continuent de peser sur l'économie libanaise. La résolution de la crise nécessitera des réformes économiques et politiques audacieuses, ainsi qu'un engagement ferme de la part des acteurs nationaux et internationaux.



ALGÉRIE

2022

PIB
(milliards de dollars)

195.00

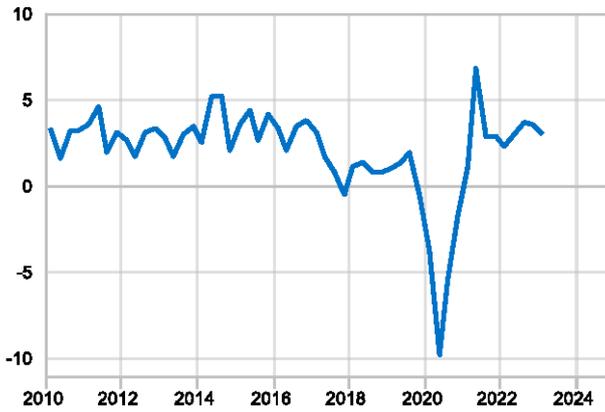
POPULATION
(millions)

45.29

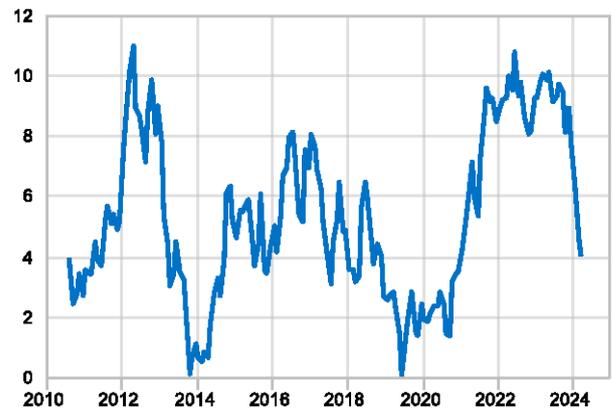
PIB par habitant
(en dollars PPA)

13113.54

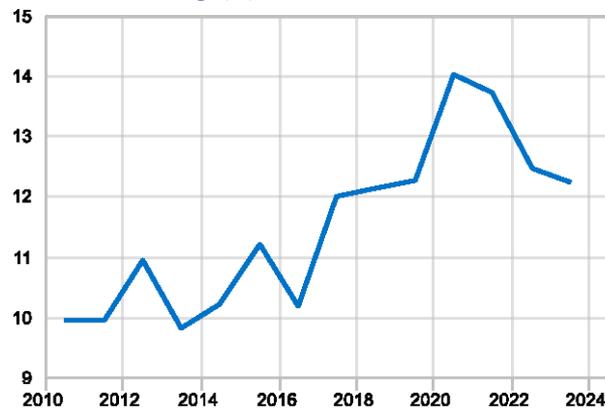
Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



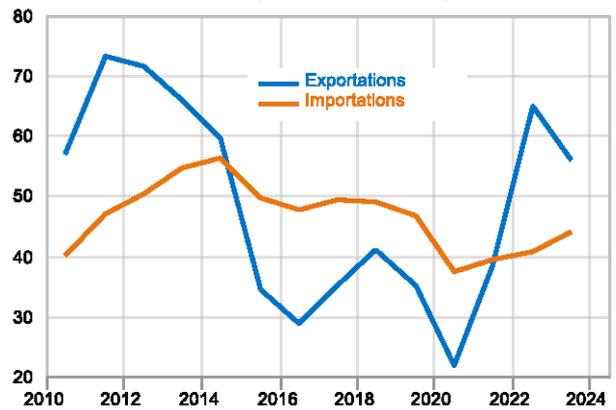
Inflation (glissement sur un an %)



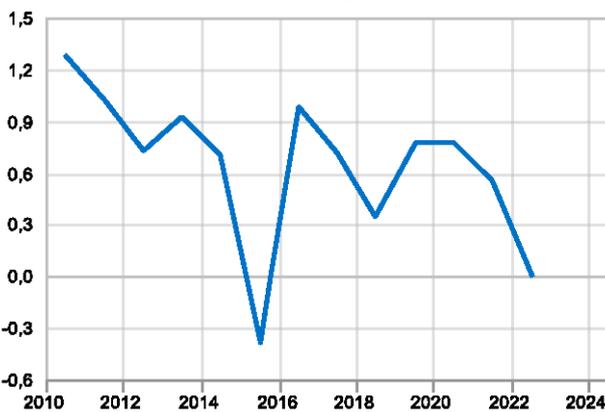
Taux de chômage (%)



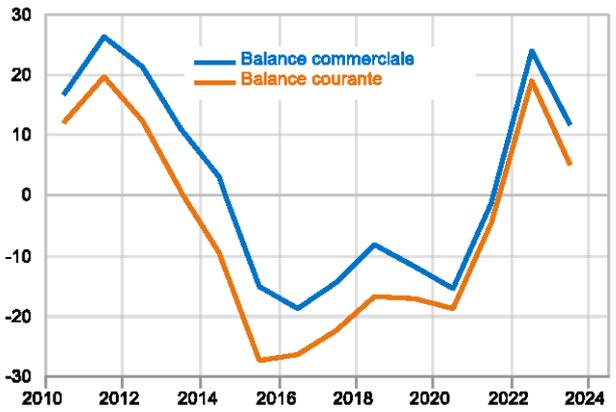
Commerce extérieur (millions de dollars)



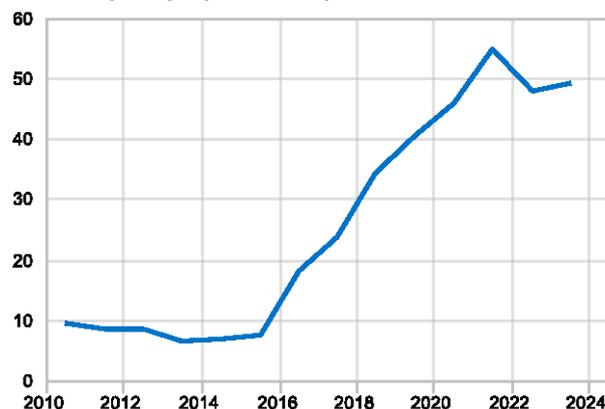
Investissements directs étrangers (en % du PIB)



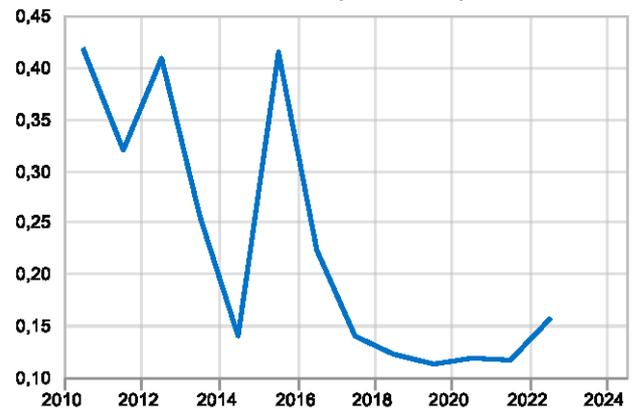
Comptes extérieurs (millions de dollars)



Dettes publiques (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)



Les secteurs d'activité prometteurs pour l'investissement en Algérie

L'Algérie cherche à diversifier son économie qui reste spécialisée sur quelques secteurs. Ainsi, les opportunités d'investissement sont multiples. Les secteurs porteurs à haute valeur ajoutée se concentrent autour de l'industrie agro-alimentaire, des combustibles, des produits chimiques et de la fabrication manufacturière. L'État Algérien a de manière complémentaire mis en place une série de mesures récente afin de renforcer ces secteurs et d'en développer de nouveaux.

- Secteur agroalimentaire** : le gouvernement algérien a mis en place de nombreuses politiques économiques pour encourager le développement de l'industrie agroalimentaire, notamment en offrant des incitations fiscales et en investissant dans la recherche et le développement.
- Exploitation minière** : L'Algérie possède par ailleurs de vastes réserves de pétrole et de gaz naturel et cherche à développer sa production et ses capacités d'exportation. Cependant, dans le cadre de l'accord de Paris sur les changements climatiques, l'Algérie s'est engagée en faveur de la réduction des émissions GES de 7 à 22 % sur la période 2020-2030. L'Algérie cherche donc à augmenter son utilisation des sources d'énergie renouvelables telles que l'énergie solaire et éolienne afin de réduire son empreinte carbone et de pouvoir répondre à ses besoins énergétiques croissants.
- L'Algérie possède un territoire riche en terre et métaux rares encore sous-exploité.** C'est le plus vaste pays du continent africain et le besoin d'infrastructure de transport et de logistique est important.
- Industrie 4.0** : le gouvernement cherche à accroître la compétitivité du secteur de la fabrication grâce à l'adoption de technologies de l'Industrie 4.0. L'Agence nationale pour la promotion de l'industrie et de l'innovation (ANPI) est chargée de soutenir le secteur industriel du pays par le biais de diverses initiatives et programmes. Afin de soutenir l'adoption de l'industrie 4.0, le gouvernement algérien a également investi dans le développement des infrastructures, notamment en élargissant l'accès à l'Internet haut débit et en construisant des parcs technologiques spécialisés.
- Infrastructure numérique** : l'Algérie a lancé plusieurs projets de développement des technologies de l'information et de la communication (TIC), tels que le déploiement de centres de données, de cyberparcs et de centres de recherche et développement. Le gouvernement algérien a également lancé une initiative pour encourager les investissements dans les start-ups et les entreprises de technologie. Malgré les efforts déployés pour développer les technologies de l'information et de la communication en Algérie, le pays reste confronté au manque d'investissements privés dans le secteur des TIC. Néanmoins, l'Algérie demeure un marché prometteur pour les investissements dans les TIC, notamment en raison de sa population jeune et en pleine expansion et de son potentiel de croissance économique.
- Bâtiment** : Le secteur du bâtiment, des travaux publics et de l'habitat (BTPH) en Algérie est en plein essor, avec une forte demande pour les logements et les infrastructures. Le gouvernement algérien a lancé des initiatives pour stimuler l'investissement dans ce secteur, notamment avec le lancement du programme national d'habitat. Des entreprises telles que l'entreprise de BTPH Cosider et l'entreprise espagnole Acciona ont investi dans des projets de construction en Algérie.
- Tourisme** : l'Algérie possède un patrimoine culturel riche et des paysages naturels variés. Le gouvernement travaille à développer son industrie touristique en tant que source de revenus et d'emplois.

Source : <http://agriculture.gouv.fr/politiques-agricoles-fiches-pays>.

Source : <https://www.energy.gov.dz/?rubrique=energies-renouvelables-et-efficacite-energetique>. Forum des chefs d'entreprise, 2020. Algérie 2040 : Scénarios de transformation.

Plan d'Action du Gouvernement pour la Mise en Œuvre du Programme du Président de la République. «République Algérienne Démocratique et Populaire.» (2021).



2022

PIB
(milliards de dollars)

23.13

POPULATION
(millions)

5.59

PIB par habitant
(en dollars PPA)

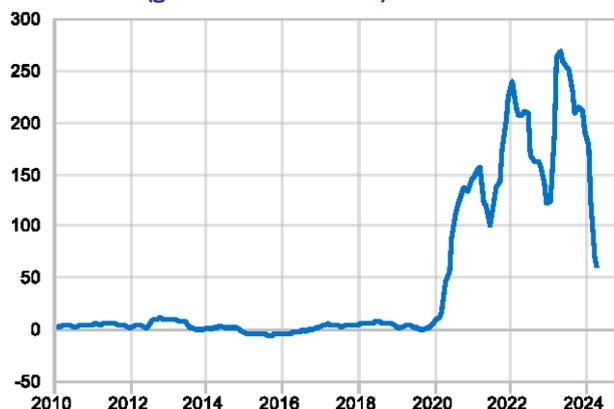
14329.57

LIBAN

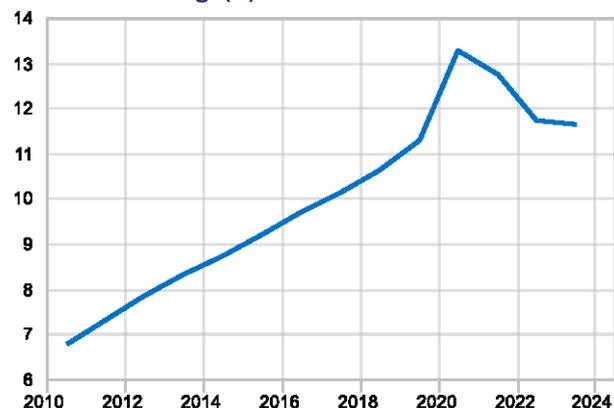
Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



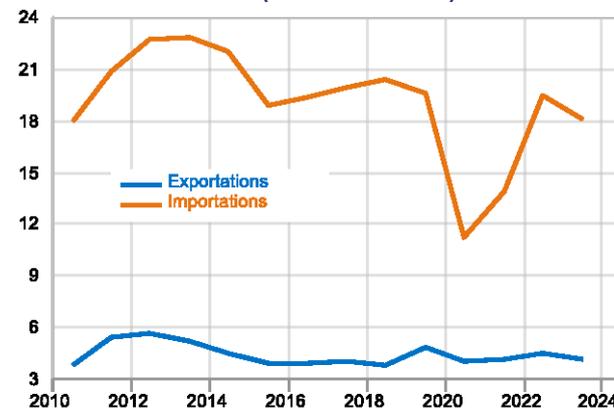
Inflation (glissement sur un an %)



Taux de chômage (%)



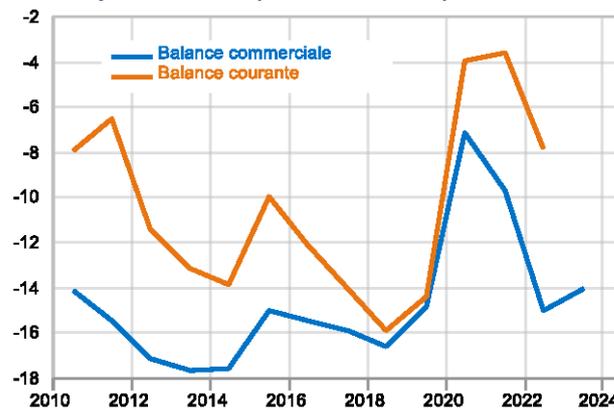
Commerce extérieur (millions de dollars)



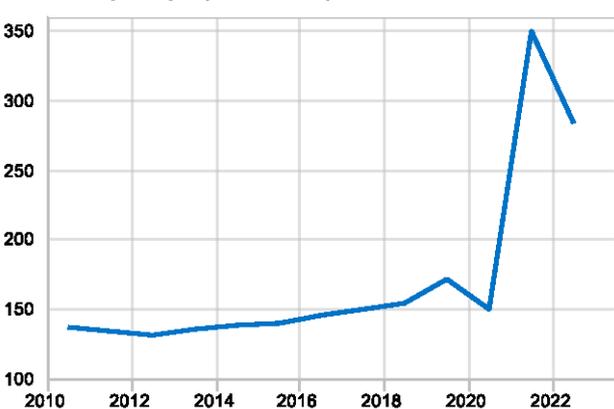
Investissements directs étrangers (en % du PIB)



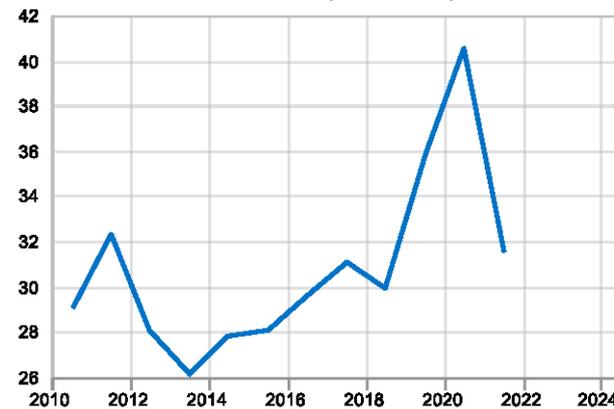
Comptes extérieurs (millions de dollars)



Dettes publiques (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)





Les secteurs d'activité prometteurs pour l'investissement au Liban

Le Liban a souffert d'une crise économique et financière grave ces dernières années, avec une inflation élevée, une dévaluation de la livre libanaise et un chômage en augmentation. Dans ce contexte difficile, la diversification de l'économie libanaise est devenue une priorité pour le gouvernement.

Le Liban est un pays qui dispose d'un potentiel économique important, malgré les difficultés qu'il a rencontrées ces dernières années. Il existe plusieurs plans et initiatives en cours qui visent à mobiliser des investissements pour financer des projets d'infrastructure, de développement économique et social, et l'émergence de nouveaux secteurs. Voici quelques exemples d'industries du futur qui pourraient être développées au Liban :

- **Technologies de l'information et de la communication (TIC) :** Les TIC constituent une industrie en plein essor au Liban, avec une demande croissante pour les services de développement de logiciels, de solutions de cloud computing, de cybersécurité et de conseil en gestion de projet. Les investisseurs peuvent tirer parti de la main-d'œuvre qualifiée et des coûts de main-d'œuvre relativement bas pour établir des centres de développement de logiciels et des centres de services partagés.

- **Énergie renouvelable :** Le Liban dispose d'un potentiel considérable en matière d'énergie renouvelable, notamment l'énergie solaire, éolienne et hydraulique. Les investisseurs peuvent investir dans des projets d'énergie renouvelable à grande échelle, tels que la construction de centrales solaires ou éoliennes, ainsi que dans des projets de micro-énergie renouvelable pour les zones rurales.
- **Agriculture et agroalimentaire :** Le secteur agricole au Liban dispose d'un potentiel inexploité, en particulier pour la production de fruits et légumes, de vin, de fromages et de viandes. Les investisseurs peuvent investir dans des projets de production agricole, de transformation agroalimentaire et d'exportation de produits agricoles.
- **Tourisme :** Le Liban dispose d'un riche patrimoine culturel et naturel qui attire des millions de touristes chaque année. Les investisseurs peuvent investir dans la construction et la gestion d'hôtels, de complexes touristiques, de centres de villégiature et de sites touristiques.
- **Santé :** Le secteur de la santé au Liban est en pleine expansion, avec une demande croissante pour des services de soins de santé de haute qualité. Les investisseurs peuvent investir dans la construction et la gestion d'hôpitaux, de cliniques spécialisées et de centres de soins ambulatoires.

Source : <https://investinlebanon.gov.lb/>. (Secteurs clés)

Source : <https://www.banquemondiale.org/fr/results/2013/06/03/supporting-lebanon-efforts-to-rebuild-infrastructure-and-alleviate-the-impacts-of-conflict-on-municipalities>.



2022

PIB
(milliards de dollars)

130.91

POPULATION
(millions)

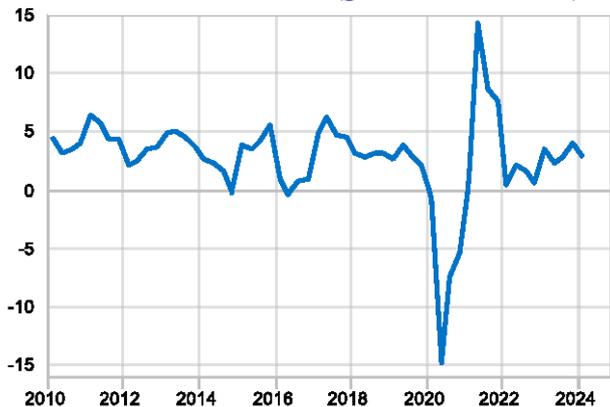
36.67

PIB par habitant
(en dollars PPA)

9903.06

MAROC

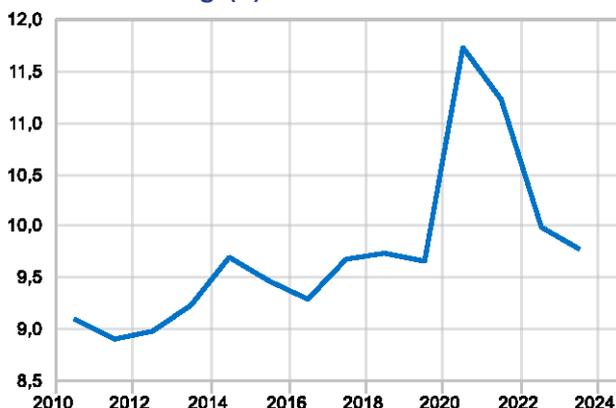
Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



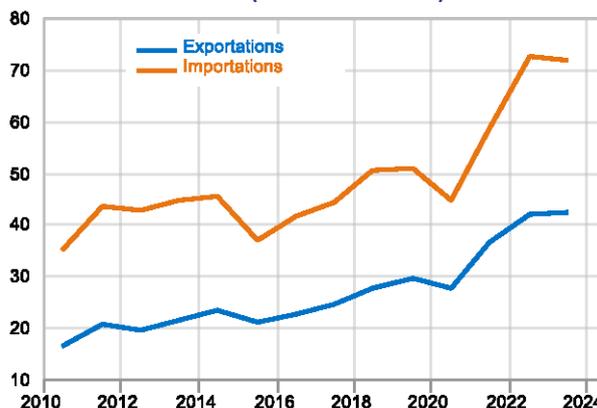
Inflation (glissement sur un an %)



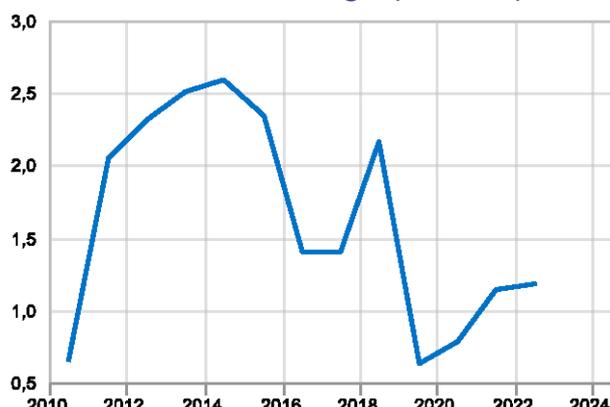
Taux de chômage (%)



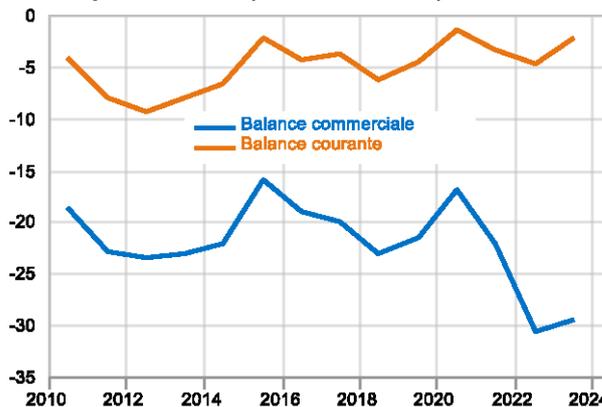
Commerce extérieur (millions de dollars)



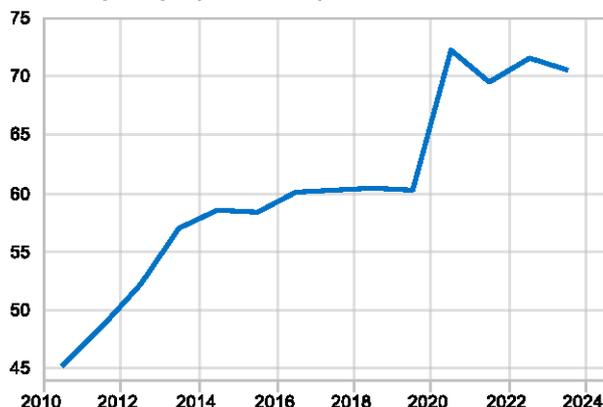
Investissements directs étrangers (en % du PIB)



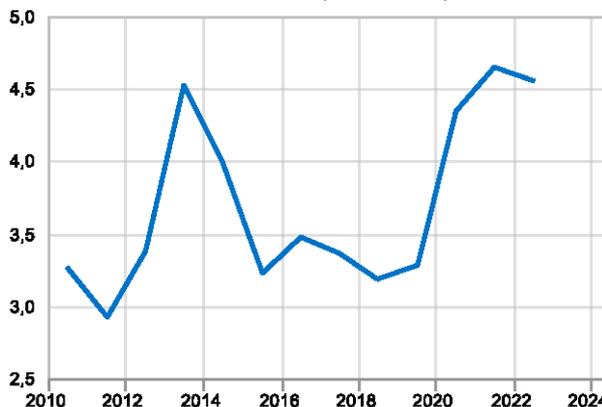
Comptes extérieurs (millions de dollars)



Dettes publiques (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)



Les secteurs d'activité prometteurs pour l'investissement au Maroc

La diversification économique est une priorité pour le Maroc depuis de nombreuses années. Le pays a ainsi mis en place plusieurs plans dans différents secteurs, tels que le Plan Maroc Vert, le Plan Emergence, le Plan Halieutis et le Plan Maroc Numeric, pour diversifier son économie et encourager la croissance dans différents secteurs. Le Maroc a mis en place une stratégie nationale pour l'industrie du futur, qui vise à promouvoir l'innovation, la digitalisation et l'automatisation dans l'ensemble de l'économie. Cette stratégie vise à renforcer la compétitivité du Maroc dans les secteurs clés tels que l'aéronautique, l'automobile, les TIC et les énergies renouvelables, tout en créant de nouveaux secteurs à haute valeur ajoutée.

- L'agro-industrie :** Le Maroc est un important exportateur de produits agricoles, avec un potentiel pour développer l'industrie agroalimentaire. Le pays dispose de vastes étendues de terres agricoles et de conditions climatiques favorables pour la production de fruits, légumes, céréales et autres cultures. C'est par exemple le cas du chanvre. Le gouvernement marocain a lancé une stratégie nationale pour le développement du chanvre industriel, qui vise à encourager la culture, la transformation et la commercialisation de cette plante.
- L'industrie 4.0 :** L'industrie 4.0 est un domaine clé pour le développement de l'industrie marocaine. Le gouvernement marocain a lancé plusieurs initiatives pour encourager l'adoption de technologies de l'industrie 4.0, notamment en offrant des incitations fiscales pour les entreprises qui investissent dans la numérisation et l'automatisation de leurs processus de production. Selon un rapport de la Banque mondiale, l'industrie 4.0 pourrait contribuer à la création de 160 000 emplois au Maroc d'ici 2025.
- La cybersécurité :** La cybersécurité est un domaine critique pour le développement de l'industrie marocaine. Le gouvernement marocain a lancé plusieurs initiatives pour renforcer la sécurité des infrastructures numériques du pays, notamment en créant une Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) et en offrant des formations en cybersécurité.
- L'Intelligence Artificielle (IA) :** L'IA est un autre domaine de l'industrie du futur au Maroc qui offre un potentiel de croissance important. Selon un rapport du cabinet de conseil PwC, l'IA pourrait contribuer à la création de 147 000 emplois au Maroc d'ici 2030. Le gouvernement marocain a lancé plusieurs initiatives pour développer les compétences en matière d'IA et soutenir les start-ups technologiques, notamment en créant des centres de recherche et d'innovation
- L'industrie pharmaceutique :** Le Maroc dispose d'un secteur pharmaceutique en croissance, avec une production de médicaments génériques et une infrastructure de recherche et développement en pleine expansion
- Les énergies renouvelables :** Les énergies renouvelables sont également un domaine clé de l'industrie du futur au Maroc. Le pays a déjà investi dans plusieurs projets de production d'énergie renouvelable, notamment la centrale solaire Noor à Ouarzazate, l'une des plus grandes centrales solaires thermodynamiques au monde. De plus, le Maroc dispose d'une position géographique stratégique en tant que point de transit entre l'Europe et l'Afrique, ce qui pourrait être bénéfique pour le transport de l'hydrogène vert produit localement vers d'autres marchés
- L'économie circulaire :** L'économie circulaire est un autre domaine de l'industrie du futur au Maroc qui offre un potentiel de croissance important. Le gouvernement marocain a lancé plusieurs initiatives pour encourager l'adoption de pratiques d'économie circulaire dans les industries clés du pays, notamment l'agroalimentaire, la construction et l'industrie textile. Selon un rapport de la Banque mondiale, l'économie circulaire pourrait contribuer à la création de 90 000 emplois au Maroc d'ici 2030.
- Le tourisme :** Le Maroc est une destination touristique populaire pour ses sites historiques, culturels et naturels. Le pays dispose également d'une position géographique stratégique, reliant l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient.



2022

PIB
(milliards de dollars)

46.30

POPULATION
(millions)

12.13

PIB par habitant
(en dollars PPA)

12717.39

TUNISIE

Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



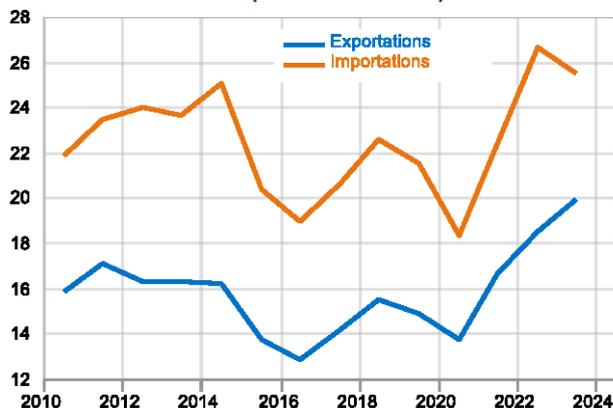
Inflation (glissement sur un an %)



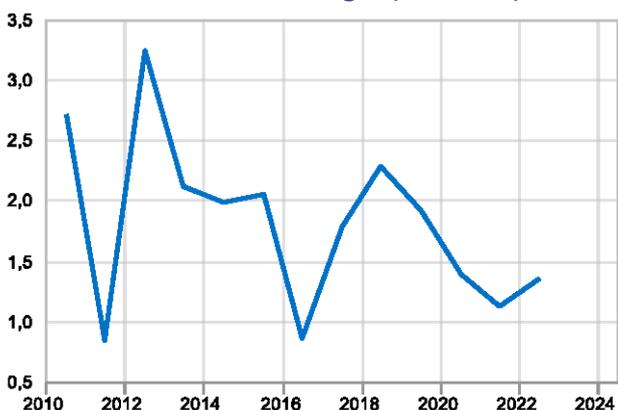
Taux de chômage (%)



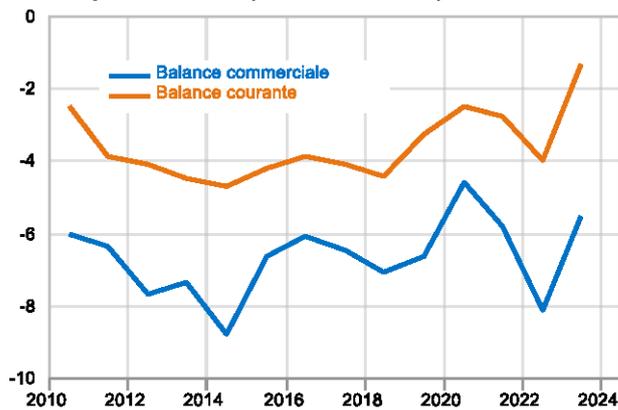
Commerce extérieur (millions de dollars)



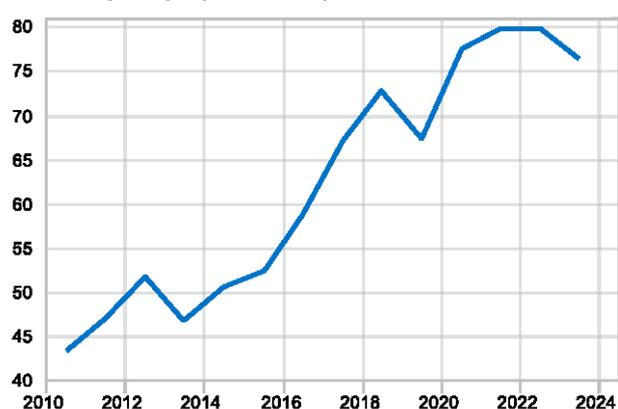
Investissements directs étrangers (en % du PIB)



Comptes extérieurs (millions de dollars)



Dettes publiques (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)





Les secteurs d'activité prometteurs pour l'investissement en Tunisie

La Tunisie s'est engagée dans un processus de diversification économique pour réduire sa dépendance à certains secteurs, tels que le tourisme et les industries manufacturières traditionnelles, et pour renforcer sa compétitivité sur les marchés internationaux.

Le gouvernement tunisien a adopté un plan de développement stratégique à long terme appelé « Tunisie 2030 ». Ce plan vise à renforcer la compétitivité de l'économie tunisienne, en favorisant certains secteurs prioritaires:

- L'agriculture et l'agroalimentaire** : La Tunisie possède des terres fertiles, un climat favorable et une main-d'œuvre qualifiée pour le développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Le gouvernement tunisien a lancé des initiatives pour promouvoir l'investissement dans l'agriculture et pour moderniser les systèmes de production. Selon le ministère de l'agriculture, de la pêche et des ressources hydrauliques, le secteur agricole représente environ 10% du PIB et emploie environ 16% de la population active. Des entreprises comme Moulins de Mahjoub, une entreprise tunisienne qui produit des huiles d'olive bio, pourraient trouver des opportunités pour contribuer à la croissance de ce secteur.
- Les technologies de l'information et de la communication (TIC)** : Le secteur des TIC est en croissance en Tunisie, avec une expansion de l'accès à Internet et de l'utilisation des smartphones. Selon l'Union internationale des télécommunications, le taux de pénétration de l'Internet mobile en Tunisie a augmenté ces dernières années. Des entreprises comme Enova Robotics, une entreprise tunisienne qui développe des robots intelligents pour différents secteurs, pourraient trouver des opportunités pour développer des services et des produits innovants dans ce secteur.
- Les énergies renouvelables** : La Tunisie a un fort potentiel pour développer les énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire et éolienne. Selon l'Agence tunisienne de l'énergie, la Tunisie dispose d'un potentiel solaire important pour alimenter le pays en électricité. Le gouvernement tunisien a lancé des initiatives pour encourager les investissements dans les énergies renouvelables, notamment avec l'objectif de produire 30% d'électricité à partir de sources renouvelables d'ici 2030. Des entreprises comme Total Eren, une entreprise française spécialisée dans les énergies renouvelables, ont investi en Tunisie pour développer des projets d'énergie solaire.
- L'industrie pharmaceutique** : La Tunisie possède une industrie pharmaceutique en croissance, avec des entreprises locales et étrangères qui produisent des médicaments pour les marchés locaux et internationaux. Le gouvernement tunisien a lancé des initiatives pour encourager les investissements dans ce secteur, notamment en offrant des incitations fiscales pour les entreprises pharmaceutiques. Des entreprises comme Sanofi, une entreprise française qui possède une usine de production de médicaments en Tunisie, ont investi dans le pays pour développer leurs activités.

A stylized map of Asia in light blue and white, with a dark blue location pin over Southeast Asia. The word 'ASIE' is written in large, bold, dark blue letters across the center of the map. The background features a blurred image of a traditional Chinese building at night with warm yellow lighting.

ASIE

Sur l'année écoulée, l'Asie émergente s'est distinguée comme étant le principal îlot de croissance de l'économie mondiale. Dans les économies francophones du sud-est de l'Asie, le rebond post-Covid a été très puissant et la croissance n'a cessé de se raffermir avec une progression du PIB comprise entre 4 % et 6 % en 2023. La crise Covid et les divers chocs qui se sont succédés par la suite ne semblent a priori pas avoir entamé le potentiel de croissance de ces pays. Certaines mesures comme la fermeture des écoles pourraient cependant avoir des effets négatifs plus diffus dans la durée qui seront à surveiller.

La dynamique est toutefois bien meilleure au Cambodge et au Vietnam qu'au Laos. Ce dernier souffre d'une inflation qui dépasse toujours les 25 % et d'une dette publique très élevée. Cette dette, détenue en majeure partie par des non-résidents notamment la Chine, et libellée en devises étrangères, met une pression croissante sur les finances publiques. Au Cambodge, la dynamique interne reste positive avec un marché du travail au plein-emploi et des salaires réels en vive progression du fait de la faible inflation. Le Vietnam est un cas particulier puisque le pays est un des grands bénéficiaires de la guerre commerciale sino-américaine. Il joue un rôle de pays de transit pour les marchandises chinoises à destination des Etats-Unis pour contourner les sanctions et droits de douane. Le Vietnam attire donc massivement les capitaux chinois : les investissements réalisés par les entreprises chinoises au Vietnam ont doublé depuis 2019.

La réaccélération du commerce international devrait être bénéfique aux économies francophones du sud-est de l'Asie avec une demande adressée qui devrait se raffermir en 2024. Les devises asiatiques ne devraient que modérément se réapprécier face au dollar compte tenu du nombre limité de baisses de taux anticipées aux Etats-Unis où l'inflation ne reflue que très progressivement. Cela permettrait d'entretenir leur compétitivité-prix à l'export. En 2024, le Cambodge et le Vietnam continueraient d'afficher une croissance particulièrement élevée autour de 6 %, tandis que le PIB laotien croîtrait plus modestement de 4 %.



CAMBODGE

2022

PIB
(milliards de dollars)

29.51

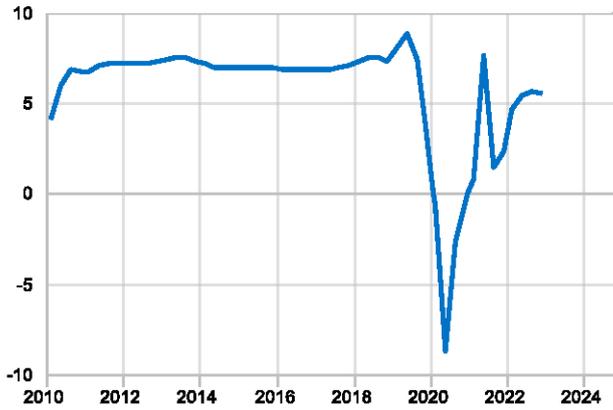
POPULATION
(millions)

16.84

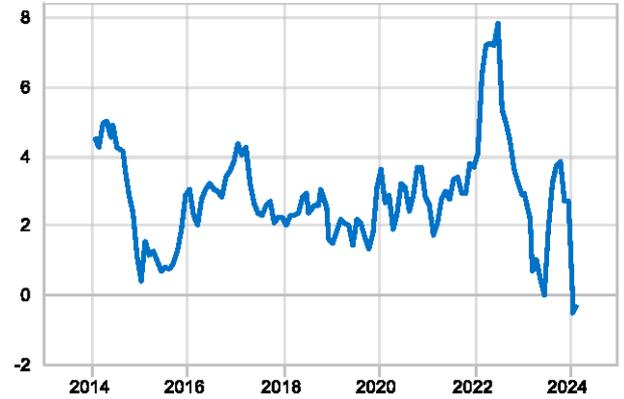
PIB par habitant
(en dollars PPA)

5331.28

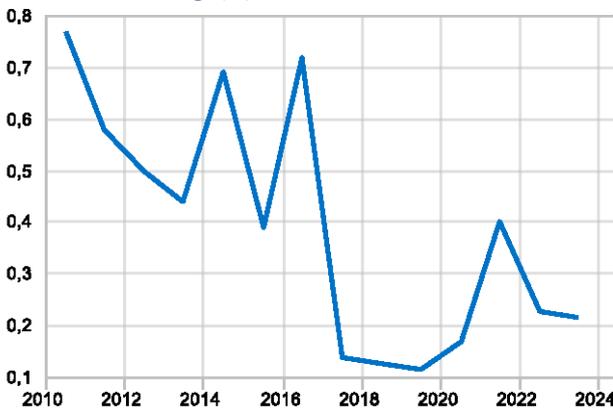
Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



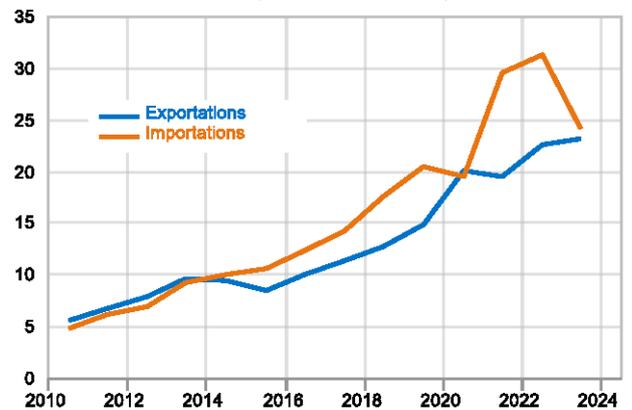
Inflation (glissement sur un an %)



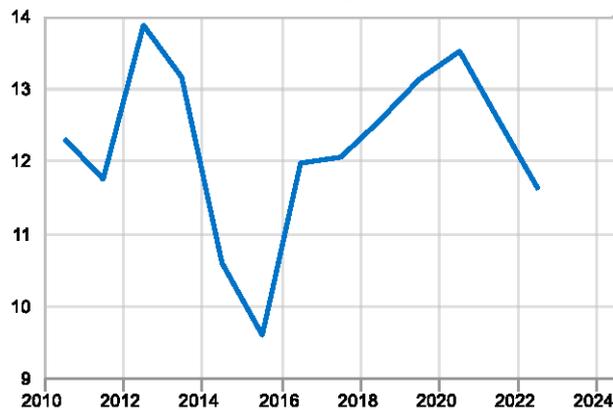
Taux de chômage (%)



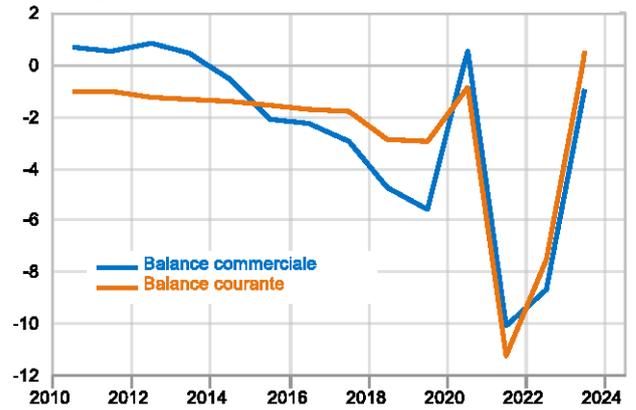
Commerce extérieur (millions de dollars)



Investissements directs étrangers (en % du PIB)



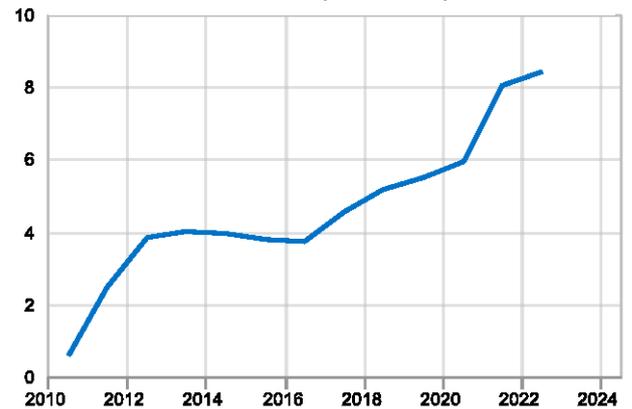
Comptes extérieurs (millions de dollars)



Dettes publiques (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)



Les secteurs d'activité prometteurs pour l'investissement au Cambodge

Le Cambodge a un potentiel économique important et plusieurs secteurs peuvent être prometteurs pour l'avenir :

- **Tourisme et infrastructures touristiques :** en quelques années, le nombre d'hôtels a été décuplé et l'ouverture de l'aéroport de Siem Reap aux vols internationaux a fait du pays, une destination très appréciée par les Asiatiques, les Européens et les Américains. Le nombre de touristes a doublé entre 2010 et 2014 pour atteindre env. 5 millions de visiteurs par an. Les prévisions sont très encourageantes pour les années à venir avec une proportion de touristes asiatiques toujours plus importante. L'accroissement sensible des touristes pousse la demande pour les infrastructures hôtelières, de loisir, la production d'énergies, le transport, les produits de bouche.
- **Agriculture :** environ 80 % de la population du pays vit dans les campagnes et l'agriculture est donc un des secteurs les plus importants du pays. C'est lui qui occupe la majorité de la main d'œuvre, bien avant l'industrie et les services. Le secteur n'a pas encore réussi à évoluer significativement et la plupart des produits sont toujours vendus bruts à des firmes étrangères pour être réimportés sous forme de produits finis. De façon plus marginale, certains produits sont transformés au Cambodge par des sociétés étrangères qui les mettent ensuite sur le marché (national ou international). Les cultures concernent essentiellement le riz, le cassava, les haricots, le poivre, les noix de cajou et l'hévéa. Depuis quelques années, la volonté des Cambodgiens de « monter en valeur » se fait sentir et de plus en plus d'entreprises sont créées afin de transformer les produits bruts en biens de consommation ou biens intermédiaires. L'agro-alimentaire est probablement une des industries les plus prometteuses pour nos exportateurs. La transformation des aliments, les emballages, les systèmes tracing, les ingrédients et additifs sont des produits ou services que les entreprises locales doivent se procurer à l'extérieur.
- **Environnement :** le développement économique induit aussi son lot de problèmes environnementaux et si l'activité industrielle proprement dite n'en n'est encore qu'à ses débuts, la croissance du tourisme additionnée à la mutation du secteur agricole et à l'augmentation de la population, impose la mise en place de politiques liées à la gestion de l'environnement. La gestion des déchets qu'ils soient industriels ou ménagers, l'aménagement des décharges l'adduction en eau potable, le traitement des eaux usées sont quelques domaines qui retiennent l'attention du gouvernement local ainsi que des bailleurs de fonds internationaux comme la Banque Asiatique de Développement ou les Nations-Unies.
- **L'industrie :** Le secteur industriel au Cambodge progresse d'année en année dans des domaines aussi divers que le textile, l'assemblage des bicyclettes, de petits éléments de machinerie, la production de chaussure, etc. La plupart des investisseurs sont étrangers, notamment d'origine asiatique, et ceux-ci privilégient des fournisseurs de la région, y compris pour les biens industriels.
- **La santé :** L'augmentation des revenus, une démographie en expansion et des exigences toujours plus importantes de la part des patients amènent les acteurs du secteur à importer de plus en plus de médicaments et équipements en provenance de l'étranger. Des opportunités existent dans tous les domaines du secteur, notamment l'importation ou la production de médicaments, les vaccins ou les équipements de laboratoire.
- **Les produits de grandes consommations :** l'afflux de touriste, le nombre toujours croissant d'expatriés travaillant dans le pays ainsi que l'augmentation sensible de la classe moyenne commencent à générer une demande soutenue pour des produits de consommation étrangers. Au cours de la dernière décennie, de nombreux restaurants se sont ouverts, des supermarchés ont vu le jour ainsi que des boutiques spécialisées dans des domaines aussi divers que les accessoires de mode ou le commerce des vins et des spiritueux.



LAOS

2022

PIB
(milliards de dollars)

15.47

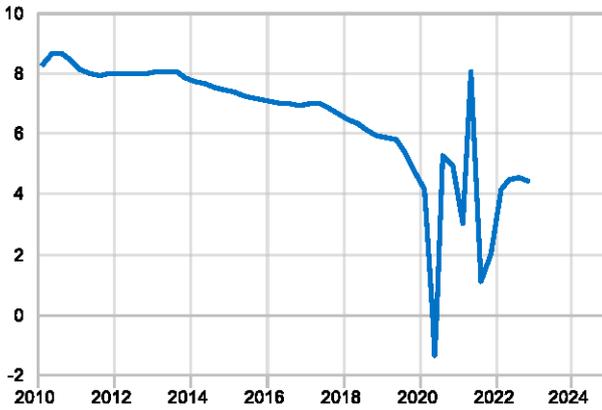
POPULATION
(millions)

7.48

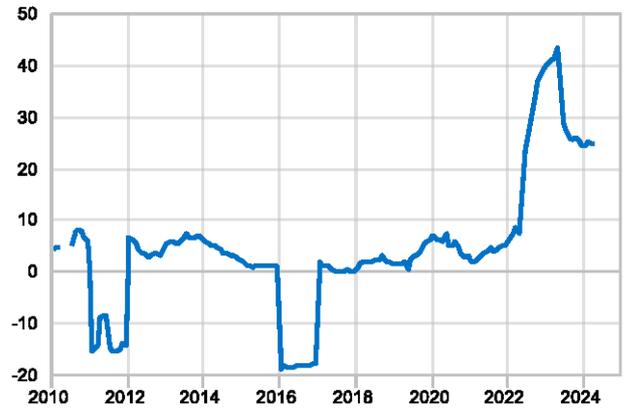
PIB par habitant
(en dollars PPA)

9453.26

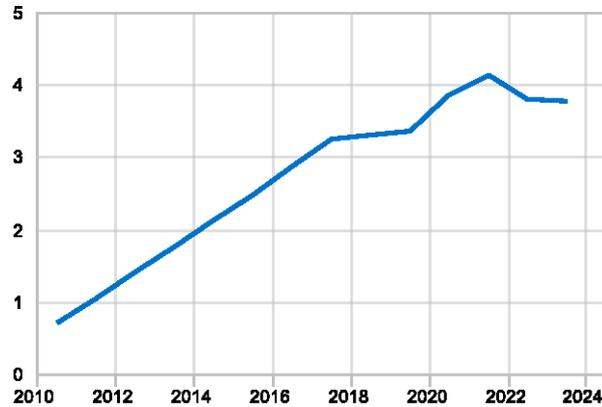
Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



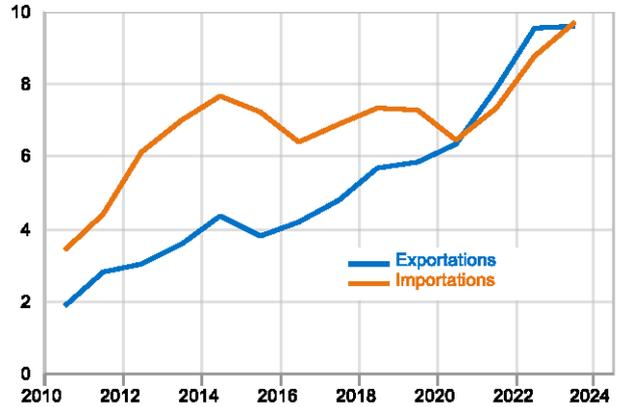
Inflation (glissement sur un an %)



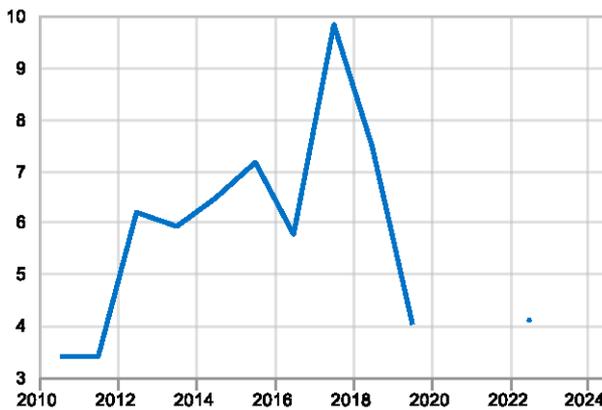
Taux de chômage (%)



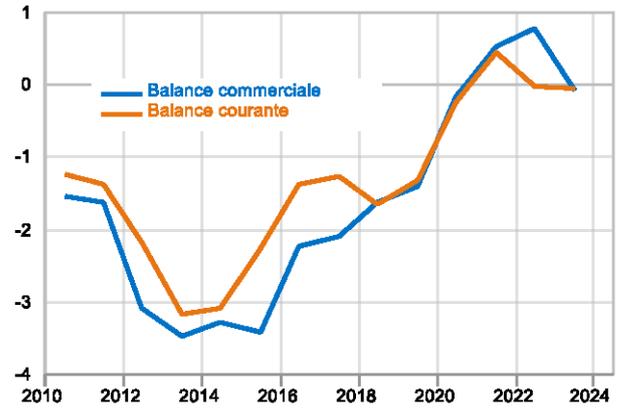
Commerce extérieur (millions de dollars)



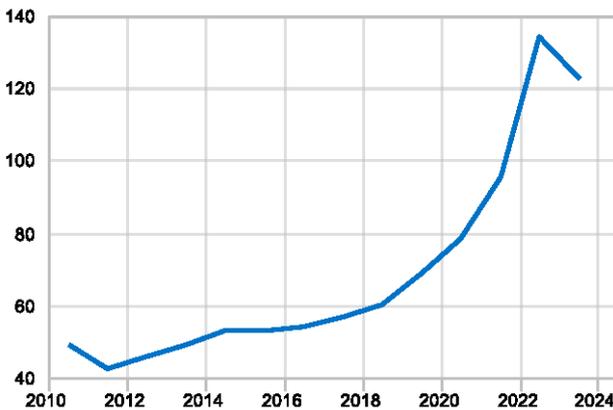
Investissements directs étrangers (en % du PIB)



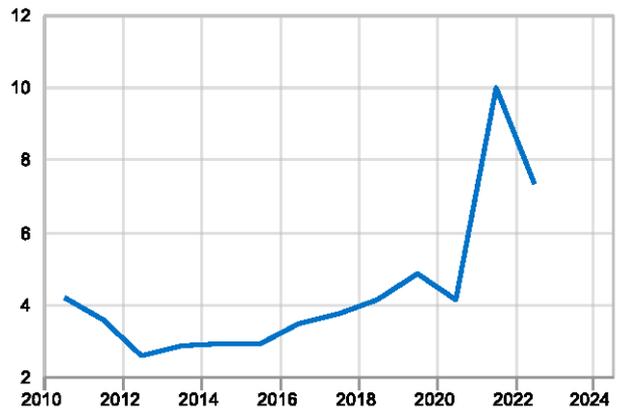
Comptes extérieurs (millions de dollars)



Dettes publiques (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)





VIETNAM

2022

PIB
(milliards de dollars)

408.80

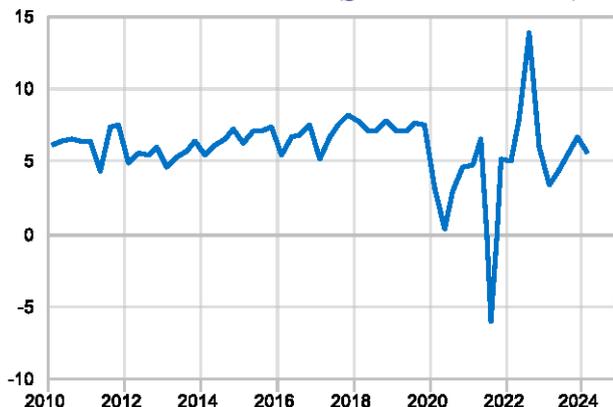
POPULATION
(millions)

99.46

PIB par habitant
(en dollars PPA)

13288.43

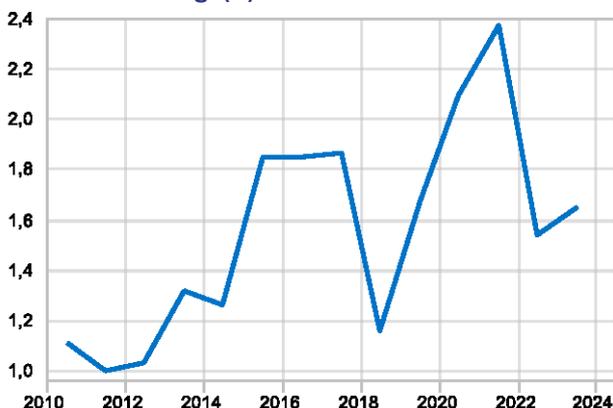
Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



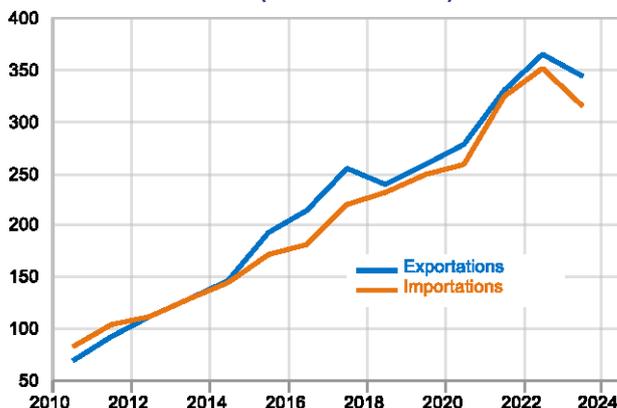
Inflation (glissement sur un an %)



Taux de chômage (%)



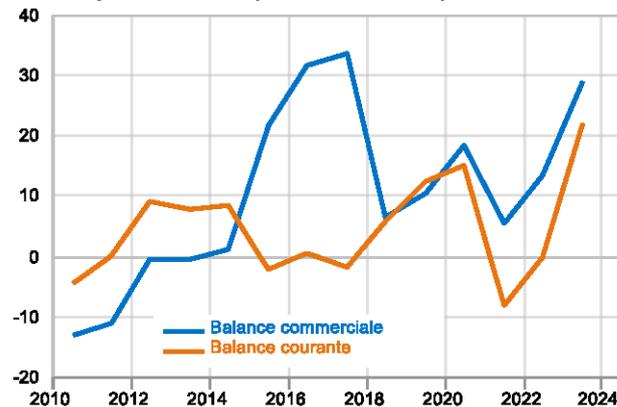
Commerce extérieur (millions de dollars)



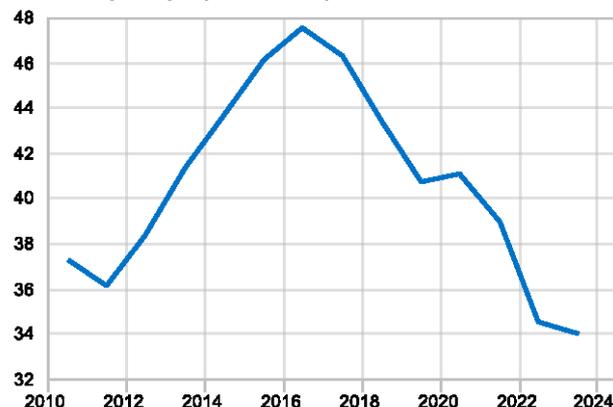
Investissements directs étrangers (en % du PIB)



Comptes extérieurs (millions de dollars)



Dette publique (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)





Les secteurs d'activité prometteurs pour l'investissement au Vietnam

Le Vietnam a un potentiel économique important et plusieurs secteurs peuvent être prometteurs pour l'avenir :

- Restauration :** avec l'essor d'une classe moyenne, la population a moins le temps de cuisiner et mange donc à l'extérieur, dans des établissements en général plutôt modestes, qui offrent des solutions de restauration rapide. Les grandes chaînes de « fast-food » internationales sont omniprésentes dans le pays. Les denrées alimentaires emballées et livrées à domicile ont elles aussi connu un essor grandissant, qui s'explique en grande partie par la crise sanitaire.
- Textile :** l'industrie du textile et de l'habillement passe pour être l'une des plus résilientes du Vietnam. C'est même l'une des rares industries à avoir enregistré en 2021 une valeur totale des exportations légèrement supérieure – de 0,3% – à celle de 2020. Des pays comme le Bangladesh ou le Myanmar, qui étaient il n'y a pas si longtemps, des concurrents, pour le Vietnam, s'y approvisionnent désormais en tissus.
- Numérique :** le Vietnam s'oriente vers une économie « sans papier » avec une augmentation significative des transactions en ligne, notamment via des applications telles que ZaloPay, Momo, ou encore par l'usage généralisé des cartes bancaires. Le recours au numérique est en passe de devenir la norme dans un pays dont les habitants aspirent à plus de sécurité et plus de confidentialité. Quant aux entreprises, c'est sur le web qu'elles communiquent, désormais, et qu'elles font leurs campagnes de promotion. Le Vietnam est petit à petit en train de devenir une référence en matière de numérique, au moins en Asie du Sud-Est où les développeurs d'applications mobiles vietnamiens sont de plus en plus courtisés.
- Tourisme :** le Vietnam a accueilli 3,84 millions de touristes en 2020, ce qui les place au 34e rang mondial en termes absolus. En Asie du Sud-Est, le pays se place à la 7ème mais garde un potentiel de développement important du fait de sa taille, de son histoire et de sa géographie diversifiée. En 2021, le pays a généré environ 125,98 millions d'euros dans le seul secteur du tourisme. Cela correspond à 0,032 % du produit intérieur brut et à environ 1 % de toutes les recettes touristiques internationales en Asie du Sud-Est.
- Agro-industrie :** assurément l'un des points forts du Vietnam. En plus d'un marché national important (population de près de 100 millions d'habitants), les exportations de fruits, de légumes et de produits de la mer, brut ou transformés, représente une part significative de l'économie du pays. Les accords dits « de nouvelle génération », tels que l'Accord global et progressiste de partenariat transpacifique (CPTPP), l'Accord de libre-échange Union européenne-Vietnam (EVFTA) ou encore l'Accord de libre-échange entre le Vietnam et le Royaume-Uni (UKVFTA), permettent au Vietnam d'exporter massivement à travers le monde.

EUROPE



Les économies des pays européens membres de l'Alliance des Patronats francophones ont partagé nombre de traits communs au cours de l'année écoulée : une croissance en décélération sensible en relation notamment avec le choc subi par le revenu réel des ménages du fait de la vive progression des prix à la consommation, des dépenses d'investissement en construction pénalisées lourdement par les hausses de taux d'intérêt, ainsi que de faibles gains de productivité du travail (sinon un recul) en vertu d'une progression des effectifs plutôt élevée au regard de la longueur de l'activité.

Plusieurs des traits communs précédents sont en passe de s'inverser. L'inflation a sensiblement décéléré. Ce mouvement permet une restauration des gains de pouvoir d'achat du revenu des ménages propice à des dépenses de consommation plus soutenues. Une détente des taux directeurs est amorcée, notamment en Suisse avant que ce ne soit le cas de la BCE pour les économies membres de la zone euro, et de la Banque de Roumanie. Le soutien à l'activité procuré par cette détente des taux ne se ferait toutefois véritablement sentir qu'à partir de 2025. Dans l'intervalle, la poursuite du déblocage de l'enveloppe du plan de relance européen viendrait soutenir l'investissement en particulier en Roumanie où la présence de déficits jumeaux (sur les comptes publics et extérieurs) au voisinage de 7 % du PIB fait toutefois peser une menace sur la parité de la devise locale. A l'inverse de la situation roumaine, la politique budgétaire se fera plus restrictive en France. Elle sera plutôt neutre en Suisse comme au Luxembourg ou encore en Belgique, où la sortie des dispositifs déployés pour atténuer le précédent choc inflationniste est compensée par un coût croissant de la dette et des dépenses liées au vieillissement de la population.

L'inconnue principale des projections concerne le comportement de dépenses des entreprises. Si elles ont encore été créatrices nettes d'emploi en dépit d'une croissance en fléchissement en 2023, une prudence accrue en matière d'emploi et d'investissement semble se dégager pour l'exercice 2024, notamment en France. Une tension s'opère entre de fortes tensions sur les recrutements qui invitent à des pratiques de rétention des compétences et une pression accrue sur les résultats notamment associée à un coût du financement plus onéreux, alors que l'absence de gains de productivité laisse peu de place pour une franche restauration des résultats.

Au total, le paysage conjoncturel dans les économies francophones de l'Europe dessine une croissance économique qui se ferait un peu plus forte qu'en 2023 mais qui changerait également de pied. Après avoir été principalement « B to B », portée par les dépenses des entreprises, lors des deux dernières années, elle serait désormais un peu plus « B to C », soutenue par le comportement de dépense des consommateurs en 2024 et 2025.



ANDORRE

2022

PIB
(milliards de dollars)

3.38

POPULATION
(millions)

0.08

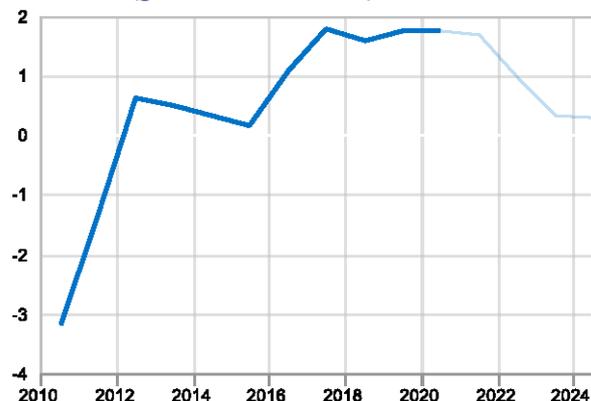
PIB par habitant
(en dollars PPA)

51262.63

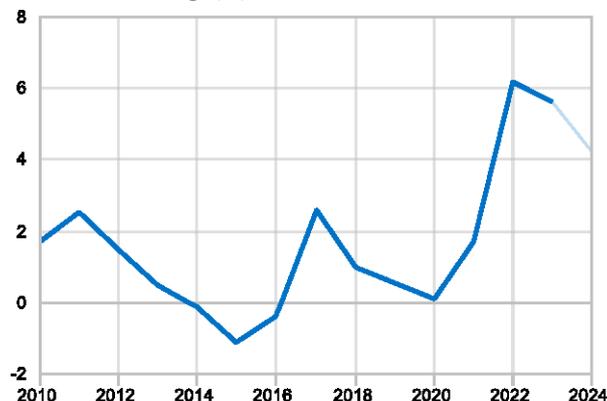
Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



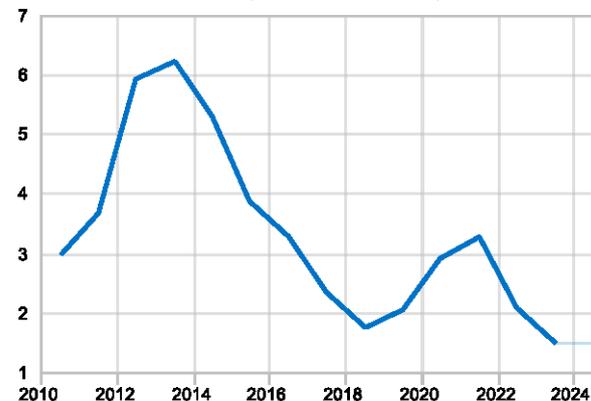
Inflation (glissement sur un an %)



Taux de chômage (%)



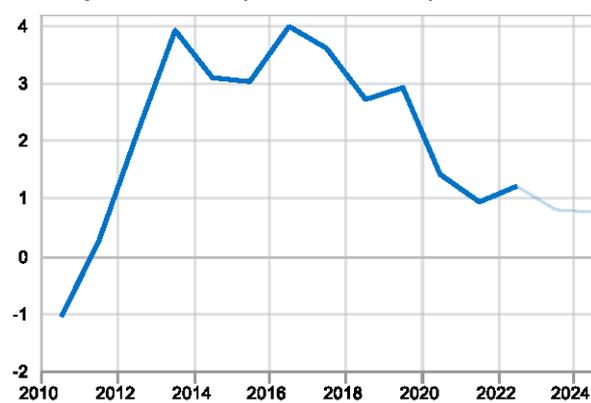
Commerce extérieur (millions de dollars)



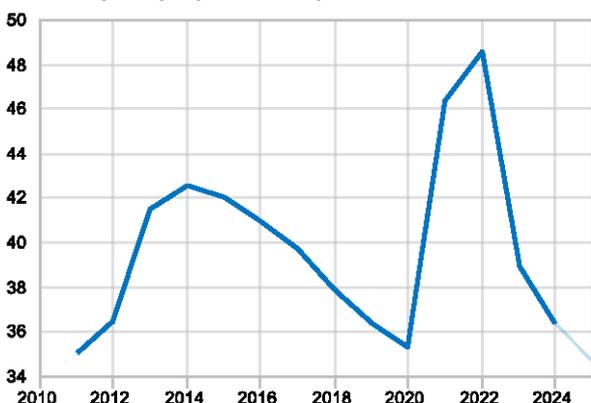
Investissements directs étrangers (en % du PIB)



Comptes extérieurs (millions de dollars)



Dette publique (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)





Les secteurs d'activité prometteurs pour l'investissement en Andorre

Malgré les défis économiques et sociaux, en 2022, l'Andorre a réussi à consolider la croissance amorcée l'année précédente. L'économie andorrane a été plus dynamique que l'économie espagnole, que l'économie française et que celle de l'ensemble de la zone euro. La Principauté occupait la place de deuxième pays européen ayant la meilleure croissance derrière l'Irlande. Les avancées ont été réalisées en grande partie grâce à la construction et aux services. La construction a contribué à la création de nouveaux emplois. Le secteur primaire et l'industrie ont enregistré la croissance la plus lente.

- **Services** : ceux qui ont le plus progressé sont ceux liés au tourisme et au commerce, qui étaient également les activités les plus touchées par la pandémie. Un élément expliqué par le retour du tourisme. Le nombre de visiteurs a dépassé les chiffres précédant la pandémie avec 8,4 millions. Pour sa part, le commerce a enregistré une augmentation du nombre d'établissements ouverts et du nombre d'employés, ainsi qu'une croissance du volume des importations. Il est important de noter qu'une partie de cette augmentation est due à la hausse des prix.
- **Banque** : Le secteur financier a également connu une évolution positive. Le secteur bancaire andorran a clôturé l'année 2022 avec une augmentation de 16,3 % de ses bénéfices totaux, grâce au dynamisme de l'économie et à la hausse des taux d'intérêt. Cette augmentation s'est également traduite par une hausse de 3,6 % du volume des fonds administrés par les clients. L'amélioration dans la marge d'intérêts, déclenchée par la hausse des taux d'intérêt de la Banque centrale européenne, a contribué à une augmentation du rendement des capitaux propres du secteur bancaire. En outre, le ratio des prêts non productifs a continué à diminuer et de bons niveaux de solvabilité et de liquidité ont été maintenus, dépassant la moyenne des banques européennes.
- **Construction** : ces dernières années, une croissance importante est observée dans le secteur de la construction, engendrant un impact significatif sur le prix de l'immobilier en Andorre. Aujourd'hui, environ 70% des immeubles sont des appartements, maisons ou chalets.



BELGIQUE

2022

PIB
(milliards de dollars)

583.44

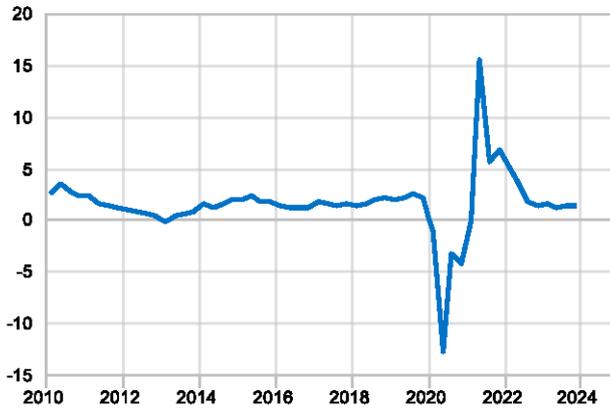
POPULATION
(millions)

11.62

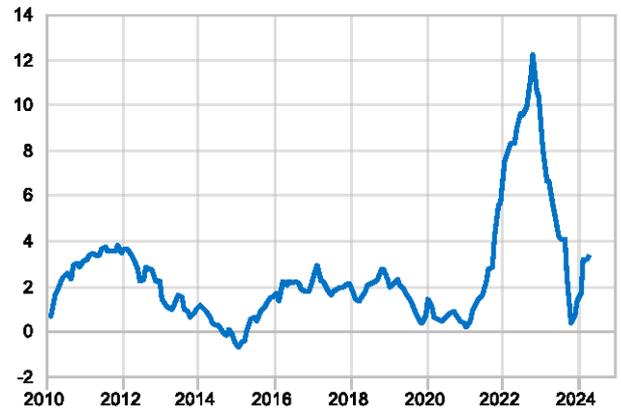
PIB par habitant
(en dollars PPA)

68651.73

Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



Inflation (glissement sur un an %)



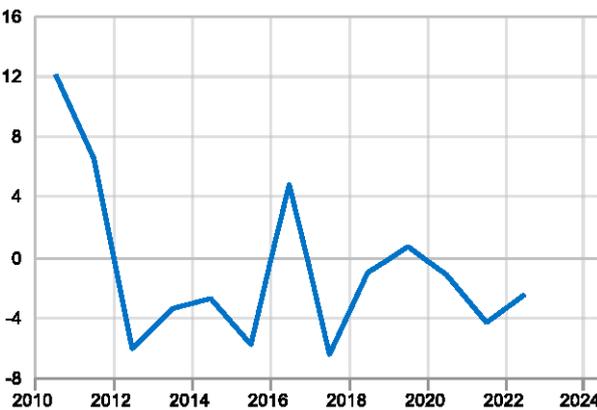
Taux de chômage (%)



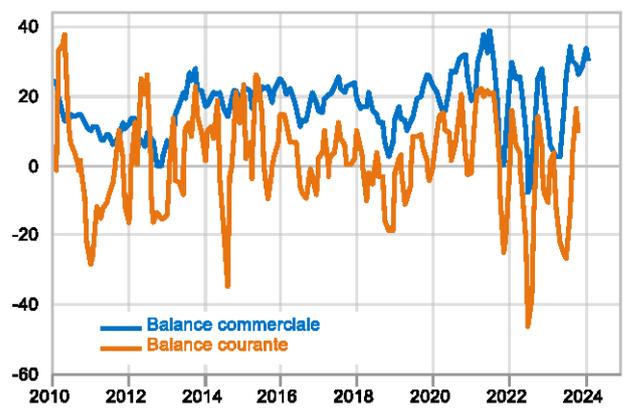
Commerce extérieur (millions de dollars)



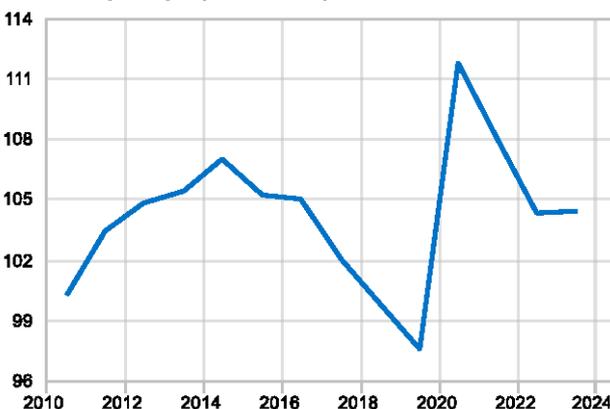
Investissements directs étrangers (en % du PIB)



Comptes extérieurs (millions de dollars)



Dettes publiques (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)





Les secteurs d'activité prometteurs pour l'investissement en Belgique/Wallonie

La Wallonie, région francophone du sud de la Belgique, cherche à diversifier son économie qui est actuellement spécialisée sur quelques secteurs tels que la sidérurgie, la chimie, l'agroalimentaire et l'aéronautique. Pour diversifier son économie, la Wallonie cherche à encourager le développement de secteurs émergents tels que les technologies de l'information et de la communication, l'économie circulaire, les énergies renouvelables, la santé, les biotechnologies et l'industrie créative. Le pays investit également dans la recherche et l'innovation pour renforcer la compétitivité de ses entreprises et favoriser l'émergence de nouveaux secteurs économiques.

• **La Wallonie met en place plusieurs initiatives pour encourager l'industrie du futur**, telles que la création de centres d'excellence, le développement de plateformes collaboratives, des programmes d'accompagnement pour les PME et l'encouragement de la formation et de la reconversion professionnelle. Il ne s'agit ici que des initiatives mises en place par le gouvernement de Wallonie.

- **Biotechnologie et sciences de la vie** : la Wallonie est un leader mondial dans les industries de la biotechnologie et des sciences de la vie. Le secteur a le potentiel de croître davantage en raison de la forte demande pour les traitements médicaux innovants.
- **Technologie de l'information et de la communication** : Les entreprises wallonnes sont de plus en plus compétitives dans les domaines de la cybersécurité, de la gestion de données et des logiciels. Le secteur est en constante évolution avec l'avènement de l'intelligence artificielle, l'Internet des objets et d'autres technologies émergentes.
- **Énergies renouvelables et technologies vertes** : la Wallonie investit dans les énergies renouvelables, telles que l'énergie éolienne et solaire, ainsi que dans des technologies vertes telles que les voitures électriques et les bâtiments durables. Le secteur est en plein essor en raison de la demande croissante pour des solutions énergétiques durables.
- **Économie circulaire** : la Wallonie est engagée dans une transition vers une économie plus circulaire, avec des investissements importants dans des projets de recyclage et de valorisation des déchets.



2022

PIB
(milliards de dollars)

2779.09

POPULATION
(millions)

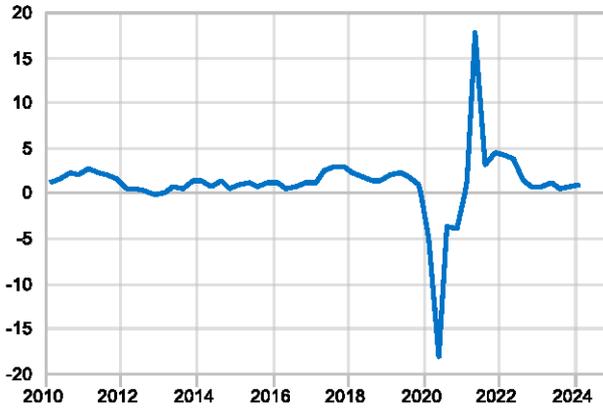
65.72

PIB par habitant
(en dollars PPA)

59565.17

FRANCE

Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



Inflation (glissement sur un an %)



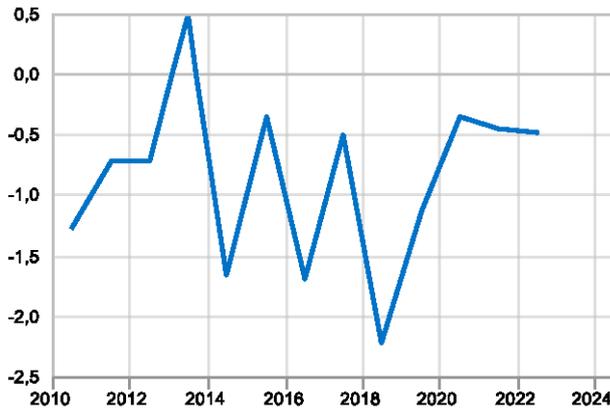
Taux de chômage (%)



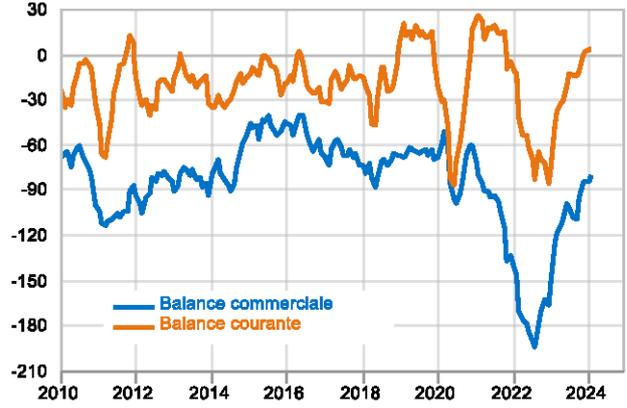
Commerce extérieur (millions de dollars)



Investissements directs étrangers (en % du PIB)



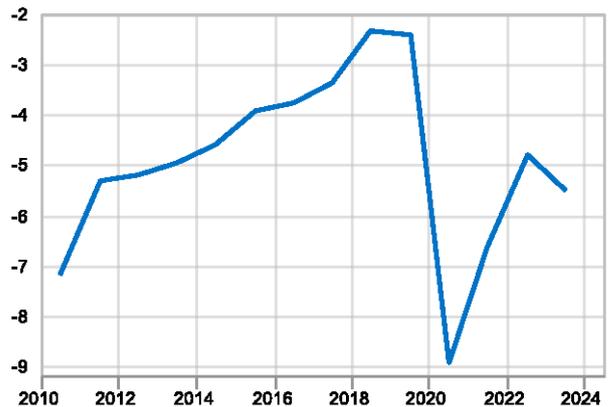
Comptes extérieurs (millions de dollars)



Dettes publiques (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)



Les secteurs d'activité prometteurs pour l'investissement en France

La diversification économique est un enjeu majeur pour la France, qui cherche à réduire sa dépendance à certains secteurs économiques et à développer de nouvelles activités. La France est une économie développée avec une grande diversité de secteurs. Le gouvernement français a mis en place un certain nombre de programmes économiques pour renforcer et développer certains secteurs porteurs, notamment:

- L'industrie des technologies de l'information et de la communication (TIC) :** la France est un leader européen dans les TIC, avec une industrie qui emploie plus de 1,3 million de personnes. Le pays veut se positionner sur l'Internet des objets, la cybersécurité, l'intelligence artificielle (IA) et la 5G. La cybersécurité est devenue un enjeu de plus en plus important dans le monde numérique d'aujourd'hui, et la France est en train de devenir l'un des leaders européens dans ce domaine. En 2018, le gouvernement français a lancé une stratégie nationale de cybersécurité, qui prévoit des investissements de 1,6 milliard d'euros sur cinq ans pour renforcer la cybersécurité dans les secteurs public et privé. La France accueille également des événements internationaux importants dans ce domaine, tels que le Forum International de la Cybersécurité (FIC). (source : Ministère de l'Intérieur, 2021). L'IA est de plus en plus présente dans de nombreux secteurs, de la santé à l'industrie manufacturière. La France a lancé une stratégie nationale pour renforcer son leadership en matière d'IA, avec un investissement de 1,5 milliard d'euros sur cinq ans pour soutenir la recherche, le développement et l'adoption de l'IA dans les entreprises. La France est également membre fondateur de l'Initiative européenne pour l'IA, une collaboration entre 27 pays européens pour renforcer la recherche et le développement de l'IA en Europe.
- Industrie 4.0 :** La France est en train de devenir l'un des leaders de l'Industrie 4.0 en Europe, avec un accent sur l'utilisation de l'Internet des objets (IoT), de l'intelligence artificielle et de la robotique pour améliorer la productivité et l'efficacité des entreprises manufacturières. Le gouvernement a lancé une initiative appelée «Industrie du Futur» en 2015 pour encourager les entreprises à adopter ces technologies de pointe. En 2020, plus de 5 000 entreprises en France avaient déjà adopté des technologies de l'Industrie 4.0.
- Biotechnologie :** La biotechnologie est une industrie en croissance rapide en France. La France a récemment lancé une initiative pour stimuler l'innovation en biotechnologie, avec un investissement de 1 milliard d'euros sur 4 ans pour soutenir les start-ups et les entreprises en croissance dans ce secteur. Le gouvernement français prévoit que la biotechnologie sera l'un des principaux moteurs de la croissance économique en France dans les années à venir.
- La santé :** la France dispose d'un système de santé universel et d'une industrie pharmaceutique importante, avec des entreprises telles que Sanofi et Servier. Le pays cherche à renforcer son secteur de la santé en investissant dans la recherche et l'innovation.
- Les énergies renouvelables :** la France s'est engagée à réduire sa dépendance aux énergies fossiles et à développer les énergies renouvelables. Les énergies renouvelables représentaient déjà 23% de la production d'électricité en France en 2020, et l'objectif est de porter cette part à 40% d'ici 2030. La France investit massivement dans l'éolien, le solaire et l'hydroélectricité pour atteindre cet objectif.
- L'agriculture et l'alimentation :** la France est reconnue pour son agriculture de qualité et sa gastronomie. Le pays cherche à développer une agriculture durable et à promouvoir l'innovation dans l'alimentation, avec des initiatives telles que le plan Ecophyto pour réduire l'utilisation des pesticides.
- Tourisme :** Le tourisme est un secteur clé de l'économie française, mais il est souvent concentré dans quelques régions et villes. La France cherche à développer le tourisme dans d'autres régions et à attirer de nouveaux types de touristes. Par exemple, le gouvernement a lancé un programme appelé «France Tourisme» pour promouvoir les régions moins connues auprès des touristes étrangers.



2022

PIB
(milliards de dollars)

300.69

POPULATION
(millions)

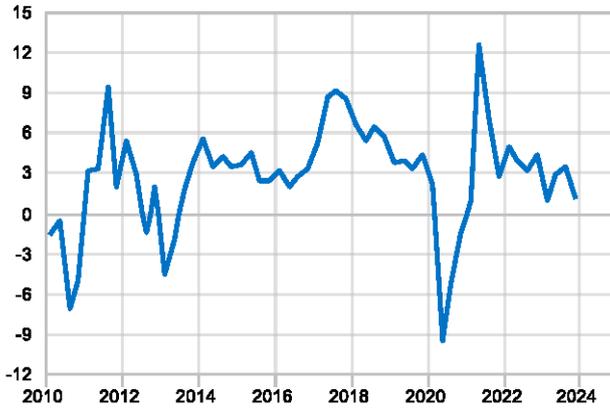
19.04

PIB par habitant
(en dollars PPA)

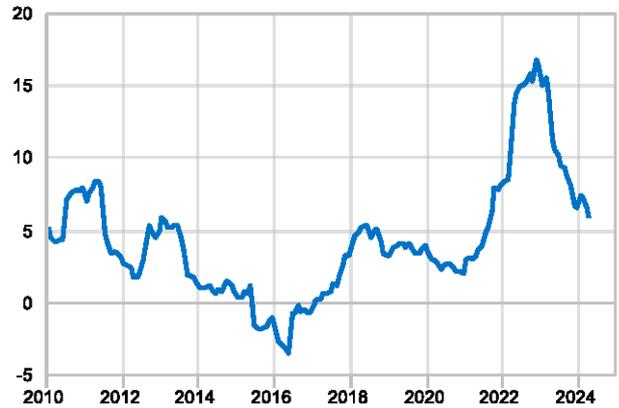
43251.02

ROUMANIE

Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



Inflation (glissement sur un an %)



Taux de chômage (%)



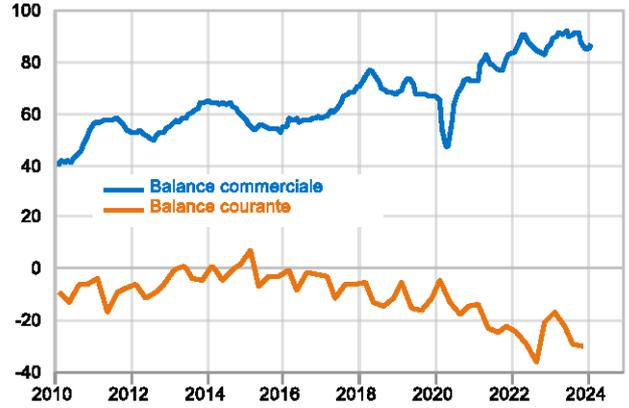
Commerce extérieur (millions de dollars)



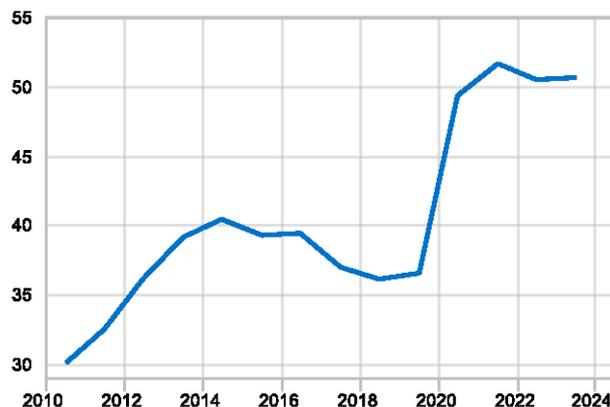
Investissements directs étrangers (en % du PIB)



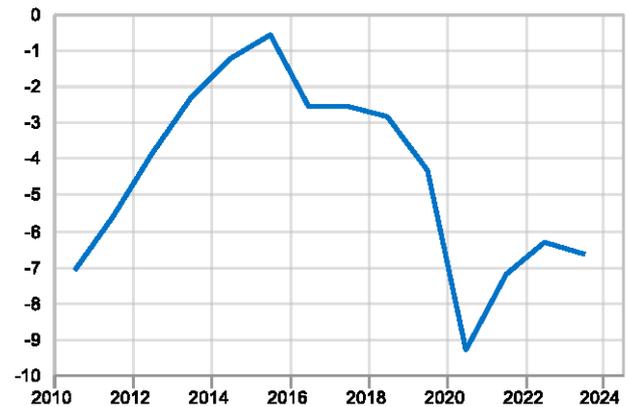
Comptes extérieurs (millions de dollars)



Dettes publiques (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)



Les secteurs d'activité prometteurs pour l'investissement en Roumanie

L'économie roumaine a su préserver sa compétitivité et, ainsi, rester attractive notamment vis-à-vis des géants asiatiques. L'économie roumaine se développe de façon dynamique, surtout grâce aux investisseurs étrangers.

- La 1^{ère} activité industrielle du pays est la production automobile avec la présence de deux grands constructeurs mondiaux : Ford à Craiova et Renault-Dacia à Mioveni – Arges.
- L'industrie de l'aéronautique compte une trentaine de sociétés. Il s'agit d'un pôle à forte valeur ajoutée, qui se développe à Braşov en Transylvanie, avec en particulier une usine d'Airbus Helicopters inaugurée en septembre 2016.
- Le marché roumain des cosmétiques a augmenté de 50% au cours des cinq dernières années, pour atteindre plus de 1,7 milliard d'euros en 2020, y compris la production et la vente de cosmétiques.
- Le secteur des TIC, qui représente environ 6 % du PIB en Roumanie (6,2% du PIB en 2017, 5,6% du PIB en 2019), est en pleine expansion, et constitue un vecteur de forte croissance pour l'économie roumaine.
- L'industrie pharmaceutique roumaine a enregistré des chiffres d'affaires record ces dernières, notamment dans le contexte de la demande générée par la pandémie de coronavirus.
- L'industrie textile et de l'habillement est une vieille tradition en Roumanie. Elle représente actuellement environ 3,8% du nombre total d'employés, soit environ 191 000 personnes, dans plus de 8 500 entreprises.
- Le secteur agricole et agroalimentaire a contribué à hauteur de 4,1 % au PIB en 2020 et a employé 23 % de la population active occupée (environ 2 millions de personnes). La capacité agricole est d'environ 14,7 millions d'hectares, soit presque un tiers des surfaces agricoles de l'UE.





SUISSE

2022

PIB
(milliards de dollars)

818.43

POPULATION
(millions)

8.74

PIB par habitant
(en dollars PPA)

91128.17

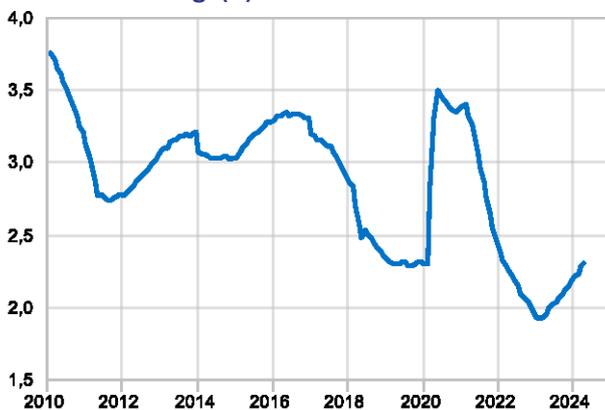
Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



Inflation (glissement sur un an %)



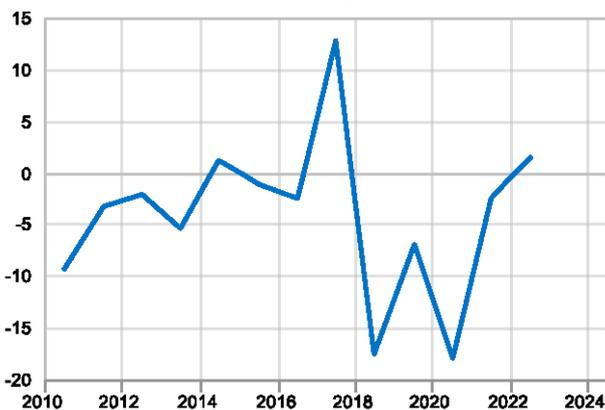
Taux de chômage (%)



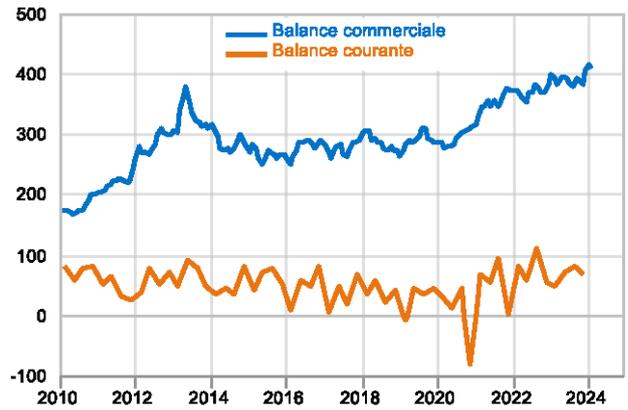
Commerce extérieur (millions de dollars)



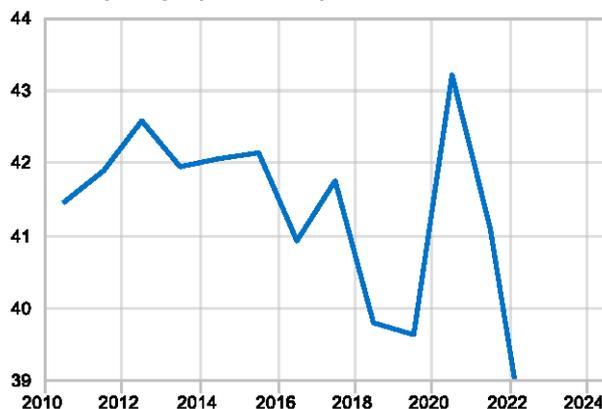
Investissements directs étrangers (en % du PIB)



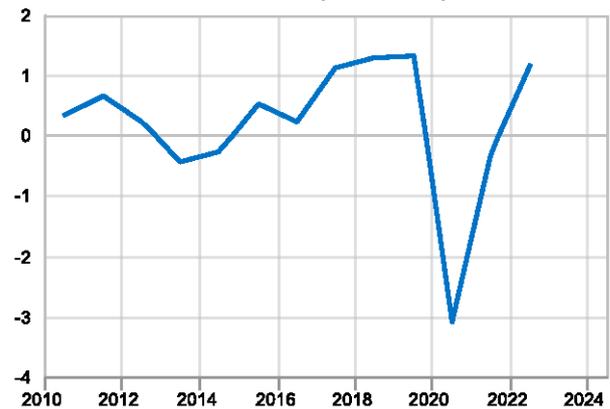
Comptes extérieurs (millions de dollars)



Dettes publiques (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)





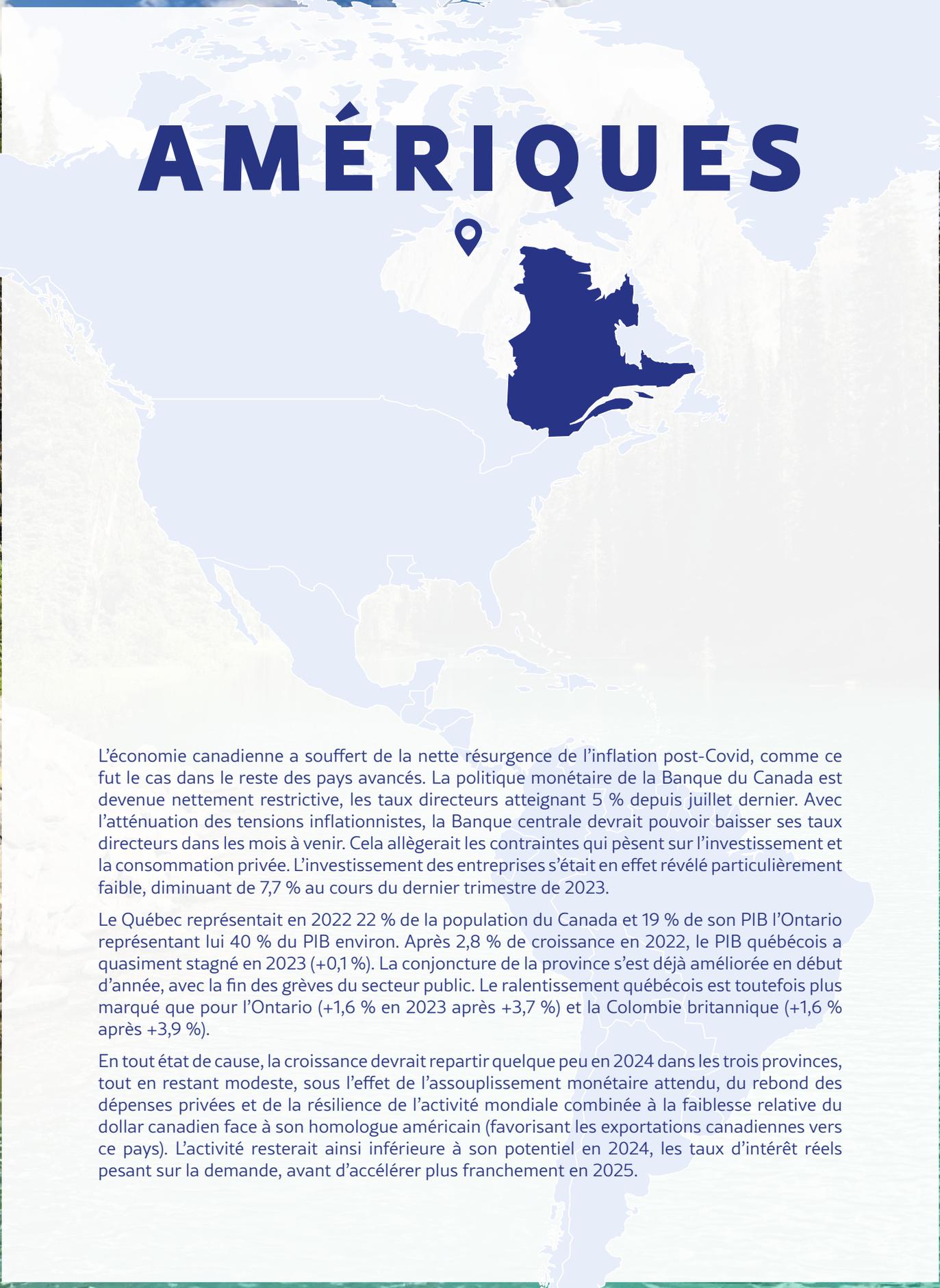
Les secteurs d'activité prometteurs pour l'investissement en Suisse

La Suisse a mis en place plusieurs initiatives visant à promouvoir la diversification économique.

La Suisse est un pays connu pour son innovation et sa technologie de pointe, ce qui en fait un lieu propice pour le développement des industries du futur. Voici quelques exemples d'industries du futur qui émergent en Suisse avec des références :

- **L'industrie de la robotique** : La Suisse est un centre important pour la recherche et le développement en robotique, en particulier dans les domaines de la robotique médicale, de la robotique industrielle et de la robotique pour la surveillance et la sécurité. Parmi les entreprises suisses les plus connues dans ce domaine, on peut citer ABB, Fanuc et Kuka. Selon le Swiss Business Hub, le marché mondial de la robotique devrait atteindre 135 milliards de dollars d'ici 2021.
- **L'industrie de la blockchain** : La Suisse est un leader mondial dans le domaine de la blockchain et des technologies distribuées. Zurich est un centre important pour la recherche et le développement de la blockchain et de nombreuses entreprises suisses sont à la pointe de l'adoption de cette technologie. Parmi les entreprises suisses les plus connues dans ce domaine, on peut citer Ethereum, ShapeShift et Xapo. Selon une étude de PwC, la blockchain pourrait générer une valeur économique de 1,1 billion de dollars d'ici 2030 en Suisse.
- **L'industrie de l'IA** : La Suisse est également un centre important pour la recherche et le développement en intelligence artificielle (IA), avec la présence de plusieurs universités de renommée mondiale, telles que l'École polytechnique fédérale de Zurich et l'École polytechnique fédérale de Lausanne. De nombreuses startups suisses travaillent sur des applications d'IA, notamment dans les domaines de la santé, de la finance et de la mobilité. Selon une étude de McKinsey, l'IA pourrait générer une valeur économique de 14 milliards de dollars d'ici 2030 en Suisse.
- **L'industrie de l'énergie** : La Suisse dispose d'un potentiel important pour le développement des énergies renouvelables, en particulier l'hydroélectricité et l'énergie solaire. De nombreuses entreprises suisses travaillent sur des solutions pour améliorer l'efficacité énergétique et réduire les émissions de carbone. Selon l'Agence internationale de l'énergie, la Suisse est le pays le plus énergétiquement efficace d'Europe.

AMÉRIQUES



L'économie canadienne a souffert de la nette résurgence de l'inflation post-Covid, comme ce fut le cas dans le reste des pays avancés. La politique monétaire de la Banque du Canada est devenue nettement restrictive, les taux directeurs atteignant 5 % depuis juillet dernier. Avec l'atténuation des tensions inflationnistes, la Banque centrale devrait pouvoir baisser ses taux directeurs dans les mois à venir. Cela allègerait les contraintes qui pèsent sur l'investissement et la consommation privée. L'investissement des entreprises s'était en effet révélé particulièrement faible, diminuant de 7,7 % au cours du dernier trimestre de 2023.

Le Québec représentait en 2022 22 % de la population du Canada et 19 % de son PIB l'Ontario représentant lui 40 % du PIB environ. Après 2,8 % de croissance en 2022, le PIB québécois a quasiment stagné en 2023 (+0,1 %). La conjoncture de la province s'est déjà améliorée en début d'année, avec la fin des grèves du secteur public. Le ralentissement québécois est toutefois plus marqué que pour l'Ontario (+1,6 % en 2023 après +3,7 %) et la Colombie britannique (+1,6 % après +3,9 %).

En tout état de cause, la croissance devrait repartir quelque peu en 2024 dans les trois provinces, tout en restant modeste, sous l'effet de l'assouplissement monétaire attendu, du rebond des dépenses privées et de la résilience de l'activité mondiale combinée à la faiblesse relative du dollar canadien face à son homologue américain (favorisant les exportations canadiennes vers ce pays). L'activité resterait ainsi inférieure à son potentiel en 2024, les taux d'intérêt réels pesant sur la demande, avant d'accélérer plus franchement en 2025.



CANADA

2022

PIB
(milliards de dollars)

2161.48

POPULATION
(millions)

38.87

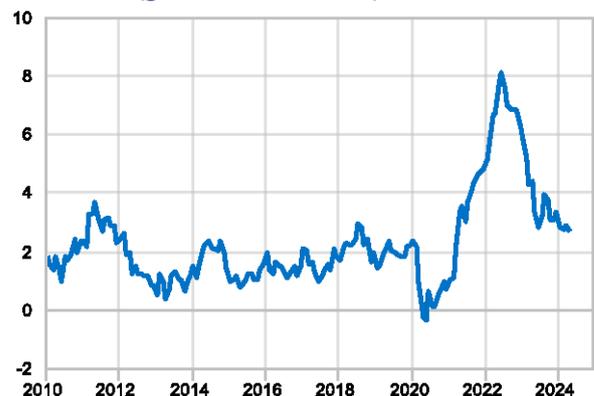
PIB par habitant
(en dollars PPA)

61479.54

Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



Inflation (glissement sur un an %)



Taux de chômage (%)



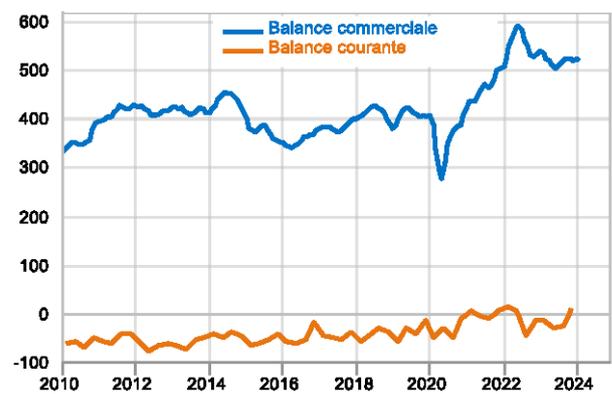
Commerce extérieur (millions de dollars)



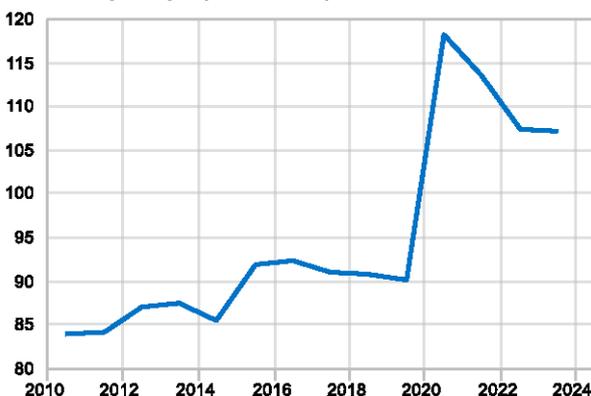
Investissements directs étrangers (en % du PIB)



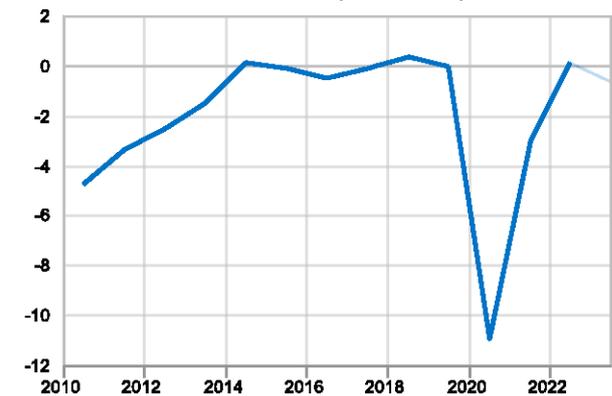
Comptes extérieurs (millions de dollars)



Dettes publiques (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)





QUÉBEC

2022

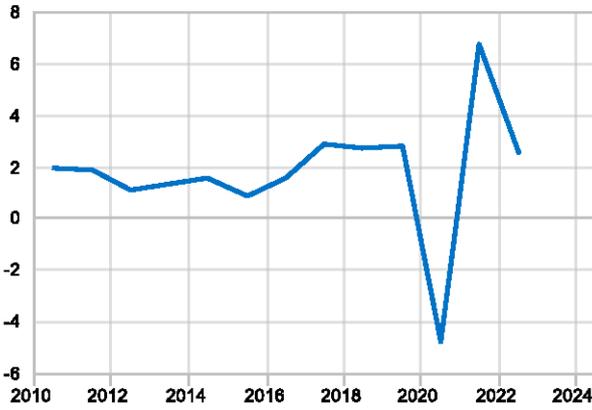
PIB
(milliards de dollars)

423.00

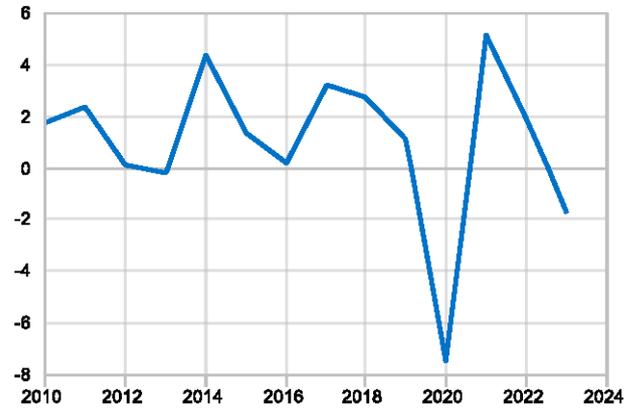
POPULATION
(millions)

8.73

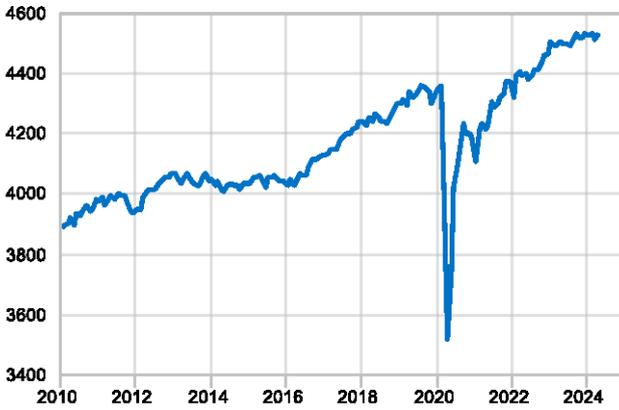
Croissance du PIB en volume (glissement sur un an %)



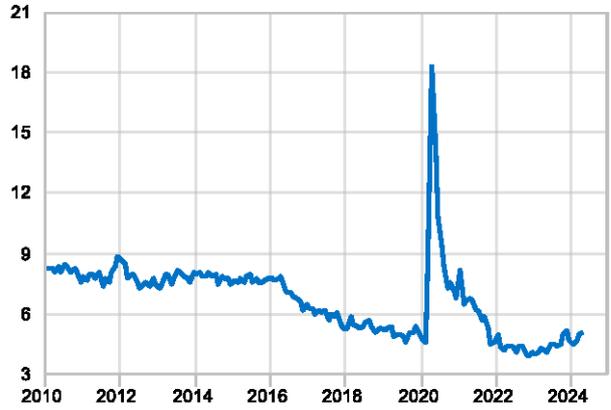
Inflation (glissement sur un an %)



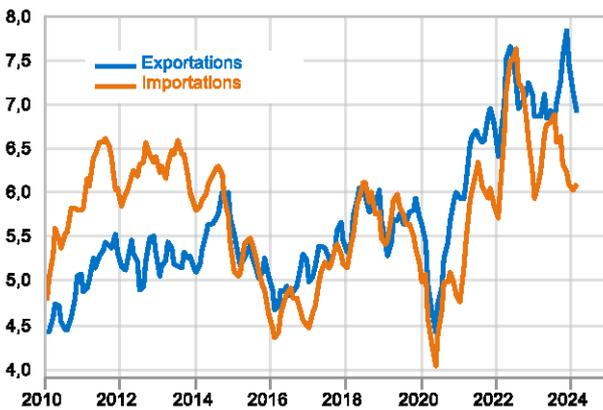
Taux de chômage (%)



Commerce extérieur (millions de dollars)



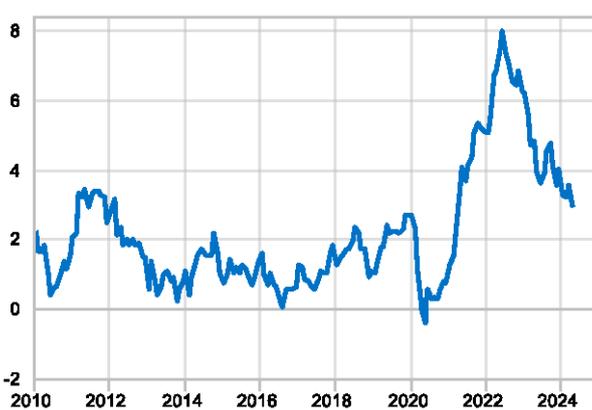
Investissements directs étrangers (en % du PIB)



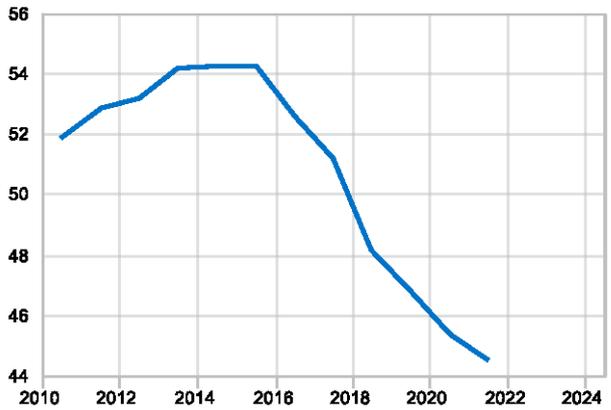
Comptes extérieurs (millions de dollars)



Dettes publiques (en % du PIB)



Service de la dette externe (en % du PIB)



Les secteurs d'activité prometteurs pour l'investissement au Québec

Le Québec, avec son économie avancée et diversifiée, est un centre d'innovation et de recherche. Voici quelques industries du futur au Québec qui devraient connaître une forte croissance dans les années à venir :

- **Les technologies propres :** Le Québec est un leader dans le domaine des technologies propres, avec des investissements importants dans la recherche et le développement de technologies liées à l'énergie propre, à la gestion des déchets, à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à la protection de l'environnement.
- **L'intelligence artificielle :** Le Québec est également un leader mondial dans le domaine de l'intelligence artificielle, avec un grand nombre de chercheurs et d'entreprises travaillant sur des projets liés à l'IA, notamment dans les secteurs de la santé, de l'automobile et de la finance
- **Les industries créatives :** Le Québec a une longue tradition de créativité et d'innovation dans les arts, la culture et les médias, avec des industries florissantes telles que le cinéma, la musique, la télévision et les jeux vidéo. Ces industries devraient continuer à croître à mesure que la demande pour des contenus originaux et innovants augmente.
- **Les technologies de la santé :** Le Québec est un pionnier dans le domaine des technologies de la santé, avec des entreprises et des instituts de recherche travaillant sur des projets liés à la santé numérique, aux dispositifs médicaux et à la recherche clinique.



Alliance des Patronats Francophones

55, avenue Bosquet
75007 Paris – France
Tél : +33 (0)6 07 44 18 92
contact@patronats-francophones.org
www.patronats-francophones.org

Organisation internationale de la Francophonie

19-21, avenue Bosquet
75007 Paris – France
Tél : +33(0)1 44 37 33 00
contact.DFEN@francophonie.org
www.francophonie.org

Publication juin 2024

Cette publication annuelle commanditée par l'Alliance des Patronats Francophones a été réalisée avec le soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie.

Le tableau de bord des économies de la francophonie est le fruit de travaux réalisés pour le compte de l'Alliance des Patronats Francophones par :

- Le Centre de recherches pour l'expansion de l'économie et le développement des entreprises (REXECODE), notamment pour les données macroéconomiques et les graphiques par pays ;
- M. Farid Toubal, Professeur d'Économie, Université de Paris-Dauphine -- PSL, pour les éléments d'analyse sur les secteurs d'activité prometteurs pour l'investissement dans les pays de l'Alliance des Patronats Francophones, tirés d'une étude réalisée en 2022.

Les commentaires et les analyses que renferment ce document ne constituent en aucune manière l'expression d'une position officielle de l'Alliance des Patronats Francophones ou de l'Organisation internationale de la Francophonie.

Tous droits réservés

La citation ou la reproduction de tout ou partie de cette publication est autorisée. Toutefois l'Organisation internationale de la Francophonie et l'Alliance des patronats francophones demandent à ce que la source soit mentionnée et de leur faire parvenir un exemplaire de la publication